

Les syndicats se préparent à la rentrée *DU «CONCRET» SINON LA GRÈVE* P.2



Actualité
Autrement Vue

**Réalités
et faux
repères**

Abdou B.

**Pain
et lait**

Ali Brahimi

**L'arbre
et la forêt**

M. ABOU

**Une justice
internationale
piégée par la réalité
de l'ordre international**

Adib Benchérif

**Une banque pas
comme les nôtres**

Mohammed Beghdad

**Tizi Medjebar
des Babors:
là où l'identité
culturelle se conjugue
au pluriel**

Farouk Zahi



PROPOS TRANQUILLES AU SUJET DU RAMADHAN

Akram Bel kaïd



CONSOMMER LA VIANDE IMPORTÉE D'INDE ? QUELLE IDÉE !

Abed Charef

**Un sale été pour
Sarkozy (2ème partie) :
vilaines dérives
sur l'immigration
et la délinquance**

Pierre Morville

**L'Algérie et le droit
de préemption
dans le cas de Djezzy**

Abderrahmane MEBTOUL

**Réforme hospitalière
ou véritable palinodie**

Nureddine Lekehal



Il sera appliqué d'ici la fin de l'année Un règlement anticorruption à la douane

Yazid Alilat

Les Douanes algériennes veulent se réformer et lancent, à travers un nouveau règlement intérieur, une véritable opération «mani pulite» au sein de ce corps où les actes de malversations, de corruption et de vols caractérisés de marchandises ne sont un secret pour personne.

Selon un haut responsable des Douanes, la direction des ressources humaines dénombre chaque année 4 à 5 cas de corruption et une trentaine de cas de malversations commis par des agents douaniers. Trois commissions de discipline, installées en vertu de la nouvelle réorganisation des services des Douanes, traitent tous les 45 jours environ cinq cas de fraude. Rien qu'au niveau de l'aéroport d'Alger, 15 agents fraudeurs ont été suspendus dernièrement de leurs postes, dont les dépassements ont été interceptés par leurs collègues et les services de sécurité aéroportuaires. Selon M. Boudjaltia Djazouli, directeur des ressources humaines auprès de la Direction générale des douanes (DGD), «l'administration douanière a amendé récemment le règlement intérieur régissant le corps des douaniers à travers l'introduction de mesures visant à renforcer le contrôle interne et réduire la durée d'affectation de ses agents dans certains postes». Ce nouveau dispositif sera appliqué vers la fin de l'année, en même temps que la mise en oeuvre du nouveau statut du douanier.

Selon M. Djazouli, il a été rendu nécessaire par «le besoin d'assainir et de réorganiser certains services douaniers pouvant constituer une source de corruption et de malversations». Il est clair que l'institution douanière semble bien partie pour faire la chasse aux corrompus et à la corruption qui gangrène ce corps.

Les postes sensibles aux aéroports, ports et postes frontaliers ainsi que les services de dédouanement de marchandises, de voitures et de documents d'import-export sont particulièrement visés par ces réformes. Pour le DRH des douanes, ce nouveau règlement porte sur «le comportement du douanier au quotidien aussi bien vis-à-vis des usagers que de l'administration ainsi que sur l'éthique douanière», et «tout dépassement sera sévèrement sanctionné» en vertu de ce dispositif. La nouvelle mouture du règlement intérieur des Douanes prévoit un partage de responsabilité entre l'agent douanier et son supérieur hiérarchique en cas d'infraction: »Si un agent douanier commet un dépasse-

ment, son supérieur sera sanctionné au même titre que lui pour ne pas avoir exercé de contrôle sur son subordonné, et les responsables sont sommés, en vertu de ce dispositif, «de rendre compte de leur travail et de celui de leurs subordonnés». L'autre nouveauté de ce règlement intérieur est la limitation drastique de la durée d'affectation des agents, inspecteurs et responsables à des postes sensibles, c'est-à-dire des postes où la corruption peut être exercée sur des douaniers. La durée de mobilité, fixée actuellement entre un (1) et trois (3) ans, sera réduite à six mois pour des «postes jugés sensibles» comme celui du liquidateur qui est l'agent chargé de la liquidation des déclarations de marchandises au niveau des ports et aéroports.

Cette mesure, selon M. Boudjaltia, mettra fin à l'immobilité de certains agents douaniers qui occupent parfois ces postes durant une trentaine d'années, situation qui favorise souvent les actes de corruption.

En fait, la direction générale des Douanes serait en train de revoir les missions du liquidateur pour introduire un double contrôle dans la liquidation des marchandises et mettre en place un autre contrôle indépendant sur ces agents. Toutes ces nouvelles missions seront bientôt définies par un texte en cours d'élaboration. Et, dans cette perspective de modernisation de l'administration douanière, la DGD projette de réorganiser ses directions régionales et ses inspections divisionnaires en procédant à un découpage territorial qui va notamment définir de nouveaux postes organiques et fonctionnels. Premier rempart de défense de l'économie nationale, les Douanes ont souvent été la cible de critiques virulentes, autant des citoyens que des opérateurs. Motif : la corruption qui gangrène ce corps de la fonction publique, censé protéger l'économie nationale de toutes menaces extérieures ou intérieures. Pour autant, un nouveau règlement intérieur est-il de nature à donner un autre visage à ce corps institutionnel, en affectant dans tous les postes sensibles des «Elliot Ness», et ailleurs des travailleurs qui font le boulot pour lequel ils sont payés ? Le corps des Douanes compte environ 17.000 agents et ambitionne de renforcer ses rangs pour atteindre 20.000 agents en 2011. Mais, en dépit de beaucoup de critiques, il n'en demeure pas moins que ce corps a été souvent la cible d'actions armées orchestrées par des terroristes, des bandits et des trafiquants en tout genre.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Quand ramadhan et rentrée scolaire se télescopent

Les familles à revenus moyens ou modestes auront toutes les peines, pendant ce mois de ramadhan, à s'assurer quotidiennement une «meïda» conforme aux us et coutumes culinaires qui sont de tradition durant la période du jeûne. D'autant qu'il leur faut en même temps ménager leur budget en prévision de la rentrée scolaire qui, cette année, se fera en plein ramadhan.

Donc, déjà qu'elles ne peuvent pas se permettre de «folies ramadhaneques», elles devront s'astreindre à un resserrement de ceinture question dépenses consacrées à cette «meïda». La rentrée scolaire est effectivement synonyme d'une saignée financière à laquelle les faibles revenus ne peuvent faire face s'ils se laissent aller à garnir copieusement leurs assiettes.

Pour la raison donc que cette année, la rentrée scolaire coïncidant avec le ramadhan, la majorité des familles dans le pays vont être à la peine financièrement, beaucoup d'entre elles vont être dans une gêne pécuniaire impossible à résoudre.

Les années précédentes, certaines ont eu la possibilité de recourir au «crédit consommation» qui leur permettait de compter sur un appoint financier. La loi de finances complémentaire 2009 a mis fin à ce recours. Il leur faut par conséquent «jongler» avec les seules maigres rentrées d'argent dont elles disposent. Exercice qui relève de l'exploit, compte tenu de la cherté de la vie qui, pendant le mois de ramadhan, atteint des pics inaccessibles.

Les familles qui sont dans l'angoisse de ne

pouvoir passer un mois de ramadhan décent au plan de la table de jeûne et d'assurer une rentrée scolaire digne à leurs rejetons, auront «apprécié» les commentaires décalés de l'Unique, qui n'a pas tari sur la stabilité des prix et, paraît-il, leur «abordabilité» pour tous les consommateurs. Il faut croire que les journalistes de l'Unique vivent sur une autre planète !

C'est, semble-t-il, sur la même planète qu'eux que le ministre du Commerce a élu domicile. Pourtant, c'est sur des marchés algériens, plus exactement ceux de la wilaya de Tipasa, que Benbada s'est rendu la veille du début du ramadhan. Il n'a pas vu que les prix ont flambé, devenant hors de portée des bourses des familles à faible revenu. Nous ne ferons pas injure à ce ministre de croire qu'il a pensé que sa virée dans ces marchés va avoir un effet dissuasif sur les spéculateurs et autres prédateurs qui les peuplent.

L'on sait comment ce genre de visite est organisé et à quelle théâtrale mise en scène il donne lieu. A Benbada, il n'a été donné de voir que du «bon et du correct», tout le monde faisant assaut en sa présence des meilleures et des plus généreuses dispositions. Lesquelles se sont évanouies aussitôt le ministre reparti à son bureau.

Le seul espoir, très tenu, qu'ont les consommateurs est que «par miracle» se réalise la prédiction du ministre du Commerce prévoyant que la flambée des prix qui fait s'emballer le marché ne dure pas tout le mois de ramadhan. Ce qui permettrait peut-être à certains d'entre eux de d'envisager la rentrée scolaire avec un peu moins d'appréhension.

Les syndicats se préparent à la rentrée Du «concret» sinon la grève

M. Aziza

Le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) a affiché clairement sa position d'aller vers une grève dès la rentrée sociale, au cas où il n'y a pas du concret d'ici le début du mois de septembre. Le porte-parole du CNES, Abdelmalik Rahmani, que nous avons contacté hier, dira que les membres du CNES devront se réunir quelques jours avant la rentrée pour déterminer le timing et la forme de la grève (cyclique ou illimitée). Les responsables du CNES se disent déterminés à aller vers un mouvement de protestation afin d'exprimer leur ras-le-bol et exiger des actions concrètes, que ce soit de la part de la tutelle ou du gouvernement. Selon eux, «les négociations» entamées depuis 2 ans

avec la tutelle n'ont débouché sur aucun résultat concret. Les enseignants universitaires réclament, pour la énième fois, le règlement de la question du régime indemnitaire, le droit d'achat des 6000 logements des enseignants et l'amélioration des salaires. Pour les membres du CNES, la revendication pilier est d'arriver à «un partenariat solide» entre les syndicalistes et la tutelle. Autrement dit, le CNES demande qu'il soit consulté pour ce qui est des dossiers qui concernent l'université et refuse d'être marginalisé dans les grandes décisions.

Si le syndicat de l'enseignement supérieur a déjà tranché, de nombreux syndicats, notamment de l'éducation et de la santé, ont préféré attendre et accorder un peu plus de temps à leur tutelle pour se prononcer. Ils n'ex-

cluent pas cependant l'option de recourir à la grève dès la rentrée s'ils n'obtiennent pas des garanties, voire du concret.

Le chargé de la communication du CNAPEST, Messaoud Boudiba, nous a déclaré hier que son syndicat devra se prononcer dans une semaine ou deux sur la possibilité ou non d'aller vers un mouvement de protestation. Le SG du syndicat national des enseignants du secondaire SNAPEST, Meriane Meziane, a affirmé pour sa part que son syndicat préfère attendre pour se prononcer. «On va leur laisser un peu de temps puisque la tutelle a rassuré les enseignants en décidant d'octroyer les arriérés liés aux primes jusqu'à 2011», a-t-il souligné. Notre interlocuteur n'exclut pas de recourir à la grève si les assurances du ministre de l'Education ne se concrétisent.

Idem pour les syndicats de la santé qui se sont dit satisfaits des dernières réunions de conciliation avec le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, en attendant bien évidemment du concret. Le SG du SNPSSP, Dr Yousfi, a précisé qu'il y a des revendications qui peuvent être réglées rapidement, c'est-à-dire dès cette rentrée sociale. «On verra, dit-il, si la tutelle va respecter ses engagements».

Pour sa part, le SG du SNPSP, Lyes Mera-bet, dira que son syndicat va demander une audience au cours de ce mois pour voir où sont arrivés les résultats des réunions de conciliation et de dialogue, en espérant que certaines revendications soient satisfaites dès cette rentrée, et ce, pour éviter, selon Mera-bet, «le retour au conflit».

Tirage du N°4771
135.714 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 148.156.200,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68**Fax Pub:** 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: SIMPRAL
Constantine: S.I.E.
Quargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021.74.96.39 - Fax: 021.74.71.57**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80**Diffusion:** **Quest:** SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Familles des disparus Un rassemblement dispersé par la police

Ghania Oukazi

Deux corps étendus sur le trottoir, d'autres debout mais fortement malmenés par les forces de l'ordre, ce sont là les dégâts générés hier par l'intervention musclée des policiers pour disperser le rassemblement symbolique des familles des disparus.

«Lâchez-moi, je suis une Algérienne, je suis dans mon pays, vous ne pouvez pas m'empêcher de revendiquer mon droit ! », criait une dame d'un certain âge qu'un membre des brigades d'intervention traînait brutalement par le bras pour la forcer à quitter les lieux du rassemblement. Retenue depuis douze longues années par les familles des disparus comme étant une action symbolique qu'elles se sont promis d'accomplir tous les mercredis devant le siège de la Commission nationale consultative de défense et de promotion des droits de l'homme (CNCDDPH), le rassemblement d'hier n'a pu être tenu parce que les forces de l'ordre ont décidé de l'interdire.

La raison de cette interdiction est que les familles des disparus ont depuis, trois mercredis de suite, ramené quatre femmes étrangères pour manifester à leurs côtés. «On les a filmé», nous a déclaré hier Maître Mustapha Farouk Ksentini que nous avons contacté juste après ce malheureux événement. Les pouvoirs publics ne semblent pas avoir réfléchi longtemps aux méthodes qu'il fallait employer pour interdire ce rassemblement hebdomadaire. L'envoi de forces de l'ordre est toujours la solution la plus simple et surtout à portée de la main des dirigeants. A la vue, hier, de personnes âgées féroce-ment malmenées par les policiers, le rêve de la construction d'un Etat égalitariste semble s'être évaporé. Il semble d'autant l'être sous la pression des nombreux interdits que les politiques justifient aisément par les exigences de l'état d'urgence. Les cris de désespoir des familles des disparus faisaient mal au cœur. Avec les nerfs à fleur de peau en ce premier jour du mois sacré, les policiers n'y sont pas allés de main morte. Hier, la force publique s'est fait méchamment valoir face un petit groupe de personnes qui auraient pu être entendues par des responsables pour lever les équivoques et (ré)expliquer les lois et règlements en vigueur. Dans la cohue provoquée par la dispersion des manifestants, un homme et une femme ont été pris par un malaise. Tous deux, on les voyait étendus, inconscients, sur le trottoir attenant aux jardins de la CNCDDPH.

L'image n'était pas belle à voir. Ce qui s'est passé hier devant le siège de la commission est une représentation «en direct» d'une scène de violence légalisée. Violence dont le dépositaire n'est autre que l'Etat policier dont le naturel - toujours latent - revient bien vite au galop.

Les manifestants n'étaient pas nombreux hier pour que leur dispersion nécessite tout cet arsenal sécuritaire. Même qu'ils étaient les mêmes qui étaient habitués à se réunir la matinée de chaque mercredi «contre l'oubli et l'impunité». Il faut rappeler que le rassemblement a été déjà interdit le mercredi d'avant. «L'interdiction est l'incarnation du déni des droits des victimes et du mépris des autorités à leur égard», lit-on dans le communiqué signé par le collectif et SOS familles des disparus. Les signataires affirment être «décidés à ne pas céder devant la ré-

pression arbitraire (...) et continueront à user, par tout moyen pacifique, de leurs libertés d'expression et de manifestation, illégalement confisquées.»

**«LA FORCE
D'UN HOMME POLITIQUE,
C'EST DE CONVAINCRE»**

Ils précisent encore dans le communiqué que « (...) nombre d'organisations et de citoyens revendiquent un Etat de droit et que notre lutte passe par la recherche de la vérité et de la justice pour les disparus ainsi que pour la défense des droits et des libertés de chacun». Maître Mustapha Farouk Ksentini nous a affirmé hier que le fait que la manifestation s'est tenue en présence de personnes étrangères «ne me dérange absolument pas mais la décision d'interdiction vient des policiers».

Interrogé sur ce qu'il pense des méthodes employées pour l'interdire, le président de la CNCDDPH soulignera que «je suis contre la violence sous toutes ses formes. Il est évident cependant que si on revient à la loi, elle interdit les sit-in.» Il ne manquera cependant pas de dire que «ce n'est peut-être pas la meilleure manière pour les familles des disparus d'adjoindre des étrangers à leur rassemblement mais je tiens à affirmer encore que je suis viscéralement et foncièrement contre la violence dans quelques circonstances qui soient».

Maître Ksentini tient à rappeler qu'«il faut revenir à l'évidence que la charte pour la paix et la réconciliation nationale nous interdit même de parler des disparus.» «Voilà le problème !», s'est-il exclamé pour faire remarquer que «la charte a force de loi, il faut la relire pour comprendre que le problème des disparus est évacué. Il est clos.»

Y aurait-il quelque chose à faire d'autre ? lui demandons-nous. «Nous avons fait tout ce qui est en notre possession de faire, nous avons fait reconnaître à l'Etat sa responsabilité, les familles ont été indemnisées à hauteur de 95 ou 96% mais nous ne sommes qu'une commission consultative, nous ne sommes pas le pouvoir», a-t-il dit. L'état des libertés en Algérie lui fait dire que «c'est tout à fait moyen. Il faut revenir à la réalité du terrain, les choses se sont améliorées mais pas suffisamment vite à mon sens, ça ne progresse pas assez vite». A ceux qui estiment que les libertés ont plutôt régressé, Ksentini répond «je ne pense pas, il y a quand même des améliorations si l'on se réfère aux années 70. On n'est pas au top, ça c'est sûr !» Il pense qu'il faut du temps au temps, il y a des comportements inadmissibles certes, parce que les droits de l'homme, c'est une culture qui n'est pas suffisamment répandue ni suffisamment observée.»

Nous ne manquerions pas au passage de l'interroger sur ce qu'il en est du projet de l'amnistie générale que le président de la République avait évoqué dans le meeting électoral qu'il avait animé en mars 2009 à Tamanrasset pour décrocher son troisième mandat. «Je souhaite qu'il y ait amnistie générale parce toutes les souffrances à travers le monde ont été achevées par une amnistie générale, mais ceci relève des prérogatives du président de la République», affirme-t-il. Seulement, précisera-t-il, «je ne souhaite pas qu'elle soit imposée, il faut un débat». Parce qu'estime-t-il «la force d'un homme politique, c'est de convaincre et non pas de séduire.»



**Raïna
Raïkoum**
Oualid Ammar

La télévision nationale, «l'Unique», «Litima» ou l'«EPTV», l'appellation est à la carte. Contrairement au restant de l'année, elle surprend les téléspectateurs chaque mois de Ramadhan avec des programmes globalement agréables, variés et divertissants. Curieux. Exploit ? Pas vraiment. Les versions explicatives sont innombrables. On raconte que le précédent Dg a fait de l'excès de zèle en engageant le gouvernement à cautionner un projet prévoyant la création d'une demi-douzaine de chaînes de télévisions publiques. Ce qui dans l'absolu n'est pas faux. Le zélé personnage peinait déjà à en faire tourner une convenablement, deux autres (Canal Algérie et la 3) à peu près, comment pouvait-il en gérer trois autres sans risquer d'en faire des clones de l'Unique ?

On raconte que l'on se fiche complètement de ce que les téléspectateurs autochtones regardent ou pas l'Unique. Et que, souligne-t-on avec dédain, si cela ne leur plaît pas qu'ils aillent regarder ailleurs, au sens propre du terme. C'est ce que font quelques millions d'Algériens qui remercient le Créateur de l'existence des TV satellitaires et de l'Internet. Ces échappatoires ne règlent pas le problème de la production télévisuelle locale. Potentiellement, il est parfaitement possible de le régler. Piste.

A la base, il faudrait que l'EPTV, «Litima» si vous préférez, se décide à organiser la première TV réalité de sa vie. Titre: «Algerian TV Story». Elle couvrirait 365 jrs sur 365, avec un minimum quotidien de diffusion «direct-live» de deux heures. Il y aurait 19 participants rassemblés durant un mois, jour et nuit, dans une résidence top, avec toutes les commodités. Leur seul lien avec l'extérieur sera le téléphone, dans des conditions précises. Les 19: Hadj Rahim (réalisateur), Belkacem Hadjadj (réalisateur), Nacer Djabi (socio-

logue), Daho Djerbal (historien), Pr Chitour, Zahia Yahi (Dame de radio), Lyes Salem (comédien), Sonia (comédienne), Slimane Benaïssa (comédien, auteur), Louiza aït Hamou (universitaire), Fatima Belhadj (comédienne et auteur), Cheikh Chemesddine (prédicateur), Wassila Tamzali (auteur, universitaire), Sabrina Draoui (réalisatrice), Louiza Ammi (photographe), Hadda Hazem (éditrice de journal), Hafidha Ameyar (journaliste), Youcef Sayeh (producteur et animateur TV) et Ahmed Bjaoui (homme de cinéma).

Pour tout ce beau monde, il n'y aurait pas d'argent à la clé, encore que l'EPTV puisse parfaitement faire sponsoriser ce qui sera l'événement culturel de l'année. Objectif de ce super brainstorming télévisé: dire ce qu'il y a lieu de faire pour avoir une production nationale télévisuelle en mesure de répondre à la demande de six chaînes. On leur précisera qu'une TV peut tourner avec 5 à 600 personnes tandis que «Litima» fonctionne avec plus de 3 000 personnes. Ils disposeront chacun d'une documentation. En tout cas, les axes de leurs débats seront déterminés dans un cahier des charges. On leur demandera de nous dire pourquoi l'Algérie n'a jamais produit de série policière où la loi finit toujours par l'emporter, ou pourquoi n'a-t-on jamais produit une série sur la présence romaine à Timgad, Djemila ou Tébessa. Nous verrons les 19 d'Algerian TV Story débattre, à table, au salon, en salle de réunion. En aparté ou en groupe. Nous verrons qui mène la danse, et qui tire au flanc. Et peut-être que reflouriront des idées telles que des ateliers de scénaristes...Pour comprendre que le programme TV du Ramadhan est possible toute l'année, faut juste organiser «Algerian TV story». Et songer à préparer une deuxième saison avec des représentants patentés de l'Etat. Audience nationale garantie.

La présidente de SOS Familles des disparus «Il n'y a aucune loi qui l'interdit ! »

Les personnes prises de malaise hier lors de la dispersion du rassemblement par les forces de l'ordre sont des membres de SOS Familles des disparus. Il s'agit de Hassan Ferhati et Lakhal Fatima qui ont été évacués sur l'hôpital Mustapha par les services de la protection civile, où ils ont reçu les soins nécessaires. Ils ont quitté l'hôpital le jour même. «Les policiers m'ont bousculé ainsi que ma collègue, j'ai perdu connaissance, en plus Mme Lakhal est asthmatique», nous disait hier Ferhati que nous avons contacté par téléphone. Il nous fait savoir que «mon collègue Slimane Hamitouche et deux autres jeunes affiliés à la ligue de Bouchachi ont été embarqués par les policiers et sont depuis retenus au commissariat du 9^e arrondissement.» Choqué par ce qu'il avait enduré, Fe-

rhati lâchera «ils n'aiment pas voir les jeunes parler de droits et de libertés».

Ils ont même osé frapper des vieilles femmes, ils n'ont pas de conscience.»

La présidente de SOS Familles des disparus nous affirmera qu'il y avait effectivement des étrangères dans le rassemblement. «Elles étaient 4 venues des pays qui ont les mêmes problèmes de disparus que nous, comme le Chili ou l'Argentine (les femmes du 1^{er} mai). Notre lien, c'est un bureau à Beyrouth que dirige Widad, une femme dont le mari a disparu au Liban il y a 28 ans de cela. Nous partageons les mêmes problèmes et nous travaillons pour la vérité», nous dit Fatima Yous.

Elle indiquera que SOS a même organisé un séminaire la semaine dernière à Beau Frasier, sur les hauteurs de la capitale, sur ce thème et a asso-

cié ses invitées étrangères au débat.

«Qu'on me dise pourquoi c'est interdit d'adjoindre des étrangères à notre rassemblement ? Il n'y a aucune loi qui l'interdit. On nous dit que l'Algérie, soi-disant, est un Etat de droit, alors pourquoi cette interdiction?» Interroge-t-elle. Vous affirme qu'elle-même voyage à travers le monde «et je participe depuis 98 à des rassemblements à l'étranger, on me le permet bien là-bas?!?». Tout en se promettant que «je continuerais ma lutte», elle s'élève contre les propos de Ksentini qui dit-elle «est au service du pouvoir, c'était le facteur entre l'Etat et nous mais il nous a menti.» Si Ksentini estime que «le dossier des disparus est clos», Vous revendique: «nous voulons la vérité. Nous avons des noms !»

G. O.

APPELS GRATUITS SANS LIMITE ENTRE NOUS



Familia

POUR RESTER TOUJOURS PROCHES

Pour 5000DA/mois, Familia vous offre 4000DA de forfait
et des appels gratuits sans limite entre les 5 lignes du pack.
Offre valable à vie dans tous les points de vente agréés Nedjma.
Pour plus d'information : 0550 000 333/www.nedjma.dz



La crise du lait en sachet persiste

Les engagements pris lors de la rencontre qui a regroupé l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et le Conseil interprofessionnel du lait (CIL) n'ont pas été honorés, et les risques de pénurie du lait en sachet sont toujours présents.

Salah C.

Selon un producteur basé à Oran, le seul point positif demeure les 10 tonnes attribuées mensuellement à titre exceptionnel et qui devront être enlevées juste après le mois de Ramadhan. Cependant, cette petite embellie demeure insignifiante par rapport aux véritables capacités de production de la quasi-majorité des unités de production. Il est inconcevable, affirme notre interlocuteur, que sur des besoins mensuels exprimés auprès de l'ONIL et estimés à 180 tonnes, la quantité réceptionnée n'est que de 60 tonnes.

Par conséquent et afin de préserver l'activité et l'emploi, la réduction de la production journalière théorique estimée à 80 000 pour la ramener à 20 000 devient inévitable.

Notre interlocuteur s'interroge sur les sources d'approvisionnement de certaines unités de fromage ou de yaourt ainsi que d'autres

dérivés, des produits non concernés par les subventions publiques décidées uniquement pour le lait en sachet dont le prix officiel est fixé à 25 DA. Un prix rarement respecté et si c'est le cas, le dosage est souvent en deçà de la norme exigée. Notre interlocuteur nous apprend qu'il vient d'être destinataire d'un courrier de la direction du commerce l'incitant à produire davantage afin d'éviter la pénurie. Mais, soutient notre interlocuteur, si actuellement «mon personnel n'est que de 25 travailleurs, je pourrais le porter à 75 si l'approvisionnement en poudre de lait se fait en quantité et dans les délais impartis». Un autre producteur de Sidi Bel Abbès développe les mêmes arguments en affirmant que la crise est là et que si elle n'est pas perceptible dans les grands centres urbains généralement proches des producteurs, les consommateurs des régions éloignées en souffrent. Le même producteur affirme qu'il n'a

même pas réceptionné la quantité supplémentaire de 10 tonnes et que pour répondre à une demande qui passe du simple au double, voire le triple, il a dû passer de 60 à 80 000 litres alors qu'il court un gros risque de terminer son stock avant l'arrivée du prochain. Rappelons que l'ONIL et le CNIL ont pu, lors d'une réunion tenue à une dizaine de jours de Ramadhan, arrêter les quotas à attribuer à chaque transformateur. Les quotas ont été réajustés après un travail qui a été élaboré déterminant la capacité de transformation et de couverture des différentes laiteries du pays. Cet accord conclu entre l'ONIL et le CNIL vise à éviter la crise du lait en sachet durant le mois de Ramadhan où la demande augmente considérablement par rapport aux autres mois de l'année. La même source confirme qu'après le mois du jeûne, les deux parties vont se réunir de nouveau pour étudier la situation et revoir les quotas.

Mercuriale

Le poulet toujours en tête

Z. M.

Les marchés des fruits et légumes ne semblent pas avoir connu d'effolement hier, premier jour du mois de ramadhan. Les prix des produits de large consommation n'ont pas réellement changé et sont restés stables. Au marché «Ali Mellah» sur la place du 1er Mai, à Alger, il n'y avait pas grand monde. L'offre est abondante et les prix affichés la veille sont les mêmes... à quelque dinars près. La tomate qui avait atteint des prix excessifs, l'année dernière, est proposée entre 30 et 50 DA, selon le calibre. La courgette, un autre produit très demandé en ce mois de ramadhan est cédé entre 60 et 80 DA. Le prix de la pomme de terre varie entre 30 et 55 DA, selon la qualité et la provenance de ce produit. Parmi tous les légumes mis en vente dans le marché, il n'y a que le citron qui a atteint la barre symbolique des 100 DA le kilo. La carotte, l'aubergine, l'oignon n'ont pas connu de hausse des prix au marché «Ali Mellah», l'un des plus importants de la capitale. En fait, aucun «emballement» des prix n'a été constaté en ce premier jour de ramadhan sauf peut-être pour ce qui est des viandes (blanches et rouges) locales qui ont poursuivi une ascension qui reste inexplicquée. Le poulet de chair est proposé entre 320 et 360 DA. Parfois entre un bou-



cher et un autre et pour un produit similaire et de même qualité, on constate une différence de 40 à 60 DA. La dinde a connu une hausse de son prix. Alors que le kilo était cédé à 450 DA, il y a à peine une semaine, son prix a atteint hier, 650 DA. Les commerçants interrogés sur cette hausse du prix de la viande blanche sont très souvent «incohérents» dans leurs réponses et pointent du doigt les grossistes et les éleveurs. La viande rouge, quant à elle, est proposée à 780 DA pour le boeuf et 900 DA le kilo pour l'agneau. Il y a lieu de souligner que la viande importée de l'Inde est fortement présente sur le marché mais n'a pas encore, la cote auprès des consommateurs. Ces derniers ne se bousculent pas pour l'acheter même si certains bouchers affirment qu'ils en ont déjà beaucoup vendu, la veille du mois de ramadhan. A 500 DA le kg, cette viande reste cependant à la

portée des «petites bourses», de l'avis de beaucoup. Globalement, le marché d'une manière générale n'a pas connu de surprise dans les prix, hier. Il est évidemment très tôt pour apporter un quelconque jugement puisque le ramadhan ne fait que commencer et certains commerçants nous ont habitués à des surprises avec des arguments abracadabrants. C'est le cas notamment de la datte, dont la consommation explose durant ce mois sacré. Rares sont encore les commerçants qui affichent des prix en dessous de 300 DA le kg. Hier au marché «Clauzel», un commerçant a été littéralement pris d'assaut par les citoyens, en affichant 280 DA le kg de dattes. Selon certaines indiscretions nombre de commerçants ont mis la main sur des quantités appréciables de dattes et ont procédé à leur stockage pour les revendre toujours plus cher, au fil des jours.

Début du ramadan pour la majorité des musulmans dans le monde

Par Inès Belaïba de l'AFP

La majorité des musulmans à travers le monde a entamé mercredi le mois de jeûne sacré du ramadan, souvent dans des conditions difficiles en raison d'une chaleur écrasante et de hausses de prix dans de nombreux pays. «Aujourd'hui, le début du ramadan le plus difficile depuis des années. Les prix flambent, l'électricité est coupée, la circulation est un problème et il fait 42 degrés», affirme en Une le quotidien égyptien Al-Gomhouriya.

Ce mois sacré qui constitue l'un des cinq piliers de l'islam a commencé mercredi en Egypte, en Arabie saoudite, en Indonésie, aux Emirats arabes unis de même qu'en Jordanie, en Syrie et dans les Territoires palestiniens.

Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye ont également commencé à jeûner mercredi, ainsi que l'Afghanistan, la Malaisie et Singapour. Les chiïtes en Iran et en Irak devraient pour leur part commencer à jeûner jeudi, tout comme l'Inde et le Pakistan qui attendent de voir le croissant de lune marquant le début de ce neuvième mois du calendrier lunaire islamique. Au Liban, les fidèles chiïtes du grand ayatollah Mohammad Hussein

Fadlallah, décédé en juillet, observent le ramadan mercredi. Les chiïtes suivant l'Iran, en majorité les partisans du Hezbollah, commencent eux jeudi.

Le jeûne se déroulera cette année en plein mois d'août, dans des conditions particulièrement rigoureuses dans de nombreux pays de l'hémisphère nord en raison de la chaleur estivale et de la longueur du jeûne entre le lever et le coucher du soleil.

En Egypte, les autorités ont décidé de passer à l'heure d'hiver: le soleil se couchera ainsi une heure plus tôt, avançant d'autant l'iftar. L'heure d'été sera rétablie à la fin du ramadan.

Aux Emirats, une fatwa autorise les ouvriers exposés au climat torride de la région à rompre le jeûne s'ils craignent pour leur santé.

Pour lutter contre la hausse des prix alimentaires, habituelle dans de nombreux pays musulmans pendant le ramadan en raison des dîners de fête ou en famille, le gouvernement mauritanien a annoncé des «mesures urgentes», tandis que la Syrie va stabiliser les prix de produits de première nécessité.

En Egypte, le gouvernement a assuré que le prix du pain subventionné, aliment de base pour plusieurs millions de personnes, n'aug-

Feux de forêt

5.361 ha détruits depuis juin

478 feux de forêt ont été enregistrés à travers le territoire national, depuis le début du mois de juin dernier, a-t-on appris hier, auprès de la direction générale de la Protection civile. «478 feux de forêt ayant détruit 5.361 ha ont été enregistrés à travers le territoire national, au cours de la période allant du 1er juin au 11 août», a indiqué à l'APS le lieutenant Nassim Bernaoui, chargé de l'information à la Protection civile. Ces feux de forêt sont survenus dans 37 wilayas du pays, dont les plus touchées sont Bejaia, avec 52 incendies, Tizi-Ouzou (50) et Souk Ahras (34). Par ailleurs, 3.310 ha de maquis ont été ravagés par 298

feux qui se sont déclarés durant la même période, dont 28 à Blida, 24 à Tizi-Ouzou et 21 à Boumerdès, selon le bilan dans lequel il est précisé que 35 wilayas ont été touchées par les incendies de maquis. La Protection civile a fait également état de 908 feux de récolte qui ont détruit 2.220 ha de blé, alors que 9.309 autres hectares ont été sauvés des flammes. Par ailleurs, 1.315 ha d'orge, 256.988 bottes de foin, 79.973 arbres fruitiers et 5.813 palmiers ont subi aussi les ravages des incendies. Le lieutenant Bernaoui a relevé que durant la période indiquée, une moyenne de 20 à 30 feux de forêt et de maquis ont

été enregistrés par jour, à cause principalement de la canicule. Afin de faire face aux feux de forêt, il a souligné qu'une campagne de lutte a été lancée depuis le 1er juin, par les services de la Protection civile en collaboration avec d'autres services concernés et devra se poursuivre jusqu'au 31 octobre. Il a ajouté qu'un dispositif de lutte contre les feux de forêt, notamment dans les massifs forestiers denses, a été mis en place depuis le début de l'été. Douze colonnes mobiles, dotées d'un effectif de 60 éléments chacune, sont mobilisées dans les zones forestières au niveau des plus importants massifs, a-t-il précisé.

Tlemcen

Une «Lada» folle écrase une femme

Allal Bekkai

Une vieille femme, répondant aux initiales R.K, âgée d'environ 70 ans, a été écrasée par un véhicule de marque Lada, dans la soirée de mardi dernier, au centre de la localité de Chetouane dans la wilaya de Tlemcen, avons-nous appris de témoins oculaires. L'accident qui s'est produit vers 19h30, au niveau des

ex-galeries algériennes, la veille du ramadhan, a mis en émoi la population de Chetouane et celle d'Ouzidane où résidait la septuagénnaire qui était accompagnée au moment du drame de ses deux filles.

Garée devant une pâtisserie, la voiture en question (sans chauffeur) a dévalé, en marche arrière, la chaussée en pente avant d'écraser la victime contre

la clôture métallique du «souk el fellah» désaffecté. La défunte venait de sortir d'une bijouterie.

Le corps sans vie de la victime a été évacué vers la morgue du CHU de Tlemcen par la protection civile. Une enquête judiciaire a été ouverte par la sûreté de daïra de Chetouane pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

Ils exigent leurs salaires Sit-in des travailleurs de l'ENCG

Djamel B.

Répondant à l'appel de leur section syndicale, les travailleurs de l'Entreprise des corps gras d'Oran CO.GO (ex-ENCG) sise à Es-Senia ont organisé, hier, une journée de protestation contre le retard dans le paiement de leurs salaires. Tôt dans la matinée d'hier, les quelque 152 salariés de l'entreprise d'Oran, soutenus par des représentants des travailleurs de l'unité de Sig, banderoles en main, se sont rassemblés devant l'entrée de l'unité «Stella» sise à Es-Senia pour exiger le paiement de trois mois d'arriérés de salaires et la prise en charge des revendications socioprofessionnelles des travailleurs.

Les protestataires ont bloqué, durant quelques minutes, la circulation au niveau de l'artère principale près de la daïra d'Oran, puis l'ont libérée sans aucun incident après discussion avec les responsables des services de police présents sur les lieux. Une délégation représentant les travailleurs a été ensuite reçue par le chef de daïra d'Es-Senia. Selon les responsables syndicaux, le recours à la protestation est dicté par le cumul des problèmes socioprofessionnels qui ont fini par user les travailleurs.

Renforcement du dispositif de sécurité

K. Assia

Le même dispositif de sécurité déployé pour la saison estivale a été reconduit avec un renforcement d'effectifs à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on appris, hier. Les services de la sûreté de la wilaya d'Oran ont mis les bouchées doubles pour sécuriser les grandes artères et surtout l'intérieur et l'extérieur du tissu urbain. Tous les services, notamment ceux de la voie publique, ceux de la police judiciaire ainsi que les éléments des

Dans une correspondance adressée au secrétaire général de la centrale syndicale, les membres du syndicat rappellent ce qu'ils qualifient de «situation catastrophique» de leur entreprise. «Nous nous sommes retrouvés au point de départ et aucune amélioration n'a été enregistrée durant cinq années. Une usine paralysée depuis 2006, avec une masse ouvrière abandonnée à l'usure du temps, et ce, depuis la prise de participation du groupe Kou-GC dans le capital de la filiale d'Oran, ex-ENCG...», lit-on dans cette correspondance. Les rédacteurs de la lettre dénoncent «l'arrêt total de l'activité, l'absence totale d'investissement et de formation pour le personnel et un fonds social réquisitionné...». Les mêmes syndicalistes indiquent, par ailleurs, que malgré les nombreuses correspondances à toutes les instances concernées, rien n'a été fait à ce jour. «Nous n'avons pas perçu nos salaires de juin, juillet et août, aucune clause de la résolution n°5/56 du 27 juillet 2005 n'a été respectée et le protocole d'accord collectif n'a toujours pas été appliqué», affirme un syndicaliste. Ce dernier signale que les travailleurs vivent dans des conditions catastrophiques en l'absence de revenus. «Nos collègues

de Sig n'ont même pas pu effectuer le déplacement, car il n'ont pas de moyens», signale le même interlocuteur. Le 03 août dernier, le syndicat avait dénoncé, dans une correspondance adressée à Sidi Saïd, la situation actuelle de l'entreprise à l'arrêt total, «alors que la résolution de 2005 signée avec le gouvernement stipule le maintien de l'activité de raffinage des huiles alimentaires».

Les travailleurs s'interrogent d'ailleurs pourquoi au niveau de l'unité d'Alger, l'activité a été relancée, alors que dans les unités d'Oran et de Sig rien n'a été fait. «Qui est chargé du suivi périodique de la mise en œuvre de la résolution du CPE», s'interrogent les syndicalistes qui affirment au passage que si leurs doléances ne sont pas prises en charge, ils n'hésiteront pas à se déplacer avec leurs enfants à Alger pour protester. Pour conclure, les représentants des travailleurs exigent la mise en application de toutes les clauses comprises dans les accords signés avec la direction, la relance de l'activité au sein de leur entreprise, l'application de l'accord sur le départ volontaire, le règlement du problème lié au fonds social, la réintégration du syndicaliste Djaafar Nacer, entre autres.

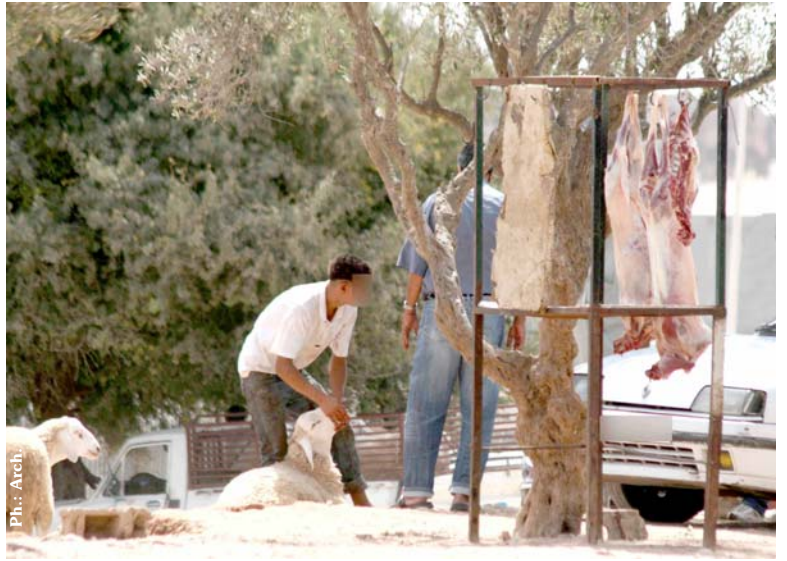
différentes sûretés urbaines et de daïras ont été mobilisés à assurer de nuit comme de jour la sécurité et surtout veiller à prévenir les délits de vols et d'agression pouvant survenir durant ce mois. Le renfort sera également effectif au niveau des carrefours et des différents axes avec des barrages fixes permettant ainsi des vérifications d'identités et lutter contre les accidents de la route. Outre les barrages, le dispositif ciblera les places publiques et les marchés où l'on signale le plus souvent des vols. Toutes les dispositions

ont été prises pour sécuriser également les communes balnéaires, à l'exemple de Ain El Turck, les Andalouses et autres endroits de la comiche oranaise. Un plan d'action qui reposera sur la mobilisation de toutes les brigades afin d'occuper le terrain et sécuriser les personnes. Du côté des services du groupement de la gendarmerie d'Oran, on apprend que le dispositif appliqué a été renforcé avec une mobilisation H 24 de toutes les unités des compagnies dans les communes limitrophes de la ville d'Oran.

houbi intitulé: «Allô... Président», ainsi que deux pièces théâtrales «Paradis et enfer» et «Le phénomène». Il est prévu, selon l'association «El Amel», la présentation de pièces théâtrales célèbres produites dans le passé par les pionniers de cet art à Oran qui seront diffusées sur des écrans géants, à l'instar de la pièce intitulée «Stop» qui sera présentée au siège de l'école Théâtrale. Par ailleurs, la direction de l'Institut de Développement des Ressources Humaines d'Oran (IDRH) a annoncé la programmation d'une série de con-

férences et séminaires culturels, ainsi que des ventes-dédicaces de nouvelles publications durant les soirées du mois sacré. Ces activités culturelles seront animées par des chercheurs, des académiciens et des intellectuels qui débattront de diverses questions économiques, culturelles et littéraires à l'image «des problèmes économiques relatifs à la privatisation des entreprises publiques», ainsi que des tables rondes abordant «Oeuvres artistiques pour valoriser le patrimoine algérien» et «Panorama du théâtre algérien».

Commerce des viandes Des mesures contre l'abattage clandestin



Dans le cadre des dispositions prises par les services d'hygiène de la commune d'Oran pour lutter contre l'abattage clandestin durant le mois sacré du Ramadhan, les bureaux d'hygiène de l'ensemble des secteurs urbains de la commune entameront, à partir de jeudi, premier ou deuxième jour du mois sacré, des opérations fréquentes de contrôle qui cibleront principalement les boucheries et les étals illicites de revendeurs de viandes blanches et rouges, apprend-on des services d'hygiène de l'APC d'Oran. A ce titre, tous les agents seront répartis sur un seul secteur urbain pour cibler un maximum de bouchers. La décision de lancer cette opération a été prise après un constat faisant état du recours de certains bouchers à la viande provenant de l'abattage clandestin. Ces bouchers «indélicats», de plus en plus nombreux, n'hésitent plus à s'approvisionner essentiellement auprès des abattoirs non contrôlés de la périphérie d'Oran. L'autre raison est liée directement au non respect de la chaîne de froid, notamment en matière de préservation de la viande hachée et du merguez.

Dans un premier temps, des mises en demeure seront adressées aux bouchers contrevenants et un délai n'excédant pas une quinzaine de jours leur sera accordé pour se conformer aux normes d'hygiène. Passé ce délai, d'autres mesures coercitives, notamment la proposition de fermeture, seront prises à l'encontre des bouchers récidivistes. Concernant les revendeurs illicites au niveau des marchés de la ville et des marchés hebdomadaires, nos sources indiquent que les services d'hygiène procéde-

ront, avec l'aide des services de sécurité, à la saisie des viandes et la destruction des étals.

Par ailleurs et dans ce contexte, nos sources signalent que lors de précédentes opérations de contrôle, les agents des bureaux d'hygiène avaient dressé plus d'une quinzaine de mises en demeure à des bouchers pour non respect des mesures d'hygiène notamment la chaîne de froid. Nos interlocuteurs soulignent que cette opération se fera parallèlement aux opérations de contrôle régulières des commerces proposant des produits de large consommation, notamment les boulangeries et pâtisseries, les magasins d'alimentation générale, entre autres. Nos sources indiquent, par ailleurs, que le wali d'Oran a insisté auprès des APC, particulièrement celles connues pour abriter des abattoirs clandestins, à intensifier les opérations de contrôle et à procéder à la saisie des viandes et à la fermeture des locaux transformés en abattoirs clandestins.

Il y a lieu de rappeler que l'année dernière, avant l'ouverture de la saison estivale, les brigades mixtes composées des services de la gendarmerie nationale, de la direction du commerce et de la direction de l'agriculture, avaient lancé une opération coup de poing au niveau des abattoirs clandestins à la sortie Est de Hassi Bounif. Outre la viande saisie, des bouchers pratiquant l'abattage clandestin avaient été appréhendés. Le premier responsable de la wilaya avait instruit les services concernés à procéder à l'éradication totale des sites réputés pour être des points d'abattage clandestin.

D. B.

1.500 couffins seront distribués à Gdyl

Pas moins de 1.500 packs alimentaires seront distribués, ces jours-ci, par les services de l'APC de Gdyl, a annoncé, hier, le maire de cette localité, à l'occasion du mois de Ramadhan. Des bons confectionnés dans le cadre de cette opération de solidarité ont été distribués à partir d'hier, première journée du mois sacré, aux familles concernées par cette action. Ainsi, sur la totalité des couffins prévus, 500 ont été attribués par la wilaya au profit de l'APC de Gdyl dont le budget communal reste largement insuffisant pour prendre en charge toute l'opération. L'APC, quant à elle, contribuera avec 1.000 packs alimentaires, soit un total de 1.500 couffins distribués aux néces-

siteux. Dans ce cadre, une enveloppe financière de 250 millions de centimes a été dégagée par la commune pour venir en aide aux familles en question. Au total, ce sont quelque 2.300 démunis qui sont concernés par cette action de solidarité, soit le même nombre de familles que celui de l'an dernier, a ajouté le maire, précisant que l'opération de distribution va s'étaler sur trois jours pour cibler toutes les personnes recensées. Notons, par ailleurs, que le travail d'identification des nécessiteux a été effectué en collaboration avec les comités de quartiers. Des formules auxquelles recourent les présidents d'APC et ce, dans le but de mettre un terme aux faux bénéficiaires.

K. A.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Fersi Mahdjouba, 82 ans, 05, haï Bouamama El-Hassi Oran.
Hachemi Salem, 74 ans, 05, rue Boudji Bouazza Sidi El-Houari Oran.
Khelil Khemis, 48 ans, 42, rue Dumanoir St-Pierre Oran.
Benbouchi Kheroufa, 54 ans, 04, Place des Martyrs, Bouhenni (Sig)
Benaïssa Messaoud, 60 ans, aile 04 cité Mouloud Ferraoun Oran
Aoumeur Aid, 78 ans, 06, rue Nehal Belaïd Kouider, Cité Petit Oran.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 ramadhan 1431

El Fedjr 04h45	Dohr 13h08	Assar 16h53	Maghreb 20h00	Icha 21h26
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Le commencement



qui se remet doucement des dernières contrariétés. Contraint derrière les dernières contractions libératoires à sortir. Il découvre le monde. Un monde qui déjà ne semble pas être d'accord.

Depuis son berceau, la messe est donnée. Des ombres que sont les

visages des proches. Leurs rires et même leurs sourires le terrifient au début. «Qu'est-ce qu'ils ont à grimacer de la sorte ?»

Il leur répond par une mimique qui ressemble à un sourire mais qui n'est générée que par la mise en place de la tuyauterie interne. Détendu. Ils sont heureux de le voir s'animer. Alors que pour l'enfant, c'est une petite souffrance physique. Il serre ses poings comme pour se défendre. Pour l'instant, il ne reconnaît que l'odeur de sa mère. Immédiatement son alliée. Entre les odeurs de cuisine et les odeurs de zite zitoune... «diroulou el henna el maazouzi dialna ...». Heureusement, comme expliquent les médecins, il n'est pas capable de distinguer ou d'entendre correctement ce qui se passe autour de lui. C'est pourquoi, mettez vous à sa place. Si vous deviez atterrir dans un autre monde et que vos sens soient immédiatement perturbés. La peur vous enivrerait dans la seconde. Dors bébé, tout ira bien. C'est comme ça qu'ils aiment sur terre. Serre bien tes poings, la lutte vient de commencer.

Le premier bébé est attendu comme la septième merveille du monde. C'est Nietzsche qui disait que ce qui rend fou, ce n'est pas les incertitudes mais les certitudes. Bien écrire n'est pas forcément écrire bien. Tout le monde devrait le savoir. Le premier jour de sa naissance, à peine le visage défripé et les traits reposés d'un si long voyage. La frimousse est évaluée par des experts en physionomie. Leur tête penchée sur le berceau. Tels des mages, un essai de deviner les traits évocateurs, presque évidents pour les uns. Pour certains, ils sont trop éloignés. Pour les parents, ils sont mystérieux et pourtant, ils ont le sentiment de l'avoir reconnu immédiatement. Par contre, tout le monde est d'accord pour reconnaître l'étincelle de l'intelligence. Les proches en ont la certitude. Les autres sont animés par des règles de bienséance. «C'est son père craché», comme si on pouvait cracher un père. «Ghil djeddou, sabhane Allah!» «Ya jedkoum, laissez-moi tranquille», doit se dire le bébé

TLEMCEM

Le dispositif de sécurité renforcé

Khaled Boumediene

Un dispositif renforcé de sécurité est mis en place, durant tout le mois de ramadhan, particulièrement au niveau des grandes agglomérations, à l'image des villes de Tlemcen, Mansourah, Chetouane, Maghnia, Ghazaouet, Remchi, Nedroma et Sebdo, a-t-on appris auprès du chargé de la cellule de la communication de la sûreté de wilaya, M. Otmani Mohamed. «Ce dispositif qui va mettre à contribution tout le personnel de la sûreté de wilaya, des BMJ, des sûretés de daïra et des zones urbaines, s'appuiera entre autres, sur la multiplication des patrouilles et la présence en permanence d'éléments de la police dans les lieux publics, les artères et les cités périphériques, à forte concentration de population ainsi que la surveillance des mosquées pendant l'accomplissement par les fidèles des prières «tarawih» et des accès routiers et ferroviaires des villes», a ajouté M. Otmani Mohamed. De nouveaux points mobiles de contrôle seront aussi créés dans plusieurs grands quartiers tels que Imama, Kiffane, Boudghène, centre-ville de Tlemcen et à Lalla Seti (qui connaît une



grande affluence nocturne à chaque mois de ramadhan), selon notre interlocuteur. Des barrages mobiles ont été installés dans différents points afin de surveiller tous les mouvements des automobilistes circulant sur ce plateau très animé après le f'tour surtout. «Tous les véhicules et personnes suspects seront soumis à l'identification au niveau de ces barrages et patrouilles», a encore ajouté le chargé de la cellule de communication.

On apprend aussi que la sûreté de

wilaya a mobilisé ses éléments pour sécuriser le «Grand bassin» et lieux où doivent se dérouler les activités culturelles, religieuses et soirées musicales. A noter que durant ces dernières années, les infrastructures de la police ont connu un saut quantitatif et qualitatif (18 sûretés de daïra et 20 sûretés urbaines).

Ce qui a permis aux services de la police de mener une lutte efficace contre toutes les formes de délinquance et du banditisme et de renforcer leur présence sur le terrain.

Une vie après le f'tour

La direction de la maison de la Culture «Abdelkader Alloula» de la ville de Tlemcen a concocté un programme d'animation riche et varié pour égayer les soirées du mois de Ramadhan, a-t-on appris auprès de son directeur. Le programme se subdivise en trois parties dont la première est réservée aux soirées musicales où l'on retrouve les meilleures troupes de musique andalouse et hawzi à l'instar de la troupe

de Hami Bensosmane, «El Mouahidia» de Nedroma, «El Kortobia», «Riad El Andalous» et autres troupes réputées de la wilaya de Tlemcen, qui animeront, tout au long du mois sacré, des soirées après les prières surrogatoires «tarawih». Le programme en question comportera en outre sept représentations théâtrales de troupes des théâtres d'Oran, de Tizi Ouzou, d'Ain Defla et de Tlemcen.

BÉNI-SAF

La ville débarrassée de ses eaux usées ?

Mohamed Bensafi

Le terrain de 4 ha est déjà choisi. Le projet d'une STEP (station de traitement et d'épuration) sera réalisé non loin de la forêt d'Ain El Beida (anciennement Fontaguerra), située sur la façade Est de Béni-Saf.

La récupération des eaux usées de toute la ville doit se faire au niveau du point le plus bas de la ville, celui du port.

Une conduite principale est déjà opérationnelle à ce niveau. Collec-

tées, les eaux usées sont conduites vers une station de relevage équipée de pompes à grand débit lesquelles ont pour fonction de les transférer vers la dite STEP.

Autrefois, une bonne partie sinon toutes les eaux usées de la ville allaient se perdre dans la mer. A noter que la ville de Béni-saf génère, aujourd'hui quelque 6.000 m³/jour d'eaux usées (norme moyenne: 0,125m³/jour par habitant). La future STEP est conçue pour atteindre une production de 13.500 m³/jour,

en 2035, année où la population de Béni-Saf ne devrait pas être loin des 84.000 habitants, estime-t-on.

L'eau traitée devrait être utilisée pour les besoins de l'agriculture locale. Un peu plus à l'est, dans la commune de Sidi Safi, c'est un autre procédé -par lagunage- qui est utilisé pour les mêmes buts, le traitement des eaux usées. Ce procédé consiste à récupérer une eau utilisable par une méthode physico-mécanique. Le coût du projet de la STEP de Béni-Saf n'a pas été révélé.

SIDI BEL ABBÈS

Un chantier inachevé et des mécontents

M. Kadiri

Les habitants de Sidi Bel-Abbès, en particulier ceux du quartier populaire Seguer Abdelaziz, demandent la poursuite des travaux de réhabilitation de la voirie qui n'a été entamée qu'après 24 années d'attente, soulignent les concernés, dans une pétition. Et ces derniers d'avancer

qu'ils avaient accueilli avec satisfaction le lancement des travaux, «notamment avec l'engagement d'une grande entreprise, avec de grands moyens mécaniques qui furent déployés au niveau des nouveaux lotissements. Mais pour les protestataires, «c'est un rêve qui s'évapore...». Ce qui les irrite, c'est l'état encore dégradé après le passage des engins.

Cette importante partie de la ville se retrouve dans la poussière, selon nos interlocuteurs, soulignant toutes les difficultés auxquelles ces familles doivent faire face. «Le décor n'est pas reluisant!». Les protestataires réclament une intervention des autorités concernées pour l'achèvement des travaux de réhabilitation qui n'avaient duré que quelques jours.

MASCARA

De nouvelles sûretés en renfort

Le secteur de la sûreté dans la wilaya de Mascara sera renforcé par de nouvelles infrastructures qui permettront de rapprocher les services de police du citoyen en vue de sa protection et de la sauvegarde des biens publics et privés, a-t-on appris de la direction de l'Habitat et des Equipements publics de la wilaya.

Ces projets, auxquels ont été consacrés 143 millions de dinars, dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, verront la réalisation d'une sûreté urbaine dans la commune de Sahaouria (daïra de Mohammadia) et un siège de la bri-

gade mobile de la police judiciaire et un hôtel de police à Sig.

La même source a souligné que la wilaya de Mascara a réalisé tous les projets dont elle a bénéficiés dans le cadre du programme quinquennal 2005-2009 comme la réalisation de 12 sièges de sûreté de daïra et un siège de sûreté de wilaya qui a été réceptionné fin 2006, ainsi qu'un centre d'entraînement de tir et une salle de sports. Les travaux de réalisation d'un centre régional d'équipements enregistrent, selon la même source, un taux d'avancement de 95%, tandis que ceux engagés

pour la réalisation de 3 sièges de sûreté de daïra restants, à Oued Taria, El Bordj et Ain Fares, dotés de 8 logements de fonction et d'un dortoir ont été achevés et seront réceptionnés en octobre prochain.

Il est à noter que grâce à ces infrastructures réalisées dans le cadre du plan quinquennal écoulé, le taux de couverture sécuritaire a atteint 90% dans la wilaya de Mascara, selon les informations recueillies lors de la visite d'inspection effectuée dernièrement, dans la wilaya par le directeur général de la Sûreté nationale, M. Abdelghani El Hamel.

TIARET

L'ex-place rouge transformée en décharge

Houari Dilmî

Considérée jadis comme l'âme authentique de la ville de Djelloul Ould Hamou, la Place du 17 Octobre 1961 (ex-Place rouge) est aujourd'hui dans un pitoyable état, au plus grand désarroi de ceux qui se souviennent, le cœur brisé, de cette belle époque des années soixante-dix où l'ensemble intégré du marché couvert (aujourd'hui en ruine), la Place rouge, les arcades et leur mythique hôtel de Nice et le mausolée de Sidi M'hamed, étaient vécus comme le deuxième soleil qui brillait de mille feux sur une ville qui ne cesse de geindre et de (re) geindre à celui qui veut bien l'entendre. Lieu de rendez-vous des «Ouled bled» comme le veut ma mentalité «vernaculaire», l'ex-Place rouge n'est plus aujourd'hui qu'une sorte de décharge publique, noyée au milieu de la plus grande concentration humaine de toute la ville. Comble des combles, le jet d'eau, implanté au beau milieu de la place, voit son bac intérieur utilisé comme un vide-ordures, sans parler des pompes nouvellement installées et immergées à plus de deux mètres sous terre, qui ont été dérobées, sans que personne ne se rende compte de l'innommable forfait. Le semblant de poissonnerie située juste en face et la «meute» de vendeurs ambulants de fruits et

légumes, aux alentours du marché couvert, finissent par donner à l'ex-Place rouge une image plus que laide, le tout sous le regard comme chloroformé de la foule bigarrée qui s'agglutine tous les jours autour du célèbre café de la Bourse et le non moins réputé kiosque à journaux de Ammi Boucetta. Plus en amont, à un jet de fronde de là, la place des Chouhada (ex-Place Carnot), est aujourd'hui, elle aussi, considérée comme le cœur fatigué de l'antique Tihert et pour cause. Même si de nombreuses familles et autres Tiarétiens nostalgiques continuent à se rendre sous l'arbre où fut pendu Ali Maâchi et ses compagnons, un certain 08 juin 1958, l'ex-place Carnot, entièrement réaménagée à coups de milliards, se dégrade à vue d'œil. Les jets d'eau, même s'ils constituent une attraction en cette période de grandes chaleurs, ne servent plus qu'à un réceptacle où des déchets en tous genres y sont jetés sans vergogne aucune. L'absence d'un système de régénération des eaux oblige d'ailleurs ceux en charge de leur exploitation à remplir les baches d'eau tous les trois jours, une «aberration comme il ne devait pas exister», fulmine Ammi Djillali, un retraité qui se plaisait à flâner ou à lire les journaux à l'ombre d'un arbre séculaire, dans cette place mythique.

TISSEMSILT

1.440 logements en chantier fin 2010

Les travaux de réalisation de 1.440 logements publics locatifs dans la wilaya de Tissemsilt, seront lancés en fin 2010, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), a-t-on appris de l'Office de promotion de gestion immobilière (OPGI). La même source a précisé que ces logements, inscrits au programme de 2.000 logements dont a bénéficié la wilaya cette année, se répartissent sur les communes de Tissemsilt (720 unités), Khemisti (400), Layoune (150), Ouled Besam (120) et Ammari (50). L'assiette foncière a été réservée pour la réalisation de cette opération. Grâce à ce quota de logements nouveaux, la wilaya aurait bénéficié, depuis 2006, date de lancement du RHP, de 5.300 logements.

La même source a également indiqué que des travaux ont été lancés récemment pour la réalisation de 960 logements, destinés à l'éradication de l'habitat précaire dans les communes de Tissemsilt, Layoune, Khemisti, Theniet El Had, Lardjem, Tamlaht et Youssoufia. Une opération qui sera réalisée par plus de 30 entreprises de construction.

Il est prévu que l'OPGI réceptionnera, vers la fin de l'année en cours, 426 logements notamment dans les communes qui connaissent un grand nombre de ce genre d'habitat précaire, à l'instar de Tissemsilt, Khemisti, Lardjem, Layoune, Theniet El Had et Bordj Naâma. Il est à souligner que la wilaya a réceptionné de 2006 à la fin de l'année dernière, 311 logements publics locatifs destinés à l'absorption de l'habitat précaire, selon la même source.

Il est à noter que 138 sites d'habitations précaires ont été recensés dans la wilaya de Tissemsilt, regroupant plus de 9.000 habitations précaires dont la plupart présentent des fissures dans les murs et les toits, en plus de l'existence d'habitations construites en «toub» et en matériaux non adéquats, notamment dans les zones rurales.

Par ailleurs, la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, d'un programme pour la réalisation de 10.000 logements publics et un autre de 1.000 logements promotionnels, selon l'OPGI.

Une polémique pas très innocente Consommer la viande importée d'Inde ? Quelle idée !

L'homme roule en Marutti ; il possède un réfrigérateur fabriqué en Chine, un téléviseur fabriqué à Taïwan, et un téléphone made in Corée. Mais il a sa dignité, et n'abdiquera jamais sur deux points : il ne mangera jamais de la viande importée d'Inde, et n'ira pas au stade tant que Rabah Saadane est entraîneur de l'équipe nationale de football.



PAR ABED CHAREF

C'est une position irrévocable, assu re-t-il. Aussi longtemps qu'il vivra, il n'acceptera pas que la viande importée du pays de Ghandi franchisse le seuil de sa modeste maison. La banane de Colombie, le blé du Canada, les sucreries de Turquie et de Syrie, les pastèques de Tunisie et les oranges du Maroc, ça pouvait aller. Mais de la viande de l'Inde ! Quelle Idée !

C'est une position de principe, assure notre homme. Il jure qu'il n'en démordra jamais. Une position qui ne s'appuie pourtant sur aucune rationalité. Sur le plan religieux, le produit est garanti « halal », conforme au rite musulman, comme en attestent les documents présentés aux clients potentiels. Le ministère des affaires religieuses s'en porte garant.

C'est aussi un produit qui répond aux règles d'hygiène et de conservation imposées pour le transport de produits périssables. Les techniques sont connues, et suffisamment répandues pour être maîtrisées. Sur le plan économique, le produit indien est compétitif. Il est même proposé à meilleur prix que la viande importée d'Europe.

La viande importée d'Inde n'est pas non plus rejetée pour une question de qualité. Notre homme n'en connaît pas encore le goût, et ne peut la condamner sur ce terrain. Du reste, assure-t-il, toutes les viandes congelées se ressemblent, par leur absence de goût, prétend-il.

Faut-il, dès lors, voir dans cette attitude le résultat d'une action psychologique menée par quelque puissant lobby, qui aurait patiemment travaillé pour discréditer la viande importée d'Inde en vue d'asseoir sa mainmise sur le marché de la viande congelée ? S'agirait-il d'un complot ourdi quelque part par de puissants réseaux qui veulent à tout prix préserver des intérêts aussi opaques que douteux ?

Peut-être même s'agirait-il d'une opération politique, visant à déstabiliser le gouvernement en maintenant le prix de la viande à un niveau élevé, pendant ce mois de consommation outrancière. Après tout, l'Algérie a vécu un célèbre précédent, il y a vingt ans, avec le fameux mouton d'Australie. Le gouvernement de l'époque avait alors importé des moutons d'Australie pour tenter de casser les prix à la veille de l'Aïd Al-Adha. Mais de puissants réseaux liés à l'EFIS avaient décrété que ces moutons ne pouvaient être sacrifiés pour l'Aïd, car leur queue n'était pas conforme !

Une enquête approfondie du DRS permettra peut-être un jour d'en savoir plus sur cette attitude qui consiste à boycotter la viande importée d'Inde. Mais pour l'heure, les éléments disponibles montrent que ce boycott est dû à des raisons primaires, inavouables. Il est le résultat de préjugés, à la limite du racisme, en vers certains pays et certains peuples.

Cette attitude est affichée par de nombreux Algériens, probablement une majorité. Indiens, forcément affamés, Chinois, mangeurs de chiens et de chats, et surtout noirs africains sont victimes de ce racisme au quotidien, qu'on peut déceler sur les lieux de travail, dans la rue comme dans les stades et à l'université. Un racisme qui s'étend parfois à des Algériens, forcément surnommés Keita ou Amadou parce qu'ils sont noirs. Même la presse n'échappe pas à cette tendance, lorsqu'elle dénonce les « maladies » et les « maux sociaux » qui se propageraient à cause des migrants clandestins africains.

Le racisme est-il « ramadhano-compatible » ? On ne connaît pas de fetwa en ce sens. Par contre, il est certain que le racisme est parfaitement compatible avec l'ignorance, qui est même une des conditions nécessaires pour la prolifération du racisme. Sinon, comment expliquer autrement que par l'ignorance ce mépris affiché par les Algériens envers des pays qui font dix pour cent de croissance, qui sont en passe de devenir le centre du monde, et qui ont organisé la coupe du monde de football ?

LE-DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



Réalités et faux repères

«L'histoire est nôtre, ce sont les peuples qui la font»
S. Allende

Les péripéties ubuesques, parfois paranoïaques parfaitement orchestrées et managées au plan politique, par les médias lourds et de nombreux journaux privés autour de l'EN de foot se sont toutes avérées impuissantes et vides devant le réel. A leur corps défendant, les joueurs, la FAF et l'encadrement se sont vus enrôlés et tenus de remplir des missions qui n'ont rien à voir avec une compétition sportive partagée par toutes les équipes qui étaient dans la course au titre mondial en Afrique du Sud. Partageant, dans un championnat national, du mélange pernicieux et outrancier du sport et la politique qui voit des clubs jouer non pas au foot mais aux comités de soutien à des candidats à la présidence, des milliers de jeunes supporters ont été fourvoyés. Avec le soutien des médias lourds, très loin de l'éthique sportive et de l'objectivité inscrite dans la loi et les cahiers des charges, toujours en vigueur, les Algériens ont été et sont sommés d'avoir des identités et des comportements paranoïaques.

«Seule représentant de la Oumma arabe!» L'EN, en un tour de passe-passe pathétique a été affublée de costumes délirants et surtout illégitimes. «Ambassadrice du pays», «porte drapeau des peuples arabes», qui ne lui ont rien demandé, «valeuruse représentante» d'une africanité strictement inconnue pour des millions de jeunes qui peinent à se situer simplement dans une algérianité aux origines berbères, arabisée plus tard par l'Islam, l'EN est trop chargée quelques mois avant sa constitution et durant la première étape du mondial durant lequel le dernier quatuor et ensuite le vainqueur ont parfaitement représenté le niveau atteint, la qualité des grands clubs où opèrent les joueurs et un stade de développement dans lequel travaillent justement les grands clubs d'Europe et d'Amérique Latine. En foot, comme en économie, en culture ou dans une gouvernance, il y a très peu d'espace pour le hasard. La Palestine, allégrement trahie et vendue par de nombreux régimes arabes, elle aussi a été confiée aux bons soins de l'EN d'Algérie qui devait «venger» Ghaza des crimes commis par Israël et ses puissants et intouchables soutiens. Dans une parfaite confusion des genres, les supporters algériens se doivent d'être en même temps berbères, africains, arabes, palestiniens alors qu'ils ne savent même pas être sereinement algériens et où certains aspirent à partir.

Longtemps érigée en tutrice et matrice de l'arabité par de successeurs dirigeants et partis algériens, l'Egypte a été descendue d'un piédestal indu, par la rue algérienne après une banale rencontre sportive. Fragile oumma et arabité surfaites, surtout virtuelles! Il a suffi d'un voyage de Hosni Moubarak pour renvoyer à leurs enfantillages populistes et surtout chauvins des commentateurs sportifs, les médias lourds et une foule de journaux privés comparables, à tous points de vue aux hystériques journalistes, élites et politiques égyptiens. Le «conflit» autour d'un match a juste esquissé un début de débat sur cette arabité, pourtant à laquelle les appartenances berbère, africaine et méditerranéenne lui sont antérieures, réelles et plus porteuses pour l'avenir.

La perte des repères originels, celle des fondements du mouvement national, de la guerre de libération et la perversion structurelle et sys-

témique des principes démocratiques, du pluralisme politique et syndical ont permis la construction de faux repères et de valeurs aux antipodes de la morale, d'un islam simple, apaisé et surtout tolérant, au profit du citoyen et non du «croyant» ostentatoire, agressif, autoritaire, qui passe rapidement à la violence sous toutes ses formes. L'historien de talent qu'est M. Harbi parle à juste raison d'une Algérie «frustrée d'une expérience nationale populaire». Cependant les faux repères, trafiqués par un populisme ringard et rentier, peints par un islamisme entriste, stérile de tout projet national et international à hauteur de celui de la Turquie où justement les élites dites islamistes n'ont d'yeux que pour la science, les savoirs, le développement et pour leurs produits présents aux quatre coins de l'Algérie et ailleurs dans le monde, ne tiennent plus. Ces faux repères jouent un petit quart d'heure pour se fracasser sur un bus caillasse, devant une mondialisation économique et médiatique, des chaînes T.V. satellitaires de pointe, conquérantes qui se moquent des frontières, des censures locales, et des sites Internet où cohabitent la création, les parodies, l'humour et la fête interdites sur les chaînes publiques arabes.

Le débat dans la confusion née de la victoire de l'EN, non pas sur une autre équipe mais sur les tuteurs de la ligne arabe, de l'arabité et des vertus et valeurs d'une oumma qui se réduit à l'Egypte, des rencontres épisodiques finalisées par des communiqués d'un autre âge, a été rapidement refoulé par l'élimination au premier tour et le retour aux réalités du marché national, de l'été, des vacances inconnues depuis des décennies par des millions de salariés, d'enfants confinés dans des cités devenues pour très longtemps des décharges publiques, emblématiques de réfections, de canalisations installées, recouvertes de terre et laissées en l'état à la merci des vents et des pluies à venir. Et il y a le ramadhan pour lequel il faut se préparer comme pour une épreuve pénible pour essayer de faire bonne figure ou bien dépenser à outrance, selon ses revenus et la taille de la famille.

La Hollande est arrivée en finale de la Coupe du monde avec seize millions d'habitants et... 18 millions de vélos. Peut-on imaginer en Algérie, dans les villes plates, une circulation de citoyens à bicyclettes avec des voies spécialisées, le casque obligatoire et des espaces prévus pour le stationnement des deux roues? Jamais car c'est une question de culture, d'amour pour la nature, de combat contre les pollutions par le gaz carbonique, par le bruit et pour l'économie d'énergie. Et cette culture s'apprend dès le premier âge. Comme la fakhfakha se démocratise, c'est la course aux 4x4 sur des routes défoncées, des stationnements sous terre même pas envisagés comme virtualité hypothétique. Des élus et des imams refusent de se lever pour l'hymne national. Certains sont suspendus (avec ou sans salaire?). Les autres ne sont nullement interpellés...

La levée du drapeau et l'hymne national, repères emblématiques et fédérateurs dans un pays moderne doivent être régis par la loi qui fixe les moments, les endroits (en dehors des fêtes sportives internationales), les institutions où l'hymne est joué et où le drapeau est levé. Et la loi fixe les sanctions pour ceux qui méprisent ces symboles là où ils sont autorisés. Mais les faux repères, s'ils occultent, momentanément, les vrais repères, génèrent systématiquement l'anomie et les fausses identités.

Réforme hospitalière ou véritable palinodie

Par Nouredine Lekehal *

Le programme étalé sur cinq années est ambitieux, généreux et très coûteux. Le meilleur moyen de lui donner la garantie d'atteindre les objectifs escomptés est d'éviter les erreurs du passé en le faisant nécessairement accompagner par certaines mesures parmi lesquelles figurent la formation des cadres gestionnaires des établissements de santé, la formation des formateurs en enseignement paramédical ainsi que la formation des agents paramédicaux, ces cadres étant nécessaires pour la fonction normale des différents établissements programmés à l'échéance 2014. Une autre mesure : hâter la réforme de l'organisation et de la gestion hospitalière, attendue depuis 2002 et dont on reporte d'année en année la mise en application. Ce sera cette dernière mesure qui fera ici l'objet de commentaires.

Le Gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens pour améliorer la qualité et le développement des infrastructures de la santé et leurs équipements afin d'assurer la meilleure prise en charge des malades. Sans nier leur importance, on ne devrait pas cependant focaliser l'attention vers les programmes de réalisation de nouvelles structures, d'aménagement, réaménagement et équipements, sans aborder les questions simples de l'organisation et du fonctionnement des établissements hospitaliers et la lourdeur de leur gestion. Les problèmes de la santé frappent par un décalage entre l'importance accordée au développement des infrastructures et équipements et celle accordée à la révision du système de soins toujours éludée. Il est difficile d'établir une relation entre ce programme aussi important et le mode d'organisation du système de santé et son efficacité. La qualité de la santé n'est, effectivement, pas liée seulement à la dépense mais est dépendante de l'organisation du travail médical et de la distribution de cette dépense. De même que les dépenses de santé ne sont pas le signe de l'état de santé de la population mais les résultats de la manière dont les médecins, en collectif ou isolés, traitent de la santé et contribuent à sa redéfinition. Les crédits alloués de 2000 à 2009 étaient déjà très importants par rapport aux années antérieures, années de véritable disette, mais ils ont été mal distribués et mal répartis selon les besoins du moment. Les moyens utilisés depuis l'année 2000 n'ont pas manqué de hardiesse ; malgré cela, l'examen des dépenses hospitalières de fonctionnement traduit, à ce jour, la détresse de nos hôpitaux publics.

Depuis une dizaine d'années, le département ministériel ayant en charge la Santé et la Population s'est vu confier la mission de la réforme hospitalière, devenant ainsi, dans sa dénomination officielle, et pour la première fois depuis l'indépendance de notre pays : le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Depuis l'année 2001, les cadres de ce département ministériel ont réfléchi et continuent à réfléchir sans pour autant rendre meilleures l'organisation et la fonction des établissements de santé pour améliorer, humaniser et rendre plus efficace la prise en charge des malades. Le bilan de cette action est bien en deçà des attentes des malades et des professionnels de la santé. On connaît le résultat des réformes inachevées qu'a sur l'esprit des malades qui ont re-

Routine n'est pas organisation, pas plus que paralysie n'est ordre. (Arthur Helps)

Dans le cadre du programme d'investissements publics pour la période 2010-2014, le secteur de la Santé a bénéficié d'une enveloppe financière de 619 milliards de DA. Cette somme est destinée à la réalisation de 172 hôpitaux, 45 complexes spécialisés de santé, 377 polycliniques, 1000 salles de soins, 17 écoles de formations paramédicales.



cours aux cliniques privées, abstraction faite de celles qui sont conventionnées. En permettant, depuis 1989, l'hospitalisation et les soins privés, on n'aurait pas dû omettre la mise en place d'un système qui aurait permis aux responsables des cliniques privées de pratiquer une tarification des actes remboursables par les caisses d'assurances sociales. Quand aux hôpitaux publics la tarification à coûts réels qui devaient y être pratiquée à compter de janvier 2002 est différée d'année en année et, à ce jour, n'est pas appliquée pour des raisons obscures alors que les responsables de ces établissements sont dotés de tous les moyens pour rendre cette tarification effective.

Les responsables du ministère de la Santé semblent ne pas vouloir se presser. Après les débats sur la réforme hospitalière, la situation économique et financière du pays s'est améliorée Dieu merci et, le temps étant alors aux vaches grasses, la seule nouvelle organisation a concerné la création des établissements de santé de proximité qui, sans rien ajouter aux missions de ces structures (qui existaient déjà comme existaient les établissements hospitaliers spécialisés qui constituaient leurs organes de gestion), ont créé de nouvelles charges à l'Etat et une lourdeur dans leur gestion dévolue contre toute logique aux directeurs de wilaya de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. Une fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde. La période qui a suivi les débats sur la réforme hospitalière a été nettement marquée par une augmentation des moyens d'équipements, aménagements et constructions nouvelles de structures

de santé et par une mise en œuvre lente, fragmentaire, vétilleux des grands principes dégagés lors des débats sur la réforme hospitalière. Cette manne financière qui constitue un progrès incontestable ne doit pas être considérée comme suffisante. Les tares du système de soins relevées par le Conseil national de la réforme hospitalière n'ont pas disparu pour autant ; certaines d'entre elles se sont même nettement aggravées par :

ABSENCE DE CARTE SANITAIRE

La carte sanitaire, schéma directeur de l'équipement sanitaire public et privé du pays n'a jamais fait l'objet d'une analyse sérieuse pour répondre aux besoins réels de la population pour que les malades soient soignés le mieux possible, au meilleur coût possible et dans le respect des règles morales. Aucun plan d'ensemble n'a été élaboré et mis en œuvre, en réalité depuis l'année 1989 qui a vu les prémices de la réforme hospitalière. L'intervention de l'Etat ne s'est pas imposée dans le cadre de la mise en place d'une carte sanitaire réfléchie et responsable. Le libéralisme beaucoup trop marqué dans les grandes villes, a permis cette prolifération d'établissements sur lesquels l'Etat n'a aucun pouvoir de coordination et d'orientation et, surtout, de contrôle.

Confusion des pratiques publiques et privées, contradiction entre objectifs, opacité de l'administration de la profession.

Services mal administrés qui poussent à la consommation et au gaspillage ; bureaucratie, gestion trop éloignée des éventualités de l'action médicale.

Lits d'hôpitaux excédentaires dans certaines wilayas au détriment d'autres, services cloi-

sonnés, tâches éparpillées.

Enfin, absence de politique hospitalière cohérente.

On ne saurait reprocher aux établissements privés leur but lucratif puisque c'est précisément leur statut. Ces établissements ont pour raison d'être la réalisation de profits. Leurs objectifs est la rentabilité financière. Ce qui n'est pas acceptable est la forte disparité des honoraires en secteur hospitalier public et en secteur privé. Cette disparité demeure à ce jour une anomalie, voire une injustice dont les conséquences sont préjudiciables au bon fonctionnement et au développement des hôpitaux publics, de même qu'elles grèvent lourdement les budgets des ménages qui sont pénalisés parce qu'ils ne peuvent pas se faire rembourser sur la base du coût réel de frais d'hospitalisation et de soins lorsqu'ils ont recours aux structures de consultations et de soins privées.

Ces dernières pratiquent des tarifs qui ne sont pas reconnus par les caisses d'assurance-maladie (hormis les cliniques qui assurent les spécialités conventionnées) ce qui les oblige à recourir à une gestion occulte.

De même qu'aucune action n'a été menée pour mettre fin à une situation pour le moins cocasse créée par l'activité des médecins spécialistes du secteur public dans le secteur privé en dépit de toutes règles, situation compliquée par la dernière instruction portant sur les activités « lucratives » des week-ends et jours fériés prise par l'ex-ministre de la Santé. Comment s'étonner que certains médecins ayant à assurer les mêmes soins à l'hôpital public et dans les cliniques privées ne fassent trop souvent à cet hôpital que des visites trop courtes, qu'on s'oppose à une

meilleure organisation, à un meilleur fonctionnement des hôpitaux, arrétant les activités de consultations et soins, de laboratoires d'analyses et d'explorations fonctionnelles à la mi-journée ; activités largement reprises par ces mêmes personnes dans les cabinets particuliers ou cliniques privées.

Autre écueil : « Les médecins fonctionnaires sont-ils trop ou pas assez rémunérés ? » La réponse a un lien avec l'organisation et le financement des établissements des différents secteurs d'activités. Comment une profession homogène dans sa formation peut-elle présenter autant de disparités de ressources à niveau de qualification égale selon que l'on exerce dans le secteur public, parapublic ou privé ? La réponse à cette question n'est pas du ressort du seul ministère de la Santé. L'enjeu pour le Gouvernement est de créer un système de santé qui assure les soins appropriés, décent et humains, à un coût supportable pour l'économie nationale, sans réduire les travailleurs de la Santé du secteur public à l'état d'employés contraints à un nomadisme et qui proposeraient « en complément » leurs services aux plus offrants des secteurs. Le monde médical a changé, ne serait-ce que par le nombre de ses acteurs ainsi que par les domaines de compétences qui ont beaucoup augmenté, mais les dysfonctionnements et les défaillances du système empêchent la population de voir les progrès et la qualité à cause des mauvaises conditions d'accueil, de soins qui ne sont pas imputables aux médecins.

Suite en page 10

*Ancien président de conseil de région sanitaire - Ancien directeur de la santé et de la population - Retraité

L'arbre et la forêt

Awad assis, derrière son père, dans le véhicule qui le ramène chez lui, ne réalise pas encore ce qui vient de lui arriver.



PAR MOHAMMED
ABBOU

En quelques heures le monde de s'est écroulé autour de lui et il a vécu les pires instants de sa jeune existence. Son père, assis à côté du chauffeur, contient difficilement sa rage et n'a aucunement l'intention de lui adresser la parole. Il ne l'a pas fait depuis son arrivée précipitée d'Alger. Awad a juste eu le temps de le croiser dans les locaux de la police des frontières. Quelques instants après il ressort du bureau de l'officier, lui jette un regard de feu, l'empoigne par le bras pour le conduire à la voiture, le pousse sur le siège arrière et ordonne au chauffeur, à côté duquel il s'est installé, de démarrer.

Depuis, un lourd silence s'est installé dans le véhicule qui s'enfonce rapidement en territoire algérien.

Pourtant tout avait commencé dans la liesse : il y'a à peine un mois, l'annonce de son succès au baccalauréat coïncidait avec bonheur avec l'anniversaire de son dix-septième printemps. Toute la famille était plongée dans l'allégresse. La mère ne savait plus où se mettre, elle ne cherchait pas à cacher sa fierté et l'étreignait à chaque fois qu'il était à portée de sa main. Elle était si heureuse. Sa sœur, déjà à l'Université, égayait les lieux de ses

rires, elle venait de gagner un compagnon avec qui partager les moments heureux et les soucis des études supérieures. Le père, plus réservé, n'arrivait pas, lui non plus, à cacher sa joie. Il était plus léger, plus souriant et donnait l'impression d'avoir retrouvé l'agilité et la prestance d'un jeune homme.

La fête s'est installée à la maison et a duré plusieurs jours avec le défilé des parents, des voisins et de tous les amis. La valse des plateaux, garnis de douceurs et de boissons de toutes sortes, n'arrêtait pas entre le salon et la cuisine. Aux repas, on ne comptait plus les convives.

Et au bout de quelques jours, armé de son succès, Awad, fit part à sa mère du projet concocqué, depuis longtemps, avec ses amis du lycée en cas de réussite au Bac : un séjour entre jeunes sur les plages du pays voisin.

Pour la toute première fois, Awad envisage de quitter le pays, seul, sans ses parents. D'un milieu aisé, il a toujours eu droit à des vacances à l'étranger, mais toujours en famille.

Et comme tous les adolescents, il rêve de s'émanciper de la protection parentale et de prendre toutes ses responsabilités, ne serait-ce que le temps de brèves vacances. Débordant de bonheur, la mère s'est montrée très persuasive auprès d'un père d'habitude rigide et intransigeant et lui obtint l'accord espéré.

Ainsi, en compagnie de deux de ses camarades majeurs, il prit

toute sa liberté, pendant deux semaines, sur les côtes voisines où il s'est adonné à la joie de la plage, le jour et des concerts de musique, le soir.

Deux semaines de farniente et de douceur de vivre qui avaient pourtant mal commencé avec la longue attente aux frontières, sous un soleil de plomb, sans aucune commodité et dans une indescriptible cohue.

Mais la beauté du pays hôte et la disponibilité de ses habitants a vite dissipé l'amertume d'un accueil officiel lourd et froid aux deux frontières.

L'hôtel était bien tenu, le personnel serviable et chaleureux, la plage, la piscine et tous les espaces publics très propres. Les repas étaient également très corrects et servis en buffet à profusion. Les clients étaient en majorité des compatriotes. Ils ne cachaient pas leur satisfaction et se comportaient avec beaucoup de correction et de civisme.

Il faut dire que les prestations dont ils jouissaient étaient très appréciables et peu coûteuses, comparativement à celles dispensées dans le pays pour un prix bien plus élevé, pour ne pas dire inabordable.

L'esprit libre, loin des interdits, de la bigoterie et de la curiosité malsaine, ils savouraient la sérénité pour laquelle certains ont dû faire d'énormes sacrifices. Et pourtant chaque famille arrive d'une région où la nature rivalise de beauté avec les plus belles contrées du monde. Mais ... un

long soupir paternel le ramène à la réalité du moment.

Comment peut-il expliquer à son père qu'il n'est absolument pour rien dans la tournure prise par les événements ?

A la fin du séjour, après avoir plié bagages, il a pris place à côté de son ami propriétaire du véhicule pour rejoindre le territoire national.

Après avoir péniblement franchi la frontière du pays voisin, ils se retrouvent rapidement au bout de plusieurs chaînes de voitures qui attendent dans un incroyable désordre à la frontière nationale.

La progression ne semble répondre à aucune règle et Awad ressent déjà l'angoisse qui l'a oppressé à leur sortie du territoire national. Certains conducteurs, une pile de passeports à la main, s'engouffrent dans le bâtiment, puis en ressortent rapidement et démarrent, souriants. Une jeune femme, visiblement journaliste, magnétophone à la main tente d'interroger l'un des heureux resquilleurs, en vain. La débâcle est à son comble. Mais son ami le rassure et prétend connaître un moyen de s'en sortir rapidement de cette véritable épreuve qui risque de leur gâcher leurs excellents souvenirs.

Un bref moment après le départ de son ami, un agent se présente à eux et leur demande de le suivre. Et c'est dans les locaux de la police qu'il apprend que son ami a glissé un billet de banque

dans le lot des trois passeports qu'il a remis au policier préposé au guichet frontalier.

A aucun moment, il ne s'est douté de la nature du moyen dont se gaussait son ami. Il l'aurait sévèrement reprouvé d'autant que son père abhorre le passe-droit et lui interdit de se prévaloir de sa filiation pour un quelconque service.

Mais, la filiation, il semble que le chef de poste l'a vite établie. Il connaît le père de Awad et sa haute fonction dans les structures de l'Etat. Il invite l'adolescent à appeler son père et à l'attendre sur place.

Pourquoi leur ami s'est-il fourvoyé dans une telle aventure ? A-t-il été encouragé par les manœuvres plus que douteuses auxquelles se livraient des voyageurs qui, aussitôt arrivés, étaient « affranchis » sans aucun égard à la foule condamnée à patienter ? Ou l'a-t-il déjà fait en d'autres circonstances ?

Est-il tombé, par déveine, sur un homme intègre ? Le passeport de Awad dans le lot n'a-t-il pas faussé la donne et déclenché une réaction inattendue ?

A l'empressement des agents et leur insistance de réduire la faute commise par les jeunes à une simple bévue, le père de Awad a compris que l'affaire visait un tout autre objectif.

Il devait apprendre, lui, que chacun à son talon d'Achille et que sa notoire rectitude pouvait être prise en défaut malgré lui.

Awad est tombé à pic pour jouer le rôle de l'arbre qui peut si bien cacher la forêt.

Réforme hospitalière ou véritable palinodie

Suite de la page 9

Il ne faut pas omettre ici de rappeler le sempiternel point noir des hôpitaux : les urgences hospitalières où convergent à la fois les pathologies aiguës graves et plus simplement les insuffisances des structures publiques en amont et celles du secteur privé. Le ministère de la Santé ne peut laisser, ne doit pas laisser se dégrader les urgences hospitalières au delà du seuil humainement acceptable.

Les petits hôpitaux se débattent dans des difficultés souvent liées au manque de médecins spécialistes tandis que les établissements hospitaliers plus importants, les Centres hospitalo-universitaires gèrent des budgets de plusieurs dizaines de milliards de dinars sans bilan et sans reddition de comptes à la fin des exercices budgétaires. La particularité est qu'il n'y existe pas de risque de faillite à l'instar des établissements du secteur privé. On devrait mettre en place une évaluation sérieuse des producteurs de la santé que sont les médecins.

Leur mission sans cesse rappelée -sauver des vies humaines paralyse à ce jour toute tentative critique en rendant indiscutables les statistiques de morbidité ou la rationalité de l'utilisation des masses financières allouées. La capacité reconnue aux médecins de définir seuls ce qui convient pour la guérison n'est pas mise en cause par cette évaluation ; le pouvoir professionnel des médecins est exceptionnel, particulièrement leur droit d'exercer le contrôle de leur propre travail ou de le faire entre pairs. Le monopole et la reconnaissance légale d'évaluer leur propre expertise leur permettent de définir entre eux leurs normes de travail (les références opposables, les bonnes pratiques). Le profane ou toute intervention extérieure ne saurait mettre en cause cette capacité et ce pouvoir.

Cette absence d'évaluation sur la rationalité de l'utilisation des moyens financiers fait obstacle à la gestion moderne qui entend la mise en place d'une contractualisation interne, entre l'administration et les médecins totalement responsables et gestionnaires par délégation de leurs services dans le respect du projet de chaque service en tenant compte de l'équilibre du budget de l'établissement.

Il est utile que la logique médicale qui part de l'intérêt du malade, vise l'utilisation des moyens disponibles en organisant les services avec les équipes médicales et paramédicales autour de l'objectif rationnel et de bonne gestion qui est le projet de service. Cela devra amener les médecins à proposer une organisation des soins la plus efficace possible devant permettre de soigner au mieux chaque patient. Une nouvelle gouvernance est donc nécessaire et aurait pour but de repenser les formes de relations, de négociations et de contrat entre les deux logiques (Médecins-Administration), toutes deux nécessaires et complémentaires.

Les soignants, personnels médicaux et paramédicaux, principaux acteurs des activités des soins de l'hôpital vivent mal leur relation au quotidien avec les malades des conséquences de la mauvaise organisation qui y prévaut sans avoir de solution pour la changer.

Tout cela devrait pourtant changer au mieux des intérêts des malades qui ont besoin au préalable de sécurité médicale, ensuite de confort hôtelier. L'humanisation des hôpitaux ne se décrète pas. Tous les responsables qui se sont succédé ont échoué à faire appliquer sur le terrain les instructions données (et ressassées) en la matière et ce, depuis plus de vingt ans. Le malade trouvera l'hôpital humain s'il n'a pas de difficultés à y être accepté, s'il y est bien reçu, s'il n'est pas ballotté d'un service à un autre, s'il y est traité aussi vite et aussi longtemps que nécessaire, si ses parents ne seront plus obligés de lui assurer eux-mêmes les explorations fonctionnelles et autres analyses de laboratoires chez le privé, sans parler de la nourriture et de la literie qui sont entrés dans l'usage et s'il y échappe, durant son séjour à l'hôpital, aux infections nosocomiales : tout simplement si l'hôpital répond à ses finalités.

DANS L'ATTENTE DE LA RÉFORME

La perspective tant attendue de doter l'hôpital public d'un budget de fonctionnement selon l'activité qui y est menée est différée à une date ultérieure et ce, depuis l'année 2002. Cette tarification à l'activité est écartée pour le moment. Dans l'attente et sur instruction

du ministère de la Santé, les journées d'hospitalisation des malades assurés seront décomptées et facturées à la charge des caisses d'assurances mais d'une manière Virtuelle, à blanc comme disent les gestionnaires des hôpitaux. Ce recul, voire cette dérobade est dommageable à plus d'un titre : la tarification à l'activité, si elle avait été appliquée, aurait été bénéfique pour le financement des hôpitaux publics. En plus d'un meilleur financement, les moyens auraient été alloués en fonction de l'activité reflétée par un système qui aurait nécessité la révision de fond en comble du comportement du corps médical, paramédical et administratif pour rentabiliser les services.

Cette méthode aurait pu faire entrer une logique plus rationnelle. Les indicateurs nécessaires pour aboutir au paiement à l'acte auraient permis de voir surtout où l'hôpital fonctionne mal et comment il pourrait mieux fonctionner, qui travaille et qui ne travaille pas. Le taux d'occupation de certains hôpitaux, leur nombre d'interventions chirurgicales par rapport au nombre de malades qu'ils transfèrent, qu'ils « évacuent » vers les centres hospitalo-universitaires souvent sans premiers soins ni dossier médical réglementaire, ne justifient pas, dans certains cas, le budget global qui leur est respectivement alloué ; une tarification à l'activité aurait certainement raison de ces établissements et poserait le problème de leur existence ou du moins de celle d'une partie de leurs services. Peut-être que c'est là la raison du recul de la mise en application d'année en année de la tarification contractualisée.

Cette offre de soins en institution publique devrait impliquer des contrôles réguliers, comptage des malades, nombre d'entrées, nombre de passages par site, pourcentage de lits occupés, frais de gestion, prévisions. A ce jour, aucun contrôle de ce type n'est effectué. L'hôpital public devra donc continuer à fonctionner avec une enveloppe financière que le directeur de l'établissement répartit entre les différents services dans le cadre restreint des autorisations de dépenses fixées unilatéralement par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Cela donne naturellement lieu à des injustices. Les moyens alloués dans l'en-

veloppe pérennisent les situations acquises en favorisant les plus influents.

EPILOGUE

« Un Gouvernement qui n'a pas d'oreilles pour écouter, n'a pas de tête pour gouverner. » En citant ce proverbe danois lors de sa première réunion avec les syndicats du secteur de la santé, le nouveau ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière veut faire montre d'une disponibilité et d'une capacité d'écoute qui a manqué à ses prédécesseurs immédiats. En plus de la procrastination qui semble affecter certains de ses collègues du Gouvernement et certains responsables du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dont il devra les « guérir » au plus vite, il devra choisir les méthodes qui soient adaptées à l'effort consenti par l'Etat pour la réalisation de l'infrastructure sanitaire à l'échéance 2014: réussir, avant cette échéance, à refondre le système de gestion, d'organisation et de fonctionnement des services de santé en veillant à ce que les services de santé répondent à la diversité des besoins, à ce que le problème du rapport médecine privée et médecine publique soit débarrassé de tous les malentendus et réglé au bénéfice d'un système fondé sur la complémentarité et la continuation des soins, à ce que les ressources importantes que le pays consacre soient utilisées au mieux pour la protection de la santé de la population.

Pour faire réussir les changements souhaités, il faudrait une volonté suivie dans le gouvernement et un concours de la part des corps intermédiaires qui fuient leurs responsabilités en masquant la véritable situation des hôpitaux. On sait qu'une réforme est un changement lent et pacifique des institutions particulièrement dans notre pays où le syndrome des acquis pose de réels problèmes, le changement étant nécessairement générateur de résistance du fait des intérêts et du conservatisme, mais s'agit-il seulement de lenteur ? A défaut de bonne gestion, d'une organisation et d'un fonctionnement fiables, les tentatives faites pour améliorer la prise en charge des malades par la seule réalisation de nouvelles infrastructures sanitaires auront peu de chances d'aboutir.

Noureddine Lekehal

Une banque pas comme les nôtres

«Il n'y a qu'un patron : le client. Et il peut licencier tout le personnel, depuis le directeur jusqu'à l'employé, tout simplement en allant dépenser son argent ailleurs.»,
Sam Walton, distributeur et industriel américain [1918-1992].

PAR MOHAMMED BEGHDA

Il y a quelques semaines, une agence d'une banque étrangère, installée à peine quelques petits mois dans la ville, est venue à la rescousse des enseignants et des administrateurs dans le campus de l'université. Plusieurs jours avant la tenue de cette visite inédite, de visibles affiches ont été collées un peu partout dans les différents sites pour aviser la communauté universitaire d'une rencontre originale pas comme les autres.

QUAND LA BANQUE ACCOURT VERS LE CLIENT

Tout le monde était quelque peu surpris par une démarche venue d'ailleurs. C'est du jamais vu dans les annales de la place. C'est vrai, qu'à l'étranger, la banque élit domicile à l'intérieur du campus pour y être plus près et à l'écoute permanente de ses clients. Le moindre centime déposé par un fauché étudiant est une aubaine qui saurait arrondir les fins de mois.

On se rappelle encore des années 80 où il fallait courir et patienter pour espérer ouvrir un compte bancaire. Il nécessitait une solide intervention, de larges épaules et de fortes connaissances pour acquérir un simple numéro de quelques chiffres, un des sésames vers la citoyenneté. Là où vous le briguez, on vous répondait à l'époque que c'était complet ! Les choses ont agréablement changé, concurrence oblige.

Pendant deux journées pleines des 4 et 5 mai derniers, de 9h30 à 16h30, les responsables de cette nouvelle succursale n'ont pas quitté le stand qu'ils ont installé dans le hall du premier niveau de la bibliothèque centrale. Ils ne sont pas venus pour nos beaux yeux mais pour leurs propres intérêts. Et c'est tout à fait normal et logique pour un établissement financier. Même notre maigre solde mensuel retient leur attention. Ces journées portaient le slogan de « journées privilèges ». Pourtant c'était bien avant l'annonce du budget des 286 Milliards de Dollars alloué au plan quinquennal 2010-2014.

Ils veillaient au grain. Ils étaient en terrain conquis. Il y avait toute la panoplie de prospectus pour attirer la clientèle universitaire à solliciter l'ouverture d'un compte. D'un même produit que l'on trouve partout, ils te font une merveille, sachant l'habiller convenablement et en l'alliant admirablement de couleurs captivantes.

EN MISSION COMMANDÉE

Ils étaient disposés et formés à répondre à toutes les questions. Ils étaient également tenus à vous faire remplir un imprimé, à prendre vos coordonnées et noter le numéro de votre mobile pour vous rappeler afin de connaître vos besoins et répondre à vos attentes. Toute bribe d'information recueillie a son importance. Ils ne veulent pas que votre passage à leur comptoir soit passé en cachette. Ils se prescrivent de garder votre trace, en faire une agréable opportunité. Ils étaient là en mission commandée, celle de ramener le plus de clients possibles. Ils flairent que les universitaires constituent le plus gros lot des clients exigeants car ces derniers sont au courant de ce qui se fait sous d'autres cieux. Ces derniers ne peuvent qu'être parmi les déçus de notre systè-

me public bancaire. Et c'est de bon augure pour eux comme pour leurs futurs affiliés.

Comme on le constate si bien, c'est la banque qui sollicite le client pour un rendez-vous forcé et non le contraire. L'actuelle n'est jamais à vous, elle est encore loin de vous. Aller conquérir la clientèle sur le terrain, c'est un fait habituel dans les pays avancés où la rivalité fait rage mais chez nous il est exceptionnel. C'est presque un événement. Les banques nationales attendent-elles que les banques privées nous harcèlent dans les rues ou qu'elles viennent taper à nos portes pour qu'enfin réagissent-elles ? Ou qu'elles rebondissent le jour où on leur piquera à la source tous les clients déçus par ses services. A l'heure qu'il est, j'en doute fortement.

SALAIRES FIXES = POINT DE MOTIVATIONS

C'est vrai que dans nos banques étatiques, les salaires sont fixes mais pas variables. Que l'on satisfasse ou que l'on déçoive le pauvre client, c'est toujours la même fiche de paie à la fin du mois. Chez l'autre, plus on attire les clients et plus les primes pleuvent. Moins on rapporte des acquéreurs et plus la note sera salée. Croiser les bras ne rime qu'à la baisse quasi-instantanée des rideaux. Les charges sont énormes comme la location. Il faut bouger pour honorer toutes les échéances. Chez Madame banque publique, on n'a ni loyer à payer ni de grosses charges à chaque fin de mensualités. L'état est là, quasi-présent pour boucher tout trou dans la caisse et subvenir à tout imprévu. On est même ennuyé de recevoir beaucoup de clients. Une clôture d'un compte d'un client déçu ne les émeut jamais. On est presque soulagé qu'ils partent tous ailleurs ! Ils seraient aux anges si notre nombre s'amenuisait. Ils attendent tous avec impatience la retraite. Le devenir de l'agence ne les intéresse pas, il n'est point lié à leur avenir.

À LA PÊCHE COMME À LA CHASSE

Quand ces banquiers privés se lèvent tôt le matin, ils vont à la pêche d'un éventuel poisson surtout lorsqu'il est gros et bon à digérer. Ils ne possèdent pas sésame trésor public pour les nourrir et les alimenter à perte et à gogo. Ils doivent apprendre à se débrouiller pour leurs appétits. Ils sont adultes et vaccinés, non des assistés. Ils doivent réfléchir, creuser la tête, bouger, se remuer, se remettre en permanence en cause, faire travailler la cervelle à fond. Ils doivent coûte que coûte trouver le gibier, quitte à aller l'attraper hors de leurs champs, peu importe où, il est le bienvenue même venant du terrain adverse. Ils doivent manger leurs adversaires, c'est comme dans la loi de la jungle. Aucun sentiment n'est toléré, ni ne soit permise une quelconque hésitation. C'est la loi du plus fort sinon ils partiront à la casse. Un simple dépôt de bilan et voilà le redressement de la banque mère qui appuie sur le champignon de la réforme sans le moindre aveu de défaite pour tout faire disparaître sans aucun regret. Aucun écart n'est accepté.

Pendant ce temps, nos amis de la banque publique se relaxent dans un profond coma tandis que le désastre les ronge sous leurs

pieds. J'ai bien peur que la battue se poursuivra jusqu'à l'intérieur de leurs foyers. Le secteur public se fixe inlassablement sur le traditionnel, le privé table sur la modernisation vitale et utilise pleinement les nouvelles technologies. On devine fort bien le vainqueur logique de l'épreuve. Il travaille sur le long terme.

ACCUEIL INTELLIGENT ET RECETTES TENTANTES

On est tout de suite subjugué par l'amabilité et l'accueil loin à des années lumières de nos banques vieilles et rouillées par l'archaïsme. Pour moi, jamais de mémoire d'enseignant, je n'ai assisté à un travail de proximité de ce type. Pendant ce temps, les banques publiques somnolent sur leurs lauriers. Elles se croient toujours aux années de plomb. Malgré la décennie K., les banques étatiques n'ont pas encore retenu la leçon. Le cauchemar de la privatisation de la CPA (Crédit Populaire d'Algérie) peut revenir à tout instant au galop. Elles persistent à travailler presque à l'ancienne comme dans le bon vieux temps. Elles demeurent toujours en sursis devant la forte poussée de ces banques qui sont aussi de droit algérien.

Pour ceux qui ont l'habitude des banques étrangères, on retrouve presque toutes les recettes pour captiver les clients. Ces établissements financiers habitués au marketing et à un management qui ont fait ses preuves, ne vont trouver aucune riposte sérieuse face à leur déferlement. C'est un terrain vierge à conquérir. Ils tablent sur le long terme. A l'usure, ils ne vont faire qu'une bouchée, un vrai gâteau à déguster en perspective. L'équipe d'en face ne dispose d'aucun joueur capable de tenir la partie face à une équipe expérimentée et qui sait évoluer sur tous les terrains. Tous les services des banques internationales sont proposés avec gestion de votre compte à distance par Internet, virement électronique à un tiers compte, etc.... Un rêve qui peut instantanément se réaliser par un simple engagement. Un simple hochement de la tête et ils seront présents à votre chevet. Lorsque j'évoque la demande d'un chéquier ou l'envoi d'un code bancaire qui n'est venue qu'une année plus tard après avoir galéré et grondé pendant assez longtemps, j'ai envie de m'arracher les cheveux à ne pas s'arrêter.

LE FREIN MOMENTANÉ

On s'interroge parfois du pourquoi l'ouverture à l'installation de banques étrangères si les nôtres seront incapables de se mettre à niveau et rivaliser avec les mêmes armes et les mêmes atouts. Se mettre au même diapason des autres, c'est assurer leur survie. Si ce n'est la malheureuse aventure de la banque K. qui a freiné l'ardeur des clients, il y a longtemps qu'ils les auraient quittés pour de bon pour en finir avec leurs habitudes usées. L'ère K. a peut-être sauvé l'échéancier mais pour combien de temps ? Si l'on continue à sévir avec les éternels clichés.

Ce qui se passe pour les banques est similaire aux exemples qui se répandent dans les autres domaines et dans les autres activités. Le réveil n'est pas pour demain en persistant à maintenir les mêmes répliques avec des remèdes désuets.

Une justice internationale piégée par la réalité de l'ordre international

PAR ADIB BENCHÉRIF*

La justice internationale apparaît bien souvent partielle et la Cour pénale internationale un piège réservé aux chefs d'Etat africains, en témoigne la dernière affaire avec le président soudanais Omar el Béchir poursuivi pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Il ne s'agit pas de remettre en question les chefs d'inculpation, même si l'inculpation pour génocide est contestable sur bien des aspects, entre autres la banalisation de l'usage du terme «génocide»¹. Il s'agit dans cet article de tenter modestement une appréhension du phénomène de justice à deux vitesses perceptible clairement au sein de l'ordre international. En effet, la Cour pénale internationale semble vouloir se montrer impartiale sur certaines affaires, voire même excessive, mais aussi oublieuse sur d'autres. La justice internationale a-t-elle eu le courage d'évoquer au sein d'une quelconque institution les noms de George W. Bush ou d'Ariel Sharon pour de possibles crimes contre l'humanité et crimes de guerre ? L'injustice de ladite « justice internationale » révolte alors et la délégitime pour nombre d'observateurs.

Cependant, la justice internationale ne peut être une émanation allant à l'encontre de l'ordre international actuel. Hedley Bull, théoricien des relations internationales nous rappelle que «l'anarchie est le trait fondamental de la vie internationale et le point de départ de toute réflexion théorique sur celle-ci»². L'anarchie en relations internationales est à concevoir comme l'absence d'autorité centrale et non comme désordre. Il s'agit tout bonnement d'un ordre international déterminé par les unités du système, essentiellement les Etats, à travers leurs interactions qu'elles soient d'ordre conflictuel ou basées sur la coopération et la négociation. Mais les unités de ce système ne sont pas équivalentes. Certains Etats, au sein de cet ordre international anarchique, vont grâce à leurs attributs de puissance, se montrer capables d'imposer leur volonté de manière unilatérale, expression de leur *Hard power*, (on pense à la guerre en Irak pour les Etats-Unis ou le conflit russo-géorgien en Ossétie du Sud et Abkhazie) ou à travers des négociations dont le résultat est plus ou moins dicté par le *Soft power*³. La justice internationale est alors dictée par l'expression de la puissance des différents acteurs, des différents Etats. La justice internationale ne doit pas être confondue avec le droit international fruit de compromis entre les Etats où la puissance est moins, mais toujours présente dans la détermination des règles. Elle s'apparente dans la mémoire collective à la condamnation des criminels. Lorsque l'on découvre que la Cour pénale internationale que l'on veut autonome peut se voir opposer un veto par le Conseil de Sécurité ou que ce

même Conseil de Sécurité peut surseoir à une enquête ou poursuite pendant un an, acte renouvelable, on ne peut s'empêcher de se laisser aller à un certain cynisme... L'expression de la justice internationale se fait avec une immunité *de facto* accordée aux puissants et à leurs alliés...

Enfin, lorsque la justice internationale se décide à condamner les criminels, à l'image du procès de Douch, l'ancien tortionnaire khmer rouge, responsable de la prison S-21 où près de quinze mille personnes furent torturées et exécutées, on s'aperçoit que la scène internationale fait davantage dans le symbolique. Symbolique car l'on condamne un ancien geôlier pour ses crimes, que l'on met en prison pour 19 ans alors qu'il est âgé de 67 ans, symbolique car l'on condamne un homme qui n'était que le bras, voire l'outil de décideurs non jugés... Le dictateur Pol Pot n'est-il pas déjà mort ? Le procès des quatre autres ex-dignitaires du régime de Pol Pot qui devrait avoir lieu en 2011 ne peut symboliser le jugement de tous les décideurs et personnes responsables des massacres perpétrés par le régime du «Kampuchéa Démocratique», à moins que l'on fasse encore dans le symbolique... Dénoncer une justice à deux vitesses s'apparente à un combat perdu d'avance car le problème est structurel. Il s'agit de l'expression encore et encore de la puissance des Etats de manière plus ou moins tacite, plus ou moins subtile ou l'ancestrale loi du plus fort se rappelle à nous constamment. Une justice internationale ne permettant pas l'impunité ou l'immunité et émanant d'un multilatéralisme où toutes les voix des Etats comptent de manière plus ou moins égale ne pourra se faire qu'avec le courage des puissants, courage d'accepter la consolidation des institutions et en dedans l'expression de tous de manière égale, sinon équitable. Aujourd'hui, l'exemplarité démocratique dont se prévalent les pays occidentaux pour légitimer «leur devoir de dénonciation» de certaines situations, hélas exercé de manière sélective, n'a que très peu de pertinence et de crédibilité. Il s'agit alors, de répondre à l'impératif de démocratisation des institutions internationales, complètement indispensable de la quête de l'idéal démocratique au sein des Etats.

*Diplômé de l'ILERI (Institut en relations internationales, Paris)

Notes :

1) Lire Cheikh Yérém Seck, *Pourquoi la CPI est allée trop loin, Jeune Afrique*, n°2584, du 18 au 24 juillet 2010.

2) Lire Hedley Bull, *Society and Anarchy in International Relations*, dans H.Butterfield et M.Wight (eds), *Diplomatic Investigations*, Londres, Allen Et Unwin, 1966, p. 35-60.

3) *Hard et Soft power sont des concepts introduits par J.Nye. Le Hard power est la puissance coercitive (soit le militaire et l'économique). Le Soft power est la puissance douce, c'est-à-dire la capacité d'influencer un acteur indirectement.*

Pain et lait

La remarque : « mettre la charrue avant les bœufs » pourrait s'appliquer à l'actuelle approche conçue par le département de l'Agriculture visant, à partir de données approximatives et d'objectifs vagues, à modéliser la production agricole en filières.



PAR ALI BRAHIMI

Ces dernières années, le secteur de l'Agriculture semble accorder une importance particulière aux productions végétales et animales, et ce, afin d'atteindre deux objectifs fondamentaux. A savoir : a) faire diminuer sensiblement la facture de nos importations alimentaires dont, principalement, le pain et le lait et, à partir de là, b) de pouvoir s'affranchir de la dépendance alimentaire de base en un temps raisonnable et pas en un an ou deux. En effet, ce genre de stratégie exige au minimum une vingtaine d'années d'efforts collectifs continus et inlassables.

Au cours des campagnes agricoles, 2008-2009 et 2009-2010, il semblerait qu'il y a une diminution substantielle de la facture des importations alimentaires, notamment en céréales et, donc, le pays aurait atteint, en infime partie seulement, le premier objectif assigné par ladite stratégie agricole et rurale décennale lancée en 2008-2009 par le biais de nouveaux concepts. En ce qui concerne le second objectif, en vérité le principal puisque il est au cœur de l'ancienne/nouvelle stratégie agricole, il est loin d'être atteint ou à peine voire reste entier.

Donc, pour les céréales, des améliorations notables ont été obtenues durant la campagne 2008/2009 avec une production globale dépassant les 60 millions de quintaux dont près de 45% est composé d'orge. Alors, qu'en principe, les blés devraient constituer plus de 80% et non 55%. Pour la présente campagne, le département concerné prévoit une régression de la production, dans son ensemble, estimée à 50 millions de quintaux seulement voire moins notamment pour l'orge. Pour les blés, attendons le... tararage séparant le blé de « l'ivraie » !

Malgré ces déperditions, sans compter celles de cette campagne en fin de cycle, il a été jugé utile d'exporter vers la France

la quantité de 100.000 t d'orge au prix de 90 Euros/t environ. En vérité, c'était beaucoup plus par nécessité d'alléger les silos, de l'OAIC, chargés d'orge et de blés depuis la fameuse campagne 2008/2009. En dépit de tout, ergote-t-on, les quantités stockées en orge suffiront, pour trois à quatre ans, et ce, tout en sachant les difficultés et les risques, de tous ordres, pour leur conservation durant la période estivale. A l'image des eaux stockées dans les barrages, notamment ceux situés dans l'Atlas saharien, sur lesquels des observateurs et d'utilisateurs ont noté jusqu'à 2/3 de leurs eaux s'évaporer à partir de Mai jusqu'à fin Septembre.

Les superficies irriguées et surtout irrigables, par épanches d'eaux de crues dans les bassins versants de l'Atlas saharien, extensibles grâce aux efforts et méthodes des agriculteurs d'autrefois, se rétrécissent au fil des années, et ne servant même pas de pacages, par rapport à celles de nos voisins marocains et tunisiens lesquels les valorisent mieux par des méthodes culturales liées pertinemment à celles des irrigations et aux variétés, de blés et orges, appropriées aux conditions agropédoclimatiques locales.

Le quotidien El Watan, du 09/08/2010, rapporte que des céréaliculteurs du périmètre irrigué de Abadla - Djorf Torba - ont subi un préjudice causé par un déficit hydrique, au niveau de leurs emblavures de...blé dur, estimé à plusieurs centaines de millions de centimes de Da, et ce, à cause de la bureaucratie des autorités locales. Dans les régions du nord, des céréaliculteurs peinent pour que l'OAIC accepte leur récolte incriminée de contenir excessivement des impuretés préjudiciables au poids spécifique des blés et, donc, à leur capacité de panification.

Il y a lieu de remarquer que les statistiques, de la fameuse campagne moissons battages 2008/2009, ont estimé le niveau de progression de la pro-

duction, par rapport à notre autosuffisance en céréales panifiables, de - 30 à + 60 %. L'essentiel est de savoir si ces estimations reflètent la réalité. Et surtout que la farine locale est performante en terme de qualité boulangère que celle importée. Par conséquent, il serait vain de chasser le naturel, il revient toujours au galop ! Alors, à quoi ça sert d'édulcorer les amères réalités par des échappatoires conjuguées aux mensonges ? Et, en définitive, lequel sert-on par ces duperies ? L'avenir du pays ? Il mérite mieux que ça !

En attendant, que les choses changent dans le bon sens, la filière du lait est en train, elle aussi, de rencontrer de sérieuses difficultés, en tous genres, que des zootechniciens et éleveurs ont mis en exergue maintes fois. D'abord au niveau du cheptel, il y a lieu de noter que les statistiques - toujours elles - ne donnent pas d'idées précises, ou peu, en termes d'indications pertinentes sur ses différentes conduites, la structuration précise du cheptel bovin laitier et sa répartition géographique selon une cartographie modélisée et informatisée sur des bases solides et évolutives, ses possibilités laitières en rapport aux potentialités fourragères en présence, etc.

Pour l'élevage ovin et caprin, en terme de production laitière « industrialisée », c'est une autre histoire. Pourtant, à l'exemple de la Mauritanie, il existe des laiteries transformant, en divers sous produits, du lait de... chammelles. À l'évidence, des efforts d'imagination sont devenus nécessaires afin d'améliorer, sinon de maintenir, les potentialités génétiques du cheptel bovin laitier importé, et ce, en vue de prétendre au changement de la situation actuelle d'abord et, ensuite, faire face à celle d'avenir qui serait, à coup sûr, plus complexe du simple fait que des bouleversements économiques et environnementaux... se profilent déjà chez nous. Et partout !

Suite en page 13

LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



Propos tranquilles au sujet du ramadan

Deux amis, la quarantaine chacun, devisent tranquillement sur une terrasse à quelques lieues d'un bord de mer méditerranéen. Accablés par la chaleur malgré l'heure avancée de la nuit, à peine soulagés par un petit souffle marin qui fraye péniblement son chemin à travers les pins, ils contemplent au loin les lumières dansantes d'une petite île. On entend des grillons chanter et l'air est chargé d'effluves de citronnelle destinée à chasser les moustiques. Le thème du football étant épuisé, ils en viennent à parler de cette actualité immédiate qui plane sur toutes les têtes.

Alors, *ramdane*, c'est pour quand ? Interroge l'un après avoir rempli son verre de jus de pêche. Je ne sais pas, mercredi ou jeudi. Il y en a même qui disent vendredi, répond l'autre en décapsulant une canette de soda. Il est temps que ça commence, reprend le premier après deux brèves gorgées. Plus vite on est dans le bain et mieux c'est. Tu as raison, acquiesce l'autre. C'est vrai, jeûner en plein mois d'août, c'est pas la même chose. Tu te demandes comment tu vas faire et puis, finalement, tu y arrives.

La discussion entre les deux compères s'interrompt quelques secondes. Peut-être le temps pour que chacun puisse trouver de quoi la nourrir. Du lointain, leurs parviennent les bruits étouffés d'une sono de discothèque. Tiens, c'est Boney M, dit l'un. Ça faisait longtemps que je ne les avais pas écoutés. En tous les cas, c'est tout sauf ringard. L'autre se contente d'un ricanement sec.

Quand même, dit-il ensuite, chaque année, c'est la même histoire. On a internet, les satellites, des astrologues en pagaille, et personne n'est capable de nous dire à l'avance quand est-ce qu'on doit commencer à jeûner ! Y'a pas un pays musulman qui décide de la date en se basant uniquement sur les calculs. Et ce qui m'énerve le plus, c'est quand à la télévision, ils te disent que ça commencera demain parce que quelqu'un, quelque part, a vu le croissant de ses yeux, et, qu'au passage, ils précisent, l'air de rien, que c'est aussi conforme aux calculs scientifiques.

Des astronomes, pas des astrologues, corrige l'autre. Et chaque année on s'en plaint mais personne n'a envie que ça change, ajoute-t-il. Ça fait partie de nos habitudes. Comme la chorba et le qalbelouze. Tu vois les gens accepter l'idée qu'il n'y ait plus de commission pour l'observation du croissant lunaire ? Tu vois les gens accepter qu'on supprime le suspense, celui du moment où tu vois trois ou quatre types apparaître à la télé et te dire, comme s'ils t'annonçaient la plus grande nouvelle de l'histoire, que tu dois attendre le surlendemain pour jeûner.

Astronomes, astrologues, j'ai jamais fait la différence. Ce qui est le plus dommage c'est que c'est la même chose pour l'Aïd. Que les musulmans ne commencent pas à jeûner le même jour, c'est pas trop grave. Tu verras que cette année encore, il y aura bien un ou deux pays qui vont faire les malins, juste pour qu'on parle d'eux. Par contre, j'arrive pas à me faire à l'idée que la fête n'aura pas lieu le même jour pour tout le monde. Noël, c'est le 25 décembre, c'est valable pour tout les chrétiens, non ?

Je ne sais pas, répond le buveur de jus de pêche après quelques instants de réflexion. Je crois qu'il y a des chrétiens qui fêtent ça en janvier. Je ne suis pas sûr. Mais pour les musulmans, tu sais bien que c'est politique. Chaque pays veut montrer qu'il décide seul, qu'il ne suit

les ordres de personne. Et puis tu as tout plein de Commandeurs des croyants autoproclamés qui aimeraient bien avoir le monopole de ce genre de décision. Mais je vais te demander de me répondre honnêtement : qu'est-ce que ça peut vraiment te faire si tu ne fêtes pas l'Aïd en même temps qu'un Libyen ou un Saoudien ? Pendant le reste de l'année, tu n'as absolument rien à faire de ces gens et là, tu te mets à vouloir t'unir avec eux !

Justement ! Un jour par an, c'est pas grand-chose. Ça montrerait qu'on peut au moins s'entendre sur un point. De toutes les façons, ça me dépasse. Je peux pas te l'expliquer, mais c'est comme ça. C'est comme mon cousin. Il picole toute l'année, il ne met jamais les pieds à la mosquée et je ne suis même pas sûr qu'il soit capable de réciter la Fatiha correctement, mais il jeûne quand même. J'ai cru pas que ce soit juste à cause de la pression de la société. Il se sent poussé par autre chose, j'en suis sûr.

L'autre fait la moue. Il n'est visiblement pas convaincu. J'aimerais bien, dit-il, qu'on m'explique où il est écrit qu'il faut s'arrêter de picoler quarante jours avant le début du ramadan. C'est complètement irrationnel. Soit tu as le droit de boire de l'alcool, soit tu n'as pas le droit. C'est un truc que je n'ai jamais vraiment compris. Ton « couze », lui, en est persuadé. Il pense que c'est la règle absolue. Et ne va pas essayer de lui prouver qu'il a tort.

Nouvelles gorgées, nouveau bruit de canette que l'on ouvre. Sur la table en bois, une colonne de fourmis récolte avec discipline les miettes d'un cake à la crème de citron depuis longtemps terminé. Le cousin du « couze » reprend la parole. Avec prudence, en cherchant ses mots. Attentif aux réactions de son interlocuteur. Je crois, dit-il, que le plus important n'est pas de savoir si c'est mercredi ou jeudi ou si c'est un gars de la wilaya de Biskra qui a vu le croissant ou bien encore si c'est un ordinateur qui a fait le calcul. Tout ça, c'est secondaire, tout comme les bisbilles politiques.

Non, la vraie affaire serait de réfléchir sérieusement au ramadan. Première question : est-ce qu'on est obligé de suivre le calendrier lunaire ? Pourquoi on ne changerait pas ? Il y aurait toujours un mois de jeûne mais placé en décembre pour l'hémisphère nord et en juillet pour celui du sud. Ce serait tellement plus simple. Qu'est-ce qui est le plus important, c'est le jeûne ou la date du jeûne ? Moi, c'est genre de discussion que j'aimerais entendre. Qu'on aille de l'avant quoi.

C'est même pas la peine d'y penser, s'exclame l'autre en ouvrant grand les yeux. Moi-même ça ne m'est jamais venu à l'esprit. C'est comme si tu disais supprimons le ramadan ou bien raccourcissons sa durée ! Tu t'imagines lancer ce genre de débat avec les gens du quartier ? Tu te fais pendre dans l'heure qui suit. Et puis, je ne suis pas sûr que les gens y trouveraient leur compte. Moi j'aime bien que ça change. Ça fait des souvenirs différents. Jeûner en hiver ce n'est pas comme au printemps. Même l'ambiance la nuit n'est pas la même. Allez, oublie, va !

Au loin, ce n'est plus Boney M qui chante mais Shakira qui prétend que les hanches ne mentent pas. Il fait toujours aussi chaud et il n'y a plus de soda frais ni de jus de pêche. Un téléphone portable émet deux petits bips. Le message court annonce le début du ramadan pour mercredi. Pour les deux amis, il est temps d'aller se coucher.

PS : Saha Ramdanekoum et doucement sur le sucre...

Pain et lait

Suite de la page 12

Pour le moment, il serait utile d'organiser et d'intensifier au mieux le niveau de la production laitière actuelle - notamment celle des vaches en pleine lactation - en rapport avec celle des céréales fourragères, en grain, en vert pacagé et conservé grâce aux techniques des ensilages et autres biotechnologies d'alimentation en vert concentré en plaques et renforcé en oligo-éléments, ayant donné des résultats conséquents notamment durant les périodes d'alimentation en sec. Comme cela arrive fréquemment sous nos latitudes. Au plan interne, la confusion entourant le niveau de la production laitière nationale, ne cesse de s'accroître au vu des déclarations contradictoires des uns et des autres. L'effet yoyo est plus sidérant que celui des céréales. Cela va de 30% d'autosuffisance à 40%, alors qu'en réalité elle n'est que de 18% d'après les dernières informations données par les autorités nationales, en la matière, via le quotidien El Watan du 7 Août 2010 page 05.

Au plan externe, l'on s'intéresse qu'à la «régulation» des importations de la poudre de lait en provenance des pays ne l'utilisant nullement pour la consommation humaine encore moins pour la transformation dans le but de produire des fromages, yaourts, etc. Cela nous fait rappeler l'histoire de la pomme de terre importée. N'est-ce pas ? Chez nous, le gain net, obtenu par ces «sous produits» issus de la poudre de lait, est multiplié par deux à trois par rapport à ceux découlant du lait naturel lequel est rarement transformé en sous-produits car à quel prix de revient serait-il rentable, aussi bien pour le producteur que le consommateur, et ce, tout en sachant leurs effets bénéfiques en termes nutritionnels notamment pour les enfants et gens âgés. Peu importe pour ces «industriels» en laiteries obtenues, à tort et à travers, par des obédiences clientélistes ne s'intéressant qu'aux profits et facilités de crédits, sinon ils ferment boutiques, avec, de surcroît, toujours l'intention dans la tête de leur non remboursement et, donc, la pérennité de la rente accentuée pendant les périodes propices - ramadhan, fêtes, élections, etc.- conjuguées aux pressions machiavéliques allant jusqu'aux vils chantages à l'encontre de la population ainsi soumise au diktat d'une faune d'opportunistes politico-financiers affidés pivotants au sommet, du système de gouvernance en place, et relayé à la base par une myriade de sous-traitants non moins voraces.

Malgré cette situation et en dépit de tout, et par souci de faire rappeler nos précédents points de vue en la matière, il nous a semblé utile de rééditer des fragments de nos anciens articles jugés d'actualité à certains égards. Le premier, intitulé : «Des bassins laitiers, est-ce possible sous nos climats» paru au Quotidien d'Oran du... 29 Mars 2007, stipule ce qui suit.

LA VOIE DU LAIT

«Sur ce chapitre, il serait utile de reconnaître qu'on avait mis la charrue avant les bœufs. En effet, on a lancé des dizaines de laiteries sans de véritables assises d'élevage performant en production laitière. Leur quasi-majorité transforme de la poudre de lait. Son prix, fluctue au niveau des marchés mondiaux, additionné aux flottes de maîtrise des coûts de transformation et de la stagnation de celui de vente, car supporté par les pouvoirs publics, c'est le blocage évident. Des laiteries, font de la «gymnastique transformatrice». D'autres, ont «déclaré» faillite.

En 1965, à Médéa, nous avons eu le privilège de consulter un document, daté des années 1950 et repris dans le cadre de l'ex plan de Constantine



en 1959, élaboré par un groupe d'Ingénieurs en Chef, dont M. Maurice Renaud DSA de l'ex-Dpt du Titteri, et de vétérinaires principaux sous la conduite de l'éminent M. Valée. Ce projet porte sur la création de bassins laitiers dans 8 régions du pays. A savoir : Bel-Abbès, Ghriss et Miliana, à l'Ouest ; Béni Slimane et la plaine des Arrib (Ain Bessem) au centre ; Soummam, El Eulma et Guelma à l'Est.

Dans l'ensemble, ces régions se situent dans l'isohyète pluviométrique de plus 500mm/an. Des possibilités d'eaux souterraines avérées. Des sols légers, propices aux luzernières, tubercules fourragères, etc., ainsi que des pâturages naturels de montagne, en saison estivale, et de plaine - mroudj - en hiver. Des espèces bovines anciennement adaptées dans ces milieux : Frisonne, Montbéliarde, et autres variétés locales beurrières aujourd'hui en voie d'extinction. Le tout, en paramètres figuratifs, y compris des approches pertinentes sur le mode d'accès à l'exploitation des terres ainsi que de leur mode de financements en coopératives facilitatrices, organisatrices, transformatrices et négociatrices des produits et sous-produits laitiers ainsi que d'autres objectifs liés.

Pour les bassins laitiers de Médéa (Béni-Slimane et Arrib), les concepteurs, ci-dessus nommés, prévoyaient l'introduction vitivinicole et agrumicole au profit de certains colons de la Mitidja, lesquels ont constaté que leurs terres sont devenues lourdes et imperméables texturalement aux eaux, leur octroyant un tiers de la superficie totale, évaluée à 250.000 Ha, soit 83.000 Ha environ de compensation à leur profit. On parlait déjà d'une deuxième Mitidja d'arrière Atlas blidéen.

Au total des 8 bassins laitiers précités, la superficie visée à être mise en exploitation avoisine les 800.000 Ha. En irrigué, semi irrigué, et en sec. Une surface jugée suffisante pour affourager plus de 220 000 têtes de bovins - dont 20 000 géniteurs -, prévus qu'ils produisent, en moyenne, 3.000.000 litres de lait/j : 200.000 Vaches laitières x 15 litres de lait/jour en moyenne. Soit pour la population, de l'époque, estimée à 12 millions d'habitants, un bol de lait de vache par personne. Il convient de signaler qu'à cette période, les gens buvaient du petit lait naturel comme le «gazouz» d'aujourd'hui. Et mangeaient peu de la viande bovine !

Notre beau pays recèle des zones adéquates à l'élevage bovin laitier, et d'importants moyens financiers. 2012 (l'article en question date de 2007 nous insistons de le rappeler), c'est juste le temps qu'il faut pour confirmer les dires, du Directeur de la FAO en visite à Djelfa - pays du Méchoui par excellence -, assurant que notre pays atteindrait l'autosuffisance alimentaire en 2012/2013. L'embellie financière pourrait s'amenuiser à ces horizons-là, sinon elle serait insuffisante pour satisfaire les immenses besoins sociaux allant crescendo. Aussi, ont-ils annoncé que, depuis 2010, plus de un million d'Ha ont été valorisés pour différentes filières agricoles, alors ne pourront-ils pas doubler cette superficie aux horizons 2013 afin d'atteindre l'autosuffisance en lait ? En effet, il serait vraiment contreproductif d'investir en dinars et devises dans le même sens. C'est de l'illogisme pur » Fin de citations.

Le quotidien El Watan, du 07 Août 2010, rapporte l'information suivante : «Le premier chantier auquel s'attaque l'ONIL - Office national des industries laitières -, dans le cadre de son programme de développement, est la récréation (?), des bassins laitiers qui existaient jadis». C'est qu'a affirmé le directeur général de l'Office, Hafid Djellouli. Et encore : «Sur instruction du ministère de l'Agriculture, nous avons décidé de créer 9 pôles représentant les bassins laitiers. Le premier pôle, mis en place la semaine dernière, est celui de Constantine qui regroupe 5 wilayas (Sétif, Mila, Oum El Bouaghi, Jijel et Constantine). Le second est celui de Annaba regroupant, en plus de Annaba, les wilayas de Skikda, Souk Ahrass, El Tarf et Guelma. Il y a aussi le pôle de Batna regroupant les wilayas limitrophes ; le pôle de Mostaganem ainsi que ceux d'Oran, de Ghardaïa et de Bechar explique-t-il.

Et de poursuivre : «La création de ces pôles répond à un souci de réorganisation de la filière, la stratégie des autorités vise à redonner d'abord confiance aux éleveurs. Et encore : «Ensuite, avec la création des pôles, nous allons favoriser la conjugaison des efforts de tous les acteurs : les éleveurs, les industriels, les collecteurs ainsi que les producteurs de fourrages et d'aliment de bétail. Nous voulons également créer des pépinières», explique-t-il. Et il conclut : «Nous voulons, à l'avenir, favoriser l'émergence de coopératives»

Pratiquement, c'est ce qui a été

suggéré dans notre article, précité ci-dessus, en date du ...29 Mars 2007.

LE PAIN ET LA PAIX

Dans le même journal d'El Watan, ci-dessus noté, le cabinet d'intelligence économique londonien Oxford Business Group (OBG) vient - à la demande du Ministère de l'Agriculture - d'évaluer le secteur agricole algérien. Selon les experts de ce cabinet d'expertise, malgré les efforts importants déployés par l'Algérie pour augmenter la production céréalière : «l'objectif de l'autonomie alimentaire fixé par le pays reste encore bien éloigné» Et : «par le retour de l'Algérie au début du mois de juin sur le marché des exportations, grâce à l'expédition d'une commande de 100 000 t d'orge vers la France, première exportation de cette céréale pour le pays depuis 40 ans ».

Le cabinet londonien a détaillé cette «performance» agricole qui a permis : «de baisser considérablement la facture des importations alimentaires du pays ». S'appuyant sur des chiffres diffusés par l'organisme en charge de l'information statistique des douanes algériennes, OBG a indiqué que les coûts d'importation ont baissé de 36% en mai dernier par rapport aux chiffres du même mois de 2009. Toutefois, malgré la baisse de la demande pour les céréales provenant de l'étranger, «l'Algérie devrait demeurer à court terme un importateur net de céréales». Cependant, «le retour de l'Algérie sur le marché d'exportation de l'orge risque d'être de courte durée» puisque le gouvernement a décidé d'orienter sa politique vers le soutien à la production de blé». Enfin, conclu-t-il ledit bureau d'études, «le défi majeur pour l'Algérie est de réduire sa dépendance de l'étranger en termes d'approvisionnement en blé dur, d'autant que les prix ne cessent de battre des records sur les marchés internationaux». Fin de l'extrait.

Pourquoi les décideurs prennent pour «argent comptant» l'avis des bureaux d'études étrangers, payés à coups de centaines de mille voire des millions en devises et qui, de surcroît, ne font que rapporter les observations déjà formulées par le commun des citoyens ? Si comme «l'intelligence» des cabinets étrangers est plus pertinente que celle issue de nos terroirs. Ainsi, le complexe du colonisé, mis en exergue par le défunt penseur Malek Benabi, n'est nullement une vue de l'esprit. Malheureusement, c'est une caracté-

ristique tapie dans notre subconscient.

Les pouvoirs publics, soucieux de réguler tout en comptant sur le cumul de ses stocks des blés de ces deux dernières campagnes moissons battages, viennent de décider la taxation de toute importation en produit céréalier panifiable. Acheter local est le nouveau leitmotiv. Pourtant, les chiffres donnés, par l'organisme des douanes algériennes portuaires en ce qui concerne les importations effectuées, fin juin de l'année en cours, par l'OAIC, font état d'une quantité de 400.000 t de blé dur introduit de l'extérieur. Exactement la même quantité importée de France en 2007/2008. Cela, s'apparente à un retour vers les anciens réflexes monopolistiques des années du «socialisme» pourtant honni par nos stratèges d'aujourd'hui. Et que le manège et la bamboula redémarrent.

Fin juin avait coïncidé, également, avec la fête de l'indépendance nationale et les opérations de relogement des dizaines de milliers de familles algériennes, anciennement défavorisées et marginalisées, dans des logements flambant neufs dans un environnement fleuri et équipé de terrains de jeux pour les enfants se sentant renaître. N'est-elle pas belle la vie ? Qu'ils fassent la fête ! Tout en sachant que d'autres comportements, liés à leur nouvelle condition, vont se profiler à terme. En effet, se loger n'est qu'une infime partie, certes importante, d'une myriade d'autres exigences et soucis de la vie. Pour le moment, qu'ils jouissent pleinement et, surtout, qu'ils sachent faire la part des choses. Et de dire Alahmdou li Allah. Le mari, de ma troisième fille médecin généraliste à Sétif, vient d'en bénéficier cette semaine, d'un logement flambant neuf, et ce, après une longue attente.

A l'occasion du mois de Ramadhan, débutant cette fin de semaine, nous rééditons un concentré de paragraphe de notre contribution, parue au Quotidien d'Oran du jeudi 04 septembre 2008, intitulée : «la chorba de la dignité» illustrant l le bon sens et la tempérance de nos aïeux.

«Vers la fin des années 1970, un brave habitant âgé, de notre patelin, gourmand et diabétique, ne lésinait nullement sur les dépenses afin de satisfaire ses envies ramadanesques surtout les premiers jours du jeûne. Il achetait à tour de bras toutes sortes de victuailles pour une somme dépassant parfois les 500 DA de l'époque. Notre boulimique bonhomme exerçait comme artisan peintre polyvalent. Son savoir-faire lui permettait de gagner beaucoup d'argent. Avant la rupture du jeûne, il mettait sa gandoura, s'asseyait à même le tapis et regardait avec plaisir les différents mets. Après la prière du Maghreb, il commençait par la Chorba accompagnée d'une blonde galette - matloua - confectionnée au blé local fermenté naturellement, rassasiant sa faim, puis il boit goulument de l'eau ou du leben : petit lait onctueux parfumé au tan lui donnant un goût astringent. Repu, il regarde les autres plats sans avoir, pour autant, l'envie d'y goûter. Lors de la prière des taraouih - celle de nuit -, il réfléchit sur les dépenses excessives de la journée. Et parle à lui-même : «Que je dépense 500 ou 100 Da, c'est du kif-kif puisque je ne mange en fin de compte que la Chorba!». Et le lendemain, rebelote ! Avec cette fois-ci, des invités démunis parmi ses voisins ne se sentant nullement complexés. Après le repas, il amusait leurs enfants par ses pitreries de bon goût. Cela avait duré jusqu'à la mort de ce brave type» Fin de citations.

Et bonne Chorba, Hrira, Djéri... Kseira oua Lbeina-Ourabi ihanina Incha'Allah, et un heureux Ramadhan, non gaspilleur surtout, pour tous les lecteurs du Quotidien d'Oran et à tout le monde.

Ali Brahimi



DAIHATSU



SIRION



TERIOS

رمضان منور

Prix exceptionnel

Radar de recul

Marche pieds

20 000KM maintenance gratuite

Profitez des offres du ramadhan

Des offres uniques vous attendent chez TOYOTA ALGERIE et ses agents représentants.
Offres valables sur les versions disponibles en stock.

2 ANS
GARANTIE DAIHATSU

TOYOTA ALGERIE

Alger: 021 98 30 00 - Blida: 025 43 14 14 / 19 19 / 17 17
Ouargla: 029 71 71 71 - Annaba: 038 51 40 82 / 16 96 - Oran: 041 98 30 00.

EURL KIV CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF DE LA MARQUE FOTON

Pour le développement de son réseau de distribution, lance un appel aux postulants à l'activité d'agents agréés distributeurs, pour la représenter dans les wilayas suivantes:

- Ain Defla
- Chlef
- Relizane
- Mostaganem
- Mascara
- Tiaret
- Sidi Bel Abbes
- Tlemcen

Conditions :

- Site visible à partir de route à grande circulation (entrée agglomération, carrefour, etc.)
- Espace d'exposition à l'extérieur du show- room
- Superficies couvertes requises (200 m2 et plus).
- Assise financière pour le démarrage de l'activité.

Dossier préliminaire de candidature :

- Demande manuscrite pour une représentation.
- Un CV professionnel du candidat à l'activité.
- Schéma indiquant la situation exacte du site.
- Photos du site.

Toute personne intéressée est priée de déposer le dossier précité auprès des structures KIV, sises à Oran, Z.I. de Bir El-Djir et/ou à Alger, Haoche Bakalem, Dar El Beïda, ou les transmettre par fax ou par email à la direction générale de Eurl KIV au :

Fax: 038 83 26 73 - Email: contactez-nous@fotonalgerie.com
Pour plus d'informations, appelez aux tél.: 038 84 04 03 (06)
Mob.: 0661 516 229

Du Nouveau
Chez **SurGereffe**
Superette de Surgelés

Arrivage de nouvelle gamme de produits surgelés

Poisson
Plats Cuisinés
Paella
Glaces Italiennes
(plusieurs parfums)

POULET CONGELÉ
VIDÉ À 100%
250 DA/Kg

QUALITÉ PRIX ET RESPECT DE LA CHAÎNE DE FROID

14, Rue des Oliviers Maraval - Oran (face cité douanière) Tél.: 041 35 43 46

Office Public de Maître AMER MOHAMMED
Commissaire-priseur près le Tribunal de Saïda -
9 Rue Moulay Mustapha - SAÏDA - Tél: 040.49.00.84

Avis de Vente aux Enchères Publiques

L'Office Public met en vente aux enchères publiques verbales et sur soumissions cachetées, les biens ci-après désignés à la demande de O.R.V.O. Ain El Hadjar W. SAÏDA - Le Mercredi 18 Août 2010 à 11 Heures du matin - Parc ORVO Ain El Hadjar W. Saïda -
Lot unique: Soixante (60) Agneaux issus du Croît (Engraisés)
Conditions de vente: Voir cahier des charges.

Le Commissaire-priseur
Me M. AMER

Une entreprise des Grands Travaux
Publics sise à la Z.I. d'Arzew
cherche à recruter

Un Grutier
et Un Ingénieur en Génie
Mécanique

Veuillez envoyer votre CV au
Fax n° 041 48 70 34

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية معسكر - دائرة غسار - بلدية غسار

إعلان

يعلن رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية غسار كافة المواطنين
لفتح تحقيق «قني من أجل الملائمة وعدم الملائمة حول مشروع
استعمال واستغلال محل مصنف (حمام + مرشاة) لصالح السيدة:
قنصور هوارية. المكان يقع مركز شارع معزز عبد القادر. لمدة
15 يوما طبقا لقرار البلدي رقم 082 المؤرخ في 2010/08/08.
كما عين السيد بروجي جيسال رئيس القسم الفرعي للمري كبحفاظ
معلق لجميع الملاحظات خلال مدة التطبيق وكذا سبل الملاحظات
المودع بغير المكنية.

رئيس المجلس الشعبي البلدي

Tizi Medjebar des Babors

Là où l'identité culturelle se conjugue au pluriel

PAR FAROUK ZAHI

Saïd, le beau jeune Targui et Mokhtar le non moins jeune et beau Naili sont, aujourd'hui jeudi 6 août, à Tizi Medjebar, un des dix-neuf villages du cirque montagneux des Ith Yella.



Invités pour les festivités consacrées à «Thikourbazine» (mets traditionnel), l'un en tenue d'apparat du guerrier de l'Ahaggar est chargé de la préparation du thé et l'autre veille à la tente nomade ramenée du lointain Djebel Boukhil au cœur du Massif Saharien. Saïd dit être de Tahagart, un quartier urbain de Tamanrasset, Mokhtar, lui par contre, dit être Toabi de la fraction nailie des Ouled Toaba de Messaad. Immensément grande, elle comporte trois chapiteaux. L'intérieur, paré de sofas couverts de tentures multicolores, pourrait abriter jusqu'à deux cents convives. L'œuvre, car c'en est une, est le résultat d'un patient travail de tonte d'animaux (chameaux et chèvres), de teinture et enfin de tisserandes. Elle ne laisse indifférent aucun des visiteurs, même les initiés. Toute la diaspora algéroise Yallaoui est là en ce jour de ressourcement. Les grands-parents qui ont vu le jour dans cette contrée montagneuse, jadis inhospitalière, tirent une légitime fierté en ramenant leurs descendances qui n'ont, jusqu'ici, connu que le confort des cités urbaines. Ils semblent leur dire à travers le pèlerinage : «Vois-tu, je n'ai pas eu la chance, comme toi, d'avoir l'eau, l'électricité, l'école tout près, le transport et un tas d'autres privilèges... et même si j'ai eu la chance de faire le lycée... c'était sous le régime de l'internat à Sétif, Alger ou même à Constantine.» Les étroites ruelles du minuscule village perché à 1000 mètres d'altitude sont encombrées de véhicules rutilants. La procession s'étirait sur plusieurs centaines de mètres. La manœuvre était rendue difficile par le terrain qui n'offre que peu d'espace ; le précipice, toujours présent, faisait miauler les mécanismes de freinage. Le vide environnemental prégnant met à contribution le génie bâtisseur de l'homme. Si les anciennes demeures en pierre ou en pisé de glaise épousent l'escarpement et se blottissent comme pour se protéger de l'adversité topographique, les nouvelles et belles constructions se permettent le vertige en défiant la pente raide. Construites, tout ou partie, sur pilotis de mortier de béton, certaines semblent narguer le vide. Il faut reconnaître aussi que le coût du confortement de terrain et de drainage ne doit pas être à la portée de toutes les bourses. Là aussi, l'aide à la construction de la Caisse nationale du logement (C.N.L.) est bien dérisoire dans le contexte. La configuration actuelle des routes de montagne doit à elle seule générer des surcoûts en matière d'approvisionnement et de transport.

Le docteur A. Benadouda, maire de la commune de Guenzet, est tout heureux du démarrage des travaux d'élargissement du tronçon de la R.N 76 reliant cette dernière à Bougâa. Ainsi, la boucle sera bouclée ; le mauvais état de cette route qui relie Sétif à Bordj Bou Arreridj à travers le massif des Babors ne sera qu'un mauvais souvenir à mettre sur le compte du sous-équipement duquel sort peu à peu la région. Les gros moyens matériels de Cosider entament déjà dans la roche, et l'espace dégagé présage déjà une meilleure fluidité du trafic routier. Comme l'appétit vient en mangeant, selon l'adage, il espère que la route qui rejoint la commune d'Ilmayen, relevant de la circonscription territoriale de BBA qui enserre les Ith Yalla en «étiau»,

soit bitumée, à l'instar du tronçon qui part du pont des Ith Halla. Le développement de ce valon est perceptible à travers les champs cultivés et dont l'irrigation est assurée par le filet du cours d'eau. D'ailleurs, l'ouvrage qui enjambe la rivière et nouvellement réalisé par Sapta augure déjà le repeuplement de la région. Les thermes de Hammam Ibaniane aux eaux bouillantes reçoivent de plus en plus de visiteurs. Cette nouvelle affluence ne pourrait s'expliquer que par le bon état de la route. Le tronçon de piste restant, menant à Guenzet sur 19 kilomètres, n'est pas sans décourager les plus téméraires qui, de guerre lasse, ont abandonné leurs lopins de terre. Les Guenzati ont aussi appris avec soulagement qu'une nouvelle ville est projetée sur les hauteurs. Le projet peut disposer de 40 hectares de prise au sol naturellement nivelé. La future salle omnisports en chantier se dessine peu à peu sur ce terrain par le chaînage du rond à béton.

La mosquée à une seule qובה de style ottoman, située sur la butte la plus élevée du village de Tizi, est un joyau architectural dans son genre. Flanquée de deux placettes, la salle de prière dispose d'une salle d'ablution nickel où les fidèles disposent de serviettes propres, de savon et même de ... shampoing. Elle serait le centre névralgique de toute la vie de la communauté villageoise. En dehors de ses obligations religieuses, l'imam anime des actions de formation en direction des jeunes pour de divers apprentissages : informatique pour les deux sexes et couture pour les jeunes filles. Et c'est ainsi que sous l'égide de l'association «El Ihsane», ce centre nodal organisait la compétition culinaire. La petite placette qui jouxte

la mosquée du côté oriental est déjà comble à 17 h. Après un bref discours introductif, son président appelle un à un les lauréats du concours du meilleur mets de Thikourbazine. Au nombre de dix, ils auront chacun droit à un diplôme d'honneur. Le foyer de Bachir Zeroual, déclaré champion de cette joute culinaire, offrait le soir même une dégustation aux invités. Le jury, assisté d'un logiciel ad hoc, ne pouvait faire que le bon choix, sachant que le seul sens gustatif peut être parfois partial. En mettant ainsi l'attribut scientifique au service de la tradition. Le public, notamment juvénile, aura droit à une démonstration de Vo Viêt-Nam. L'équipe locale de cette discipline serait en bonne place dans les joutes nationales. Voici un lieu du culte qui ne s'embarrasse d'aucune fatwa d'où qu'elle vienne ; son seul objectif est, sans conteste, la promotion intellectuelle de l'homme dans un environnement rendu sain par son unique volonté. Après cet interlude, l'assistance se retrouve instinctivement sur la plateforme forestière de l'école coranique Oukari, fondée il y a déjà quatre siècles par cheikh Akli Okari. La route forestière qui y mène, étroite et en lacis, est encombrée par les mêmes véhicules qui étaient, il y a un moment, à Tizi. L'atmosphère éthérée de résine de conifère et le vacarme jacassant des étourneaux confinent, momentanément, dans la douceur de vivre. Austère, la bâtisse couverte de tuiles est à présent silencieuse ; au nombre de 200, les élèves sont probablement dans les dortoirs. Un petit cimetière, dont les tombes sont presque anonymes, avoisine le sanctuaire coranique. La pinède environnante est investie par les familles algéroises. Des jeunes en bermuda et tee-shirt, kit man à l'oreille ne semblent pas du tout impression-

nés par la charge émotionnelle que dégagent les lieux. Dans sa probable quête spirituelle, Malek Bennabi aurait choisi cet ermitage pour y séjourner momentanément. Il ne disposait que d'une simple hutte dressée à l'extérieur, près du paisible cimetière.

La soirée récréative sous la tente était de l'exclusive des femmes et des enfants. Les jeunes à l'accent «chi chi» couraient dans tous les sens et se faufilaient entre les groupes des moins jeunes qui sirotaient un thé à la menthe targui. Sous l'emballage des moteurs des 4 x 4 et autres véhicules soulevant un nuage de poussière, la place ne se libérait que très tard dans la soirée. Ce n'est qu'à la nuit tombée que le spectacle devient féérique. Une constellation de lumières scintillantes, courant de colline en colline, fait découvrir cet immense siff des Beni Yalla. Le jour, on suppose naïvement que la montagne est déserte.

Le lendemain, soit le vendredi, les convives pouvaient vaquer à leurs occupations. Rendez-vous était pris à 16 h 30 au lycée pour la remise solennelle de prix aux lauréats du baccalauréat de la dernière session. Sur la route du lycée à Thagremt (Dar El Hadj), en traversant le minuscule village de Timenghacht, une propre maison peinte en bleu et blanc rappelle au souvenir de ceux qui ont survécu aux affres de la guerre anticoloniale, le sacrifice de cette jeune fille sortie à peine de l'adolescence. Il s'agit de Malika Gaid, infirmière de la wilaya III historique et que Si Amirouche enrôla dans ses rangs. A l'inverse des autres villages, Thagremt, dont les belles demeures n'ont rien à envier à celles des villes, est plus aérée. Un large boulevard, où se trouve d'ailleurs

le lycée, traverse le village de part en part. L'établissement secondaire, à l'origine collège d'enseignement général, présente quelques signes de vieillissement. Les mal-façons du bâti renseignent sur l'époque déjà lointaine où il était difficile de trouver une entreprise ou même un tâcheron pour réaliser des ouvrages. Forcé, on fermait souvent les yeux sur le viol des règles de l'art. Mais il n'est pas dit qu'une réfection rafraîchissante n'est jamais la bienvenue. La salle polyvalente est à présent bondée, l'animateur, en l'occurrence le dynamique Nadjib Athmani, président de l'association Ith Yella, ouvre le bal par la présentation d'un tout jeune récitant de Coran et l'exécution de l'hymne national. L'émotion était perceptible sur tous les visages. On se rend compte que seule la religion et le territoire sont les deux liants indissolubles de l'identité nationale. La langue n'intervient que subsidiairement. Ne nous a-t-on pas traités de «barbars» ? La cérémonie, rehaussée par la présence de personnalités telles que Abdelhamid Berchiche, juriste, ancien recteur et ancien ministre, Mohamed Ghafir plus connu sous son nom de guerre : Moh Clichy, les avocats Mme Keddar d'Alger et Mouhoub Bousek-sou des Béni Ourthilane et quelques plumes journalistiques connues, dont Driss Dakik, promettait des moments sublimes. Trois générations faisaient la jonction pour célébrer un des nombreux acquis de la liberté chèrement acquise. Ce sanctuaire du savoir, dirigé par un jeune proviseur issu probablement du même milieu que celui dans lequel il vit actuellement, est à l'avant-garde en matière de résultats scolaires. Sur cent six élèves (106) candidats aux épreuves du bac, quatre vingt seize (96) le décrochèrent avec brio dont plusieurs avec mention. Les sept premiers, dont la moyenne obtenue dépassait les 14/20, ont eu droit à un micro-ordinateur, les autres à des colis-cadeaux. Même les enseignants, qui paraissaient du même âge que leurs élèves, eurent droit à l'honneur de la consécration symbolique. La cérémonie était du seul fait du dynamisme de l'association «Ilm oual a'mal» (savoir et action). L'âme du défunt Arezki Kehal, dont le lycée porte le nom, qui a consacré sa vie à l'amélioration de la condition humaine de ses congénères dans l'exil, doit se réjouir de l'aboutissement des luttes menées par sa génération et celle qui l'a suivie. Né en avril 1904 à Guenzet, il émigre en 1929 en France où il partagera sa vie avec les damnés de la terre de son pays. Il participe, le 11 mars 1937, à la fondation du Parti populaire algérien (P.P.A) à Nanterre et en devient le trésorier général. Il est emprisonné le 25 février 1938 pour délit politique dans la sinistre prison de Barberousse à Alger. Il décède le 18 avril 1939 à l'âge de 35 ans, suite à un long emprisonnement de 18 mois où la maladie eut raison de son corps. Près de 15.000 personnes et compagnons assisteront à ses obsèques de dimension nationale où il sera le premier martyr à avoir droit à l'honneur de l'emblème national. Athmane Belouizdad, en évoquant le défunt, aurait dit : «Sans lui, il n'y aurait pas eu de 1^{er} Novembre» (1).

Un grand bravo pour les initiateurs de l'événement et pour les hôtes prévenants que furent M. et Mme Zaidi.

Source :
(1) Fascicule de l'association historique et culturelle du 11 décembre 1960.
«61^e anniversaire du décès du premier martyr du PPA

L'Algérie et le droit de préemption dans le cas de Djeezy

PAR ABDERRAHMANE
MEBTOUL *

QUEL EST LE JUSTE PRIX DE DJEEZY : DES EVALUATIONS CONTRADICTOIRES

Selon son site 2009, présent au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique, Orascom Telecom Holding (O.T.H.) est un leader dans le domaine de la téléphonie et des nouvelles technologies. Implanté en Algérie, en Egypte, en Tunisie, au Pakistan, au Bangladesh, en Irak et, au Zimbabwe, comptant 50 millions d'abonnés dans le monde. Par décret exécutif du n° 02-219 du 31 juillet 2001, l'Etat algérien a approuvé l'octroi d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications cellulaire de norme GSM à la société Orascom Telecom Holding SAE agissant au nom et pour le compte de la société Orascom Telecom Algérie pour 737 millions USD. Suite à l'appel d'offre lancé en date du 27 décembre 2003 par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications, Orascom Telecom Algérie a remporté également une licence VSAT en Algérie pour la somme de 2.050.000\$ délivrée par le décret exécutif n° 04-107 du 13 avril 2004 portant approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellite de type VSAT et de fourniture de services de télécommunications au public en précisant que l'opérateur Wataniya a remporté la troisième licence de téléphonie mobile la même année, en janvier 2004 pour 421 millions de dollars, Nedjma, marque commerciale de WTA, qui a débuté son exploitation commerciale le 25 août 2004. Orascom Télécom Algérie a pris des parts de marché croissantes ce qui est logique pour toute entreprise privée, appartenant à l'Etat régulateur de jouer son rôle à travers des mécanismes transparents. Ainsi, l'opérateur privé de téléphonie mobile Djeezy a réalisé un chiffre d'affaires de 1,86 milliard de dollars en 2009 soit une baisse de 8,5% par rapport à 2008 (2,04 milliards) selon son bilan financier annuel publié, officiellement sur son site. Toujours selon son bilan officiel que les bénéfices se sont élevés à 580 millions de dollars en 2008. L'Ebitda (revenus avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations) a enregistré une baisse de 17,3% passant à 1,06 milliard de dollars en 2009. La marge d'Ebitda est évaluée à 57,1% en 2009 contre 63,2% en 2008. Cette baisse s'explique essentiellement, selon OTA par la hausse des investissements de l'opérateur privé Djeezy, en 2009. Les investissements de Djeezy auraient augmenté, selon la même source, de 56%. Selon toujours son site, Djeezy aurait 14,8 millions d'abonnés et 59% du marché algérien à la fin d'une année 2009 (perte d'environ entre 100.000 et 200.000 abonnés) et les responsables du groupe Orascom Telecom Holding estiment que «les événements qui ont entouré le match Egypte-Algérie en novembre dernier au Caire ont eu un impact négatif de 55 millions de dollars sur les revenus de Djeezy au quatrième trimestre 2009, un chiffre auquel s'ajoutent 41 millions de dollars de destructions de matériels toujours selon Orascom. Sans compter les problèmes fiscaux, où le 11 avril 2010, OTA a dû s'acquitter d'un redressement fiscal de 113 millions d'US\$, première tranche d'un redressement qui s'élèverait à près de 600 millions d'US\$. Comme il ya lieu de signaler qu'en cas de cession se pose le problème de l'application des dispositions de la loi de finances complémentaire 2009 qui stipule un taux d'impo-

Cette présente analyse pour Le Quotidien d'Oran se propose d'aborder la problématique du droit de préemption du gouvernement algérien dans le cas de Djeezy, celui des télécommunications qui d'ailleurs, comme dans tous les pays du monde, est un secteur stratégique déterminant la sécurité nationale.



sition à 20% du taux de l'IRG applicable aux plus values de cession de la partie étrangère (article 47 Loi de finances 2009). C'est dans ce cadre mouvementé qu'il est utile de rappeler que plusieurs rumeurs couraient depuis plus d'une année, bien avant le match Algérie Egypte concernant la vente d'Algérie Djeezy filiale d'Orascom Telecom Holding (OTH). Cela a concerné d'abord Videndi SA en partenariat avec Cevital le partenaire français ayant démenti l'information. La presse financière s'est fait également l'écho de cession à Sonatrach en espérant que cela ne sera pas le cas, Sonatrach société stratégique, ses ressources financières étant la propriété de la Nation, devant revenir à ses métiers de base et éviter à la fois les interférences avec d'autres départements ministériels et la dispersion afin d'améliorer son management stratégique. Et que le PDG d'Orascom Naguib Sawaris, a déclaré le 06 mars 2010 au Journal émirati, The National, qu'il envisageait de céder une partie de son capital ou la possibilité d'une fusion avec l'Emirati Itasal. Et fin mars 2010, rapporté par le Financial Times, avec l'opérateur sud-africain MTN, qui disposerait de 116 millions de clients, mais étant présent surtout en Afrique du Sud, au Nigeria et en Iran. Dans un flash répercuté par bon nombre d'agences de presse internationales le 02 juin 2010, la direction d'Orascom estime que la firme sud-africaine MTN lui a offert 7,8 milliards de dollars pour racheter «Djeezy». Mais dernier rebondissement, la Deutsche Bank le 9 août 2010 valorise Djeezy à 3,6 milliards de dollars contre un cours actuel à la Bourse du Caire, de 2,6 milliards de dollars.

L'ETAT ALGERIEN ET LE DROIT DE PREEMPTION

Ces différentes déclarations ont fait réagir le gouvernement algérien qui entend faire prévaloir le droit de préemption et que «toute transaction qui ne respecte pas les dispositions légales ne sera pas avalisée par les pouvoirs publics et sera déclarée nulle et sans effet» invoquant l'article 62 de la loi de finances complémentaire de 2009 qui stipule que «l'Etat ainsi que les entreprises publiques économiques disposent d'un droit de préemption sur toutes les cessions

de participations des actionnaires étrangers ou au profit d'actionnaires étrangers». De même afin de mettre en conformité les sociétés qui échappent à la condition de détention du capital et/ou de cessions d'actions ou de parts sociales, les dispositions de l'avant-projet de la loi de finances complémentaire 2010, sous réserves qu'elles soient adoptées par le parlement, stipulent pour augmenter leur capital ou modifier leur actionnariat, les entreprises étrangères détenues à plus de 51% par des étrangers devront accueillir un ou plusieurs actionnaires locaux à hauteur de 51% du capital. Donnant une rente de situation aux sociétés installées avant cette loi, ces dispositions ne s'appliqueront pas dans le cas de la modification du capital social (augmentation ou diminution) qui n'entraîne pas un changement de l'actionnariat et de la répartition du capital entre les actionnaires; la suppression d'une activité ou le rajout d'une activité connexe; la modification de l'activité suite à la modification de la nomenclature des activités; la désignation du gérant ou des dirigeants de la société et le changement de l'adresse du siège social. Pour le cas particulier de la loi sur les postes et les télécommunications, cette dernière ne permet pas la vente d'une licence de téléphonie mobile sans l'aval de l'autorité de régulation. Il est utile de rappeler que le droit de préemption est défini comme un droit légal ou contractuel accordé à certaines personnes privées ou publiques d'acquiescer un bien en priorité à tout autre personne lorsque le propriétaire manifeste la volonté de le vendre. Si ce droit est appliqué pour la cession d'entreprises dans bon nombre de pays pour des raisons qu'ils jugent stratégiques, le grand problème est que cela doit figurer dans le contrat initial (il n'y a pas de rétroactivité dans le droit international) et de s'entendre sur la totalité ou une fraction de la vente et sur le prix de cession. Or cela pose problème lorsque cette société est cotée en bourse et qu'elle cède non pas la totalité mais des ventes d'actions partiellement, pratique quotidienne au niveau des bourses mondiales où s'échangent chaque jour des centaines de milliards de dollars (fusion et cession des grandes compagnies), qui est d'ailleurs le prin-

cipe fondamental du fonctionnement de l'économie mondiale. Cela posera d'ailleurs le même problème pour les autres secteurs où Orascom a investi en cas de cession et comment ne pas rappeler l'histoire de l'entrée du groupe français Lafarge dans les cimenteries algériennes ayant racheté les parts d'Orascom, cette dernière ayant réalisé une importante plus value mais dont la responsabilité entière du préjudice financier subi par l'Algérie relève du ministère de la Promotion de l'investissement qui a mal négocié et non Orascom et Lafarge qui n'ont fait qu'appliquer la pratique commerciale légale en droit des affaires. Tout en reconnaissant selon les juristes que j'ai consultés qu'à la différence des entreprises commerciales, en droit des télécommunications, la licence octroyée encadre l'activité de l'opérateur qui en a bénéficié et définit ses droits et obligations et est attribuée pour une durée limitée, étant assortie de conditions spécifiques. Tout au plus, l'Algérie peut donc faire prévaloir les clauses contenues dans le cahier des charges où l'autorité de régulation doit être averti avant toute transaction en application l'article 19 du décret exécutif n°01-124 du 9 mai 2001 que tout projet de cession par le titulaire de la licence des droits découlant de la licence doit faire l'objet d'une demande auprès de l'Autorité de régulation, de l'article 3 du décret 01-219 qui régit le marché du GSM qui note que la licence acquise dans ce cadre «est personnelle et ne peut être cédée ou transférée que dans le cadre et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux conditions fixées dans le cahier des charges et de l'article 40 qui stipule expressément que toute modification affectant la participation directe ou indirecte dans le capital social doit faire l'objet d'une notification préalable à l'ARPT. Cette dernière doit également être informée de toute modification affectant directement plus de 10% de la répartition de l'actionnariat du titulaire et non invoquer la loi de finances 2009 puisque les clauses contenues en 2002 ne prévoyaient pas de droit de préemption comme dans le cas des cimenteries cédées à Lafarge, Il faudrait donc connaître en détail le cahier des charges pour se prononcer scien-

tifiquement. Mais le cadre d'une économie mondialisée, la pratique des affaires montre clairement que le juridisme étroit et les lois protectionnistes ne résistent pas toujours devant les juridictions internationales.

L'ALGERIE FACE AUX PRATIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES

C'est que l'Algérie semble avoir du chemin à faire pour pénétrer dans les arcanes de cette nouvelle économie. Dans la pratique des affaires tant locales et surtout internationales et les différentes réévaluations des projets dans tous les secteurs avec les partenaires étrangers montrent clairement, qu'il ne suffit pas de signer un contrat sans maturation (mentalité de nos bureaucrates mus par l'unique dépense monétaire) mais de bien suivre son cheminement, impliquant un management stratégique tant central que local de hauts niveaux supposant une moralité sans faille des négociateurs. La confiance étant fondamentale, dans la conjoncture actuelle, il serait souhaitable pour l'image de l'Algérie où certains organismes internationaux et observateurs nationaux voient dans l'actuelle politique économique un retour au volontarisme étatique des années 1970, suicidaire d'ailleurs pour l'Algérie, le manque de cohérence et de visibilité et un frein à la réforme globale alors que l'adaptation à l'ère mondialisée est une exigence de l'heure (pour preuve, la compagnie française d'assurance spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation (Coface), ayant mis sous surveillance négative de la note B, environnement des affaires de l'Algérie début fin juillet 2010), et que ce dossier qui est suivi avec attention tant par les opérateurs internationaux installés en Algérie et que ceux désireux d'investir, qu'une entente se fasse entre l'opérateur égyptien, en cas bien entendu où il y aurait cession et l'Etat algérien sur un prix raisonnable. Il s'agit, comme j'ai eu à le souligner dans mes interviews récentes tant à Radio Algérie Internationale le 10 mars 2010, à la télévision internationale Al Djazeera sur ce sujet le 01 mai 2010, et début juin 2010 à l'hebdomadaire parisien Jeune Afrique, d'éviter des litiges inutiles au niveau des tribunaux internationaux. Ces litiges terniraient l'image de l'Algérie, en évitant surtout les erreurs passées de liquidation des actifs de Khalifa alors qu'ils auraient pu être redynamisés pour revenir à un monopole source de gaspillage et de surcoute. Mais également qui ne serait pas profitable à Orascom, avec la dépréciation à la longue de l'actif, la valeur de Djeezy dépendant fondamentalement du nombre d'abonnés algériens, en cas de retrait des puces, cette valeur tendant vers zéro ce que l'on appelle la part de marché (goodwill) qui détermine une part de la valeur de l'action. Cependant, il faut éviter le retour à la monopolisation dans le cadre des télécommunications au profit exclusif de l'Algérie Télécom. Contrairement à certains discours chauvinistes, la politique du déficit budgétaire des Etats du monde à la lumière de la crise mondiale actuelle, montrant d'ailleurs les limites des endettements des Etats, ne signifie pas le retour au tout Etat gestionnaire, mais faire jouer un rôle stratégique à l'Etat régulateur afin d'éviter les effets pervers du marché, la suprématie de la sphère financière sur la sphère réelle, concilier les coûts sociaux et les coûts privés et la dynamique économique et la dynamique sociale mais dans le cadre mondial du fait des interdépendances accrues des économies. La réussite des pays émergents tenant compte des spécificités historiques, doit être médiée par l'Algérie.

Professeur d'Université
management stratégique

Par Pierre Morville



Un sale été pour Sarkozy (2ème partie) : vilaines dérives sur l'immigration et la délinquance

Pour faire oublier les impasses économiques, l'affaire Woerth, la chute dans les sondages, le Président re-enfourche son cheval favori, la sécurité. Au risque de ne pas convaincre longtemps.

TENSION TOUJOURS VIVE DANS LES BANLIEUES..



ET SI NOUS METTONS EN PLACE TOUS ENSEMBLE UNE RELATION D'AMITIÉ SINCÈRE ET COURTOISE ?

Joli coup, Nicolas ! Bien au-delà des découpages gauche-droite, beaucoup de républicains avaient été choqués par ses dernières propositions démagogiques et réactionnaires, associant étroitement délinquance et immigration, Français d'origine étrangère et menaces sur la nationalité.

Hélas ! Hélas ! Un sondage opportun paru dans le Figaro montre que l'essentiel de Français applaudissent ces annonces iniques. Sur la possibilité de déchoir de leur nationalité des délinquants qui auraient acquis la précieuse carte d'identité, 70% des sondés y sont favorables comme 50% des électeurs de gauche. Et l'adhésion est encore plus forte lorsque le retrait de la nationalité française porte sur des cas d'excision ou de polygamie, avec 80% de réponses positives (60% à gauche). La fermeture des camps des romani-chels ? 94% à droite et 60% à gauche approuvent !

Seule exception, le clivage droite-gauche se reconstitue sur la prison proposée pour des parents de délinquants récidivistes (35% favorables à gauche, 75% à droite). Un tel plébiscite de la « France qui a peur » permet au président de s'éloigner de ses ennemis actuels. Un temps.

LA SÉCURITÉ, LA RÉPONSE TOUTE FAITE QUI MARCHÉ TOUJOURS ?

C'est à voir. Ce succès démagogique de Sarkozy peut-il tourner victoire à la Pyrrhus ? Le triomphe claironné peut-il déboucher de sévères déconvenues ? Oui, pour trois raisons.

Si les résultats du sondage IFOP-Le Figaro ne rassure pas sur le niveau de civisme de mes concitoyens, il ne signifie pas pour autant que l'opération populiste liant honteusement sécurité et immigration fasse partie aujourd'hui des priorités des Français. L'ensemble des enquêtes des instituts de sondage des derniers mois indique bien au contraire que les questions sécuritaires ne font plus partie des préoccupations les plus urgentes. Dans le baromètre de la SOFRES sur les « préoccupations des Français » daté de juin 2010, la « sécurité des biens et des personnes » apparaît au 10ème rang des soucis, loin derrière le chômage et l'emploi qui reste la principale préoccupation, à 74% dans le classement des urgences. Derrière, le financement des retraites poursuit sa progression entamée avec le lancement du débat sur la réforme du gouvernement, avec 58% des réponses les plus fréquentes. Viennent ensuite la santé et la qualité des soins, l'évolution du pouvoir d'achat, la qualité de l'enseignement, les inégalités sociales, l'environnement...

Malgré « l'effet-loupe » liée à une forte médiatisation gouvernementale, ce ne sont pas quelques annonces populaires mais totalement contraires à la tradition républicaine, qui détourneront l'inquiétude des Français sur ce qui les concerne le plus : la crise actuelle et ses conséquences sur eux-mêmes et leur famille.

On peut objecter que dans un contexte de crise sévère et durable, sans solution de sortie rapide, la xénophobie organisée peut justement, comme dans les années 1930, faire jouer à des communautés étrangères (les Juifs à l'époque) le rôle de bouc émissaire et de paravent à l'impuissance des politiques. On n'en est pas là.

Mais la tentation de l'exploitation politique des « faits divers » existe bien dans le clan Sarkozy. Est-ce un bon calcul ? En matière de sécurité, il a disposé depuis huit ans, de tous les moyens com-

me ministre de l'Intérieur puis comme Président. Chaque jour, le chef de l'état constate l'échec de sa politique, chaque jour, il s'en indigne (!). Chaque jour, il prend de nouvelles mesures plus répressives que celles de la veille. A chaque fois, les résultats sont loin d'être probants, malgré les discours d'autosatisfaction de sa majorité puissamment relayés dans les médias amis (TF1, le Groupe Hachette, le Figaro...)

Deux longues années nous séparent de l'élection présidentielle qui reste à l'évidence la seule obsession du bon Nicolas. De nouvelles surenchères permanentes pourront apparaître à la longue comme un aveu d'échec à des électeurs lassés d'attendre des résultats concrets.

De même, l'agitation sécuritaire perpétuelle ne permettra pas de faire oublier aux Français, la réalité quotidienne de la crise économique. Gageons que les millions de personnes qui manifesteront le 7 septembre prochain sur les retraites, n'auront pas les Roms ou la polygamie comme 1er sujet d'intérêt.

Par ailleurs, les rapports de force politique évoluent et le système Sarkozy s'use. Persuadé jusqu'au bout de son assise présidentielle, le bondissant Nicolas avait été pris de court par le résultat des dernières élections régionales : la Gauche a été très nettement majoritaire et, fait nouveau, le Front National est ressorti de sa boîte, dirigée par Marine Le Pen, fille de son père et très habile tacticienne. Reconquérir les franges les plus à droite de son électorat est donc devenue la principale obsession du Président. En enfourchant la rhétorique de la formation d'extrême droite, Nicolas Sarkozy court un double risque : ne pas convaincre des électeurs ulcérés qui préféreront éventuellement « l'original » (le FN) à la copie (Eric Besson) ».

2012 : UNE PRÉSIDENTIELLE À HAUT RISQUE
Quant à imaginer une « ouverture » de la majori-

té gouvernementale à Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy y perdrait à coup sûr les centristes et ce qui reste de gaullistes à l'UMP. D'autant que les sondages montrent également que des personnalités de « l'opposition de droite » marginalisées au départ par le rouleau-compresseur de l'UMP, parti présidentiel omniprésent à défaut d'être omnipotent, résistent et font leur trou.

Dans une récente enquête Ifop pour Sud-ouest dimanche, Dominique de Villepin (10%), François Bayrou (9%) étaient pour une fois testés dans une approche moins « traditionnelle » de l'offre politique. En tenant compte de ces candidats aujourd'hui méprisés par les états-majors des grandes formations, les leaders des partis de gouvernement, Martine Aubry et Nicolas Sarkozy, affichent chacun un modeste score de 26%. Marine Le Pen est créditée d'un 11%, un étiage équivalent à celui de la Gauche de la Gauche. Dans un tel scénario d'extrême dispersion des voix, il n'est pas invraisemblable qu'il arrive à Nicolas Sarkozy, une réédition du martyr infligé en 2002 à Lionel Jospin : sa brutale élimination à l'issue du 1er tour 2002, le second scrutin voyant s'affronter Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen ! Un second tour Martine Aubry/ Marine Le Pen donne des frissons à l'UMP. On en est loin mais l'arrière plan d'une longue crise économique, les inquiétudes multiples de Français, renforcées par les errements tacticiens de Nicolas Sarkozy font de la Présidentielle de 2012, une élection à hauts risques.

ROCARD : « ON N'AVAIT PAS VU ÇA DEPUIS VICHY »

Le troisième risque que court Nicolas Sarkozy concerne la dégradation de sa propre image. Plus largement, celle-ci peut écorner la représentation de la fonction présidentielle dans la démocratie française.

Nicolas Sarkozy a beaucoup de qualités : c'est un homme d'action, il n'hésite pas à bousculer les lignes traditionnelles de la vie

politique française, il s'engage à 120% dans sa mission. Il a une haute idée de celle-ci et de sa propre personne. Il a très dignement représenté son pays sur la scène internationale.

Nicolas Sarkozy a beaucoup de défauts. A part son admiration de la réussite personnelle par l'argent, il ne semble avoir guère de convictions, sinon successives et contradictoires mais toujours affichées avec la plus grande conviction. Il a tendance à confondre le service de l'État et le sien propre. Il semble ne se fier qu'à ses propres intuitions quand il ne s'agit pas de ses foudrues. Plus généralement, Nicolas Sarkozy ne laisse personne indifférent : c'est une personnalité propre à créer spontanément les plus vives sympathies ou à faire surgir d'emblée les rancœurs les plus tenaces. Il séduit facilement mais il déçoit beaucoup.

Ce portrait est certainement injuste, incomplet et subjectif mais à tout le moins, il faut bien admettre que Nicolas Sarkozy ne présente pas spontanément les qualités d'un rassembleur, d'un fédérateur, d'un « père de la Nation ».

Il n'est pas responsable de tout : secoué par une crise économique d'ampleur et d'origine nord-américaine, il a été pris à contrepied de ce fait, sur la quasi-totalité de ses promesses électorales. Mais il s'engluait tout seul dans une défense forcée des Français les plus riches, l'affaire Woerth étant le symbole même des rapports consanguins entre le haut appareil d'Etat et la bourgeoisie très, très fortunée.

Le plus grave n'est pas là. Plus que tous ses prédécesseurs de la V^e République, il semble avoir oublié qu'il est, au moins sur le papier, le « Président de tous les Français ». Lui, fils d'immigré hongrois, marié à une citoyenne italienne, il n'a eu de cesse d'opposer les « immigrés-étrangers-vecteurs de violence » aux braves citoyens français. Il vient de franchir un pas de plus en opposant les Français « d'origine étrangère » aux autres. Les der-

nières prises de position présidentielles qu'il s'agisse de la traque des Romanichels, les menaces de perte de la nationalité française pour des citoyens français coupables de délits pour des peines à cinq ans de prison, l'embaillonnement de parents coupables des errements de leurs enfants mineurs, révèle ne logie folle et inefficace au mieux, au pire, perverse. A moins qu'il ne s'agisse d'un mauvais mélange des deux. Le pire, c'est que l'exécutif sait pertinemment que les mesures proposées ne sont guère constitutionnelles et risquent fort d'être retoquées. Le constitutionnaliste Guy Carcassonne « doute » ainsi que la déchéance de la nationalité française pour des crimes de droit commun, soit légale au regard de la Constitution de la Ve République. « L'article 1 de la Constitution dit que la République assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », observe-t-il. Alors pourquoi le Président de la République française, garant de la Constitution, s'amuse-t-il à de telles fantaisies contestables sur le plan juridique, citoyen et moral ?

La réponse a été donnée de façon abrupte par Michel Rocard. L'ancien Premier ministre socialiste est une figure à part. Père de la deuxième gauche, il a souvent été contesté dans son propre camp pour son « réalisme ». Il a un peu surpris en faisant quelques gestes d'ouverture à Nicolas Sarkozy, au lendemain de l'élection de celui-ci. Mais nul à droite comme à gauche n'a jamais suspecté son indépendance intellectuelle et morale. Ces considérants rendent encore plus acerbe son jugement récent sur Sarkozy dans un interview à Marianne. Extraits :

« MR - (...) Je vous le dis comme je le pense, les intentions sont scandaleuses. »

Marianne : - Vous dites que le président cherche la guerre civile, qu'il veut faire descendre les gens dans la rue...

M.R. : Je dis qu'il le paiera et qu'il l'aura mérité. (...) Je serai sec et sans bavure : c'est inadmissible. Mais le pire, c'est que ça ne marche pas. Il n'y a d'amélioration ni sur le plan de la sécurité ni sur celui de l'immigration (...) Quand on va chercher l'électorat du Front national, voilà sur quels scandales on débouche. La loi sur les mineurs délinquants passe de la responsabilité pénale individuelle à la responsabilité collective. On n'avait pas vu ça depuis Vichy, on n'avait pas vu ça depuis les nazis. Mettre la priorité sur la répression, c'est une politique de guerre civile. » « Politique de guerre civile ». Bigre !

NICOLAS MISE SUR L'INCOMPÉTENCE DE SES OPPOSITIONS

Candidat à l'élection de 2007, Nicolas Sarkozy avait gagné par sa fougue, sa détermination. Son programme se réduisait à quelques thèmes forts et aisément simples. « Travailler plus pour gagner plus » : on en rit encore. La sécurité des Français garantie et renforcée. L'aveu d'échec est patent. Une certaine volonté « d'Union nationale » sur les grands sujets de transformation en France. L'ouverture fut une parodie et rarement, un Président français a recueilli à mi-mandat, une si piètre image dans les sondages. Certes, Nicolas Sarkozy peut redresser la barre mais il lui faudra renoncer à des habitudes de gouvernance qui aujourd'hui lui collent à la peau. Certes, le candidat Sarkozy peut également tout miser sur les faiblesses de ses oppositions. Mais le pari est risqué.

RÉALITÉS
TUNISIE

AZZA TURKI

Comment oublier cet épisode ? Car il a été déterminant dans sa vie. En le racontant, Mourad ne peut cacher son amertume. C'était un jour de semaine. Il passait une agréable soirée dans son appartement avec sa compagne et quelques amis. Il était près d'une heure du matin lorsque la police fit irruption. Pas de flagrant délit avéré. Il n'y avait ni alcool, ni drogue, ni une quelconque dépravation sexuelle. Ce que les policiers constatèrent... Une soirée "normale" entre amis. Néanmoins, les lieux furent fouillés de fond en comble "à la recherche d'une éventuelle substance illicite". Toujours rien... Sur place, l'atmosphère se détériora en un clin d'œil et la stupéfaction fit place à la peur. Et pour cause, tout le monde fut emmené au poste. Aussitôt arrivés, aussitôt relâchés, le calvaire des invités prit donc fin rapidement. Mourad et sa compagne, pour leur part, furent retenus. Placés dans deux pièces séparées, ils furent interrogés par la police. Et la séance débuta... Quelle est la nature de leur relation ? Vivent-ils ensemble ? Les questions se suivirent et se firent de plus en plus pressantes. Puis l'un d'eux ou les deux, (Mourad ne se souvient plus) lâche(nt) la vérité. Le concubinage est avoué. Les deux vivaient maritalement sans contrat. C'est ce que retint le procès verbal. Pris de compassion, l'un des policiers lui concéda : "Tu es malchanceux. Ça tombe sur toi. Mais cela aurait pu être n'importe qui". Et Mourad de préciser, comme pour se justifier : "Je ne pensais pas que cela allait prendre une telle ampleur". Pas de flagrant délit... Une soirée au cours de laquelle sa compagne aurait pu se fondre dans le décor amical... Comment se fait-il que les deux aient été ciblés par la police ? Comment explique-t-il le fait que la police était au courant, se "doutait" de quelque chose à son arrivée ? Mourad l'ignore et ne veut pas le savoir. "Trop peur d'être déçu". Avant de poursuivre dépitée, "cela peut-être une ex ou même une personne de mon entourage, un supposé ami que je continue de voir". Et le cauchemar continua. De fait, dès le lendemain, Mourad fut déferé devant le juge. Il en fut de même pour sa compagne. Au tribunal, le couple est jugé aux côtés des voleurs, des violeurs et autres inculpés de droit commun. "Le juge n'a pas cherché à comprendre. Il te voit comme un obsédé sexuel, un pervers. Nous (ndlr : Mourad et sa compagne) étions regardés avec mépris". Au regard s'ajouta la sentence. Le couple est condamné dans le cadre de l'article 36 de la loi réglementant l'état-civil. La sentence ? Un choix qui eut rapidement raison de leurs convictions, quelles qu'elles soient... Trois mois de prison ou un mariage dans les plus brefs délais. Sans surprise, le couple opta pour le second. Le mariage fut aussitôt célébré. Mourad le considère aujourd'hui comme "sa preuve d'amour", car "je me suis senti fautive par rapport au calvaire qu'elle a vécu". A titre d'anecdote, Mourad interjeta appel... "Afin d'enlever l'inscription sur le bulletin numéro 3".

En Tunisie, le cas de Mourad n'est pas isolé. Les rubriques "faits divers" des différents quotidiens en font régulièrement leurs choux gras. Et les termes sont loin d'être élogieux pour qualifier ce genre de faits. "Dépravation, débauche, vice et amoralité", le concubinage en Tunisie est condamné par la société dont le juge n'est que l'expression. Pour ceux qui choisissent de le vivre, le risque est grand. La plupart des personnes interrogées l'affirment sans hésitation. Ils n'ont jamais eu de problème avec la po-

Ce sont les sans-papiers de la sphère privée... Par choix ou par "défaut", ces couples ont opté pour l'union libre. Leur situation "matrimoniale" de fait est un pied de nez à l'Institution sacrée. Qui sont-ils ? Comment vivent-ils ? Ou encore quelles sont les formes de concubinage en Tunisie ? Enquête...



lice. Mais l'essentiel est de ne pas pousser le bouchon trop loin, la discrétion est de mise.

LES CLANDESTINS...

Discrétion oblige... Mis à part "quelques privilégiés", le concubinage se vit rarement dans la lumière. Et de fait, il est "toléré" tant qu'il n'est pas visible. Du moins, dans les grandes villes... car il a plus de chances de passer incognito. En Tunisie, le mariage étant la norme, l'idée d'avoir des voisins concubins traverse rarement l'esprit. Et en présence d'un doute, tant que la pratique n'est pas ostentatoire, on ferme les yeux. "Dans la vie de tous les jours, il reste mon mari aux yeux des gens. Et je ne démens jamais. Seuls mes intimes connaissent la vérité", nous explique Salwa, la quarantaine, deux années de concubinage. Ainsi soit-il ! Il empruntera donc l'habit de la Norme. Le compagnon devient "l'époux". La conjointe est souvent introduite comme ma "femme". Aux yeux des gens, le couple est Monsieur et Madame X. Autre exemple, seul l'un des conjoints reçoit son courrier à domicile. L'autre garde une adresse subsidiaire.

Cependant, la clandestinité ne coule pas de source. Premier obstacle et non des moindres... celui de la famille. Marié, puis divorcé, Ridha, la cinquantaine, a enchaîné les relations sans avoir le courage de franchir l'étape cruciale de l'union libre. "Que dire à ma mère s'il lui venait un jour à l'esprit de me rendre visite d'une manière impromptue ? Mon respect pour la femme m'empêche de lui dire de partir. Et ma mère ne l'accepterait pas. Je ne peux pas demander à quelqu'un de venir vivre en concubinage avec moi tant que je ne

peux l'assumer", explique-t-il. Renouvellement générationnel ? Sa propre expérience lui a permis de ne pas imposer les mêmes règles à son enfant : "Je ne lui ai pas interdit de s'installer avec la personne de son choix. Cette expérience lui a permis de connaître l'autre". Si le regard des gens est plus ou moins facile à gérer, celui de la famille est souvent insoutenable. Chantage affectif, exclusion, déni, isolement, les sanctions sont souvent impitoyables. A titre de prévention, certains préfèrent mentir à leurs proches. "Ses parents sont à des centaines de kilomètres de la Capitale. Lorsqu'ils venaient à Tunis, elle organisait un rendez-vous dans un café pour les rencontrer. Sinon, elle se déplaçait régulièrement pour aller leur rendre visite. Ils n'ont jamais été au courant", nous raconte Mourad. Avant d'ajouter : "C'est assez ironique, pour une femme qui se dit libre, d'être obligée de mentir ainsi". Les intolérances familiales ne sont pas les seules à gérer. Vivre en concubinage en Tunisie sous l'œil affûté du voisinage est parfois périlleux. Alors des précautions sont généralement prises pour éviter d'attirer l'attention. Mais la condamnation n'est jamais loin. Il suffit d'une banale dispute avec son voisin pour que les accusations et les insultes fusent. "C'était l'Aid. Ma voisine avait acheté un mouton qu'elle avait placé dans l'entrée de l'immeuble. C'était devenu irrespirable. Le hall n'était pas entretenu. Je suis allé la voir pour en discuter. Mais de fil en aiguille, le ton est monté. Elle m'a dit que je n'avais pas le droit de parler et de venir la voir. Que je n'étais pas une femme de bonnes mœurs. Et que ma maison était comme un moulin pour les hommes", nous a raconté Sarra. Elle n'en revenait

pas. Cette voisine lui souriait chaque matin quand elles se croisaient dans les escaliers ...

DURÉE DE VIE LIMITÉE ?

Cependant, il existe certains cas où l'entourage fait preuve de compréhension. Monia, divorcée, deux enfants, vit avec un homme marié...mais séparé de sa femme et en instance de divorce. Le risque est d'autant plus grand pour elle que tant que le divorce n'a pas été prononcé, leur situation est juridiquement qualifiée de "bigamie". Mais Monia ne pense pas à cela. Voilà depuis d'un an qu'ils se sont installés ensemble dans un quartier chic. Son entourage, père, mère et même ses enfants, "le considère aujourd'hui comme un membre à part entière de la famille". "Beau, aisé et de bonne famille"... La mère est fière de son futur gendre. D'ailleurs, c'est ainsi qu'elle le présente. Il ne rate aucune fête familiale, ni événement en tout genre. Le concubinage ne serait donc qu'une étape avant le mariage, ce qui permet de l'accepter plus facilement.

Et ceci est la deuxième caractéristique, et non des moindres... Le concubinage en Tunisie est rarement un engagement pour la vie. "En Europe, les gens vivent facilement en concubinage car il n'y a ni pression sociale, ni religieuse qui existe dans leurs contrées. De même, les gens souhaitent souvent mieux se connaître et s'apprécier avant de s'engager dans un mariage proprement dit. Il y a de fait une dévalorisation du papier que représente le mariage. Pour eux, "l'engagement est un engagement du cœur", note le psychothérapeute Sofiane Zribi. Contrairement à sa conception occidentale, en Tu-

nisie, l'ombre du mariage ne plane jamais bien loin. Aboutissement "naturel" ou "forcé", la question de la "régularisation" se pose un jour ou l'autre au couple. La plupart des personnes qui s'installent en concubinage se projettent dans un avenir consensuel. Car comment envisager "avoir un enfant" si le couple n'est pas marié ? Le concubinage, généralement, est une étape avant le mariage. En outre, il est mis à l'épreuve pas les soubresauts sociaux. L'isolement, les regards, les mensonges et le poids sacré de l'Institution matrimoniale rattrapent le couple. De fait, le concubinage en Tunisie a dans la majorité des cas une date de péremption. "Au début, il y a un sentiment de défi, une sorte d'affirmation de l'être. Par la suite, la répression de la famille et de la société devient très lourde à gérer. On se rend compte qu'on ne peut pas aller n'importe où avec son conjoint. L'opposition sociale est difficile et la situation devient intolérable. Le couple clandestin doit régulariser sa situation", nous explique le docteur Zribi. Cette assertion ne s'applique pas à ceux ou celle qui vouent une haine (ou une méfiance) viscérale vis-à-vis du mariage. Salwa en est l'exemple même. Le seul mot pour qualifier son mariage : "chaotique". "J'ai mis longtemps avant de me marier. Puis j'ai cru trouver la bonne personne. Ce n'était pas la perle rare. Mais il était aisé et plutôt d'une bonne famille. Il s'est avéré que nous étions complètement incompatibles, et ce sur tous les plans. En plus c'était un joueur invétéré. Il m'arrivait de rentrer à la maison et découvrir que des objets avaient été vendus durant mon absence. Je me suis enfuie du domicile conjugal alors que j'étais enceinte de deux mois de ma fille. Aujourd'hui quels que soient les hauts et les bas de ma relation actuelle, je vis pour moi et je suis anti-mariage". Bref, un engagement libre et sans contraintes...

LE QUASI...

Le concubinage, conception occidentale ? Pas aussi simple. En Tunisie, il a de multiples formes. Une, en particulier, s'est développée ces dernières années. En "bonne musulmane", Amira balaie d'un revers le terme de concubinage. Il n'entre même pas dans son lexique. Certes, elle partage la vie d'un homme. Certes, cet homme n'est pas son époux devant la loi. Certes, il n'existe aucune conséquence juridique. Amira en est consciente. D'ailleurs, elle ne veut pas avoir d'enfants. Mais pour elle, cela ne fait aucun doute : l'homme avec qui elle vit est son époux. Son mariage "coutumier" a été célébré en présence de sa famille, au courant de sa relation, quelques amis triés sur le volet et un cheikh, "qui les connaît bien". Le coût du "mariage" ? Quasiment rien... Ni réception, ni soirée ruineuse, mais un "hizb allatif" auquel fut convié le cheikh. Et pourtant rien ne s'opposait à une union "normale". Il n'existait aucun empêchement à l'union, il n'était pas marié. Elle a opté pour un mariage coutumier. Sa raison... Financière. Depuis le décès de son père, sa mère étant décédée, elle perçoit le salaire de ce dernier au regard de son statut précaire. Elle ne travaille pas. Cette pension lui aurait été enlevée en cas de mariage. Or elle représente le principal fonds de son indépendance. Depuis Amira est en paix... La "reconnaissance divine" est ce qui lui importe le plus. Le reste n'est donc que "superficialité". Aujourd'hui, elle ne se considère pas en infraction. Son statut s'apparente peut-être à un concubinage, il est tout de même vécu comme un mariage. Et pour cause ! Son "mari" prend en charge les dépenses et est "le chef de la famille". Il fait les courses et paie les factures. Et aux yeux des voisins, ils sont Monsieur et Madame X.

Suite en page 19

Émirats arabes unis S'en prendre au BlackBerry ? Une très mauvaise idée

Invoquant la sécurité nationale, les Emirats arabes unis ont annoncé la suspension, à compter du 11 octobre, de certains services de ce téléphone multimédia. Mais le quotidien britannique Financial Times les soupçonne de vouloir surtout restreindre la liberté d'expression. Une initiative qui pourrait se retourner contre eux.



Courrier
INTERNATIONAL

Résolus à ce qu'aucune conversation téléphonique ou message de données ne leur soit inaccessible, les Emirats arabes unis sont devenus le premier pays à vouloir interdire les services du BlackBerry. [En mai, le Pakistan a, de son côté, bloqué l'accès à Internet des utilisateurs de ce téléphone multimédia.] La technique sûre de cryptage sur ce téléphone portable ne représente pas seulement un irrésistible argument de vente pour Research In Motion (RIM), son fabricant canadien. Elle constitue également une épine dans le pied des autorités des Emirats arabes unis, qui, dans l'impossibilité d'écouter aux portes, reprochent à RIM de ne pas respecter les lois du pays.

Comme tous les Etats, les Emirats sont en droit d'avoir accès aux enregistrements de communications privées en cas de menaces criminelles ou pour la sécurité nationale. Et les Emirats sont sans doute plus susceptibles d'être confrontés à ces menaces que beaucoup d'autres pays. C'est un pays relativement ouvert dans une région instable et opprimée et il est exposé aux deux forces déstabilisatrices que sont l'Iran et le terrorisme djihadiste. Enfin, son modèle de croissance étant en partie bâti sur son statut de centre touristique, économique et financier, son économie est particulièrement vulnérable à la criminalité.

La stratégie du pays a été d'ouvrir grand ses frontières, mais en surveillant chacun de près. La brèche ouverte par les services de messagerie instantanée et de courriel de BlackBerry, dont les données sont cryptées et envoyées sur les serveurs de RIM à l'étranger [au Canada et au Royaume-Uni], s'est à l'évidence trop élargie pour

ne pas déranger les autorités. Le risque toutefois est que, si RIM leur donne l'accès qu'elles désirent si ardemment, elles en profitent pour épier la population locale autant que pour déjouer des menaces extérieures. La liberté d'expression est déjà réduite à peau de chagrin aux Emirats arabes unis, dans une région guère connue pour son attachement au pluralisme politique. La ruse maladroite à laquelle le gouvernement s'est livré l'année dernière, quand [par le biais d'Etisalat, le géant des télécommunications local] il avait conseillé aux utilisateurs de télécharger une mise à jour qui s'était révélée être un spyware, ou logiciel espion, éveille les soupçons d'abus en matière de surveillance.

Les entreprises ont raison de ne pas céder trop facilement à la pression des Etats. Nul n'attend de RIM qu'il se préoccupe plus des libertés individuelles que de ses résultats financiers - il a trouvé moyen de s'entendre avec la Chine [où il a ouvert, le 28 juillet, son premier magasin] et vient d'accorder à l'Inde un droit d'accès [cette information, révélée le 3 août par le quotidien indien Economic Times, a depuis été démentie par RIM]. Il n'empêche que RIM verra sa réputation écornée s'il semble prendre trop à la légère une ingérence étatique. Il devrait chercher un compromis, en permettant aux Emirats d'accéder aux données au cas par cas, selon des procédures strictes qui ne sauraient être généralisées à l'ensemble du flot des données. Les Emirats arabes unis pourraient s'en contenter. Ils jouent également leur réputation dans cette affaire. Ils profitent largement de leur image de pays relativement permissif. Si les services de BlackBerry sont effectivement suspendus le 11 octobre comme annoncé, la première victime en sera l'idée que les Emirats arabes unis offrent un environnement propice aux affaires.

Concubinage en Tunisie

Suite de la page 18

UN ENGAGEMENT AVANT TOUT !

Le concubinage est un quotidien... Comment est-il vécu dans la vie du couple ? Certains facteurs, tels que la temporalité, mettent à l'épreuve la relation. Et les cas sont différents. Généralement, l'un des conjoints vient s'installer chez l'autre, comme cela a été le cas chez Mourad ou Sarra. La personne qui a l'appartement continue de payer le loyer (si elle est locataire) comme si de rien n'était. Le concubinage s'est fait "naturellement". Le partage des dépenses devient spontané. "Je ne paye pas parce que je dois payer mais parce que je le veux bien. Alors que quand tu es marié, tu es tenu de payer parce c'est ton rôle de chef de famille", nous explique Mourad. L'expérience de Sarra a été moins satisfaisante. Son conjoint s'était installé chez elle mais le partage des charges n'a pas été "assumé". "La première année, il a décidé tout seul, alors qu'on était installé ensemble, que sa part de contribution serait fixée à 100 dinars. Il a trouvé son confort dans le gain mais pas dans la perte. Il s'est mépris sur la notion de liberté dans le concubinage". Et cette dernière de conclure : "Aujourd'hui, je déconseille de vivre en union libre. La femme n'a rien à gagner, même si pour moi ma relation équivalait à des années de bonheur."

La situation est tout autre pour Salwa. Après deux années de relations, elle a décidé de s'installer dans un duplex avec son compagnon. De fait, ils vivent ensemble mais ont deux cuisines, deux salons, deux jardins... bref deux maisons communicantes. "Cela permet de nous isoler en temps de crise". Quant aux dépenses ? Elles sont plus ou moins partagées. Il faut l'avouer. L'organisation n'est pas la même que les couples mariés... mais presque. "Concrètement, il prend en charge ses dépenses comme son pressing, la femme de ménage ou encore ses achats personnels. Mais en ce qui concerne les courses, il m'arrive de les payer, sinon c'est lui. Notre organisation financière n'est pas commune. C'est en fonction des moments".

LA DÉCISION

Mais alors qu'est-ce qui pousse deux personnes à vivre en concubinage, au risque de s'attirer les foudres de la société. Pour franchir le pas, les conjoints sont "généralement deux personnes qui ont accédé à un certain niveau socio-culturel qui leur permet de vivre en rupture avec leur milieu social, culturel et religieux", selon le psychothérapeute Sofiane Zribi. Pourquoi acceptent-ils de vivre ainsi ? "En Tunisie, les gens qui choisissent de vivre cela sont pour une grande partie très influencés par la culture occidentale à la recherche d'un autre mode de vie, d'autres expériences et parfois par un souhait d'être en opposition par rapport à la société", nous indique le Docteur Zribi. Sont-ils tous des adolescents sociaux ? "Pour certains, c'est effectivement cela. Mais pour d'autres, c'est un choix". Un choix, car malgré ses difficultés, ses épreuves, ses ragots collatéraux, pour la majorité le concubinage est préférable au mariage... Un mariage "strict", "tue l'amour", "anti-spontanéité" et qui conduit indubitablement au formatage amoureux. Par opposition, la

fragilité sociale de l'union libre, encourage les concubins à fournir des efforts. Et pour ceux qui de toutes les façons envisagent de se marier ? "Il est vécu comme une étape indispensable... afin de connaître davantage l'autre" !

PROCÉDURE ET LOIS

Dans le langage tunisien, le concubinage brille par son inexistence sémantique. On parle de "personnes vivant ensemble". Aucun mot ne le désigne. Dépossédé de sa définition et désigné par des périphrases seules ses caractéristiques font l'objet de poursuites. La justice le désigne par deux mots : el mouâchara ou el moukhadana. Les deux se traduisent en français par "cohabitation", avec bien entendu une connotation sexuelle. Mais la subtilité juridique réside dans le fait que le premier terme peut aussi bien s'appliquer (et d'ailleurs s'applique généralement) au mariage alors que le second est utilisé par les magistrats pour désigner le concubinage. Grossièrement, les juges ont recours à trois textes de loi en fonction des cas. D'abord, les articles 231 et 232 du Code Pénal relatifs à la prostitution, celle-ci n'étant établie que si l'existence d'une contrepartie est avérée. Elle est laissée à la seule appréciation du juge. Les personnes risquent six mois à deux ans d'emprisonnement en fonction des cas. Le deuxième article, et le plus appliqué, est l'article 36 de la loi du 1er août 1957 réglementant l'état-civil. Il incrimine tout mariage non conclu conformément à la loi. L'article ne fait pas nommément allusion au "concubinage". Généralement, le concubinage est qualifié de "mariage" par le juge. Pour ce faire, deux conditions sont nécessaires. La relation continue (el mouâchara al moustamirra) et l'absence de contrat doivent être établies. Le flagrant délit n'est pas obligatoire. L'aveu relaté ou judiciaire constitue également une preuve. A partir du moment où le procès-verbal de la police évoque les deux conditions sus-mentionnées, le délit est avéré. Le concubinage devient donc mariage. Or il n'y a pas d'acte authentique. Il est donc illégal. De fait, les inculpés risquent trois mois de prison ou doivent régulariser leur situation dans les plus brefs délais. Et une précision de mise... la continuité de la relation doit être établie. Dernier cas de figure, le plus grave au regard de la loi est celui de l'adultère. De fait, deux articles peuvent être appliqués, à savoir l'article 236 du code pénal incriminant le délit d'adultère ou l'article cité ci-dessus de la loi sur l'état-civil. Soit le conjoint décide de porter plainte et sera alors appliqué le premier article. Il risque alors cinq années de prison. Soit le conjoint ne porte pas plainte, l'Etat s'autosaisit de l'affaire et condamne "l'adultérin" au terme de l'article 36. Dans tous les cas, la condamnation demeure inscrite sur le bulletin numéro trois.

DANS LE SECRET ABSOLU

Au mariage coutumier, les juges préfèrent le terme de mariage secret (azzaouaj assirri). Car les couples qui contractent ce type de mariage le font avec un objectif en particulier : le prémunir du regard de la société et des juges. En Tunisie, depuis la promulgation du statut personnel, le législateur a

imposé deux obligations. Afin d'éviter les problèmes liés à la preuve, le mariage se fait par un acte authentique (art 4 CSP). Le contrat est donc rédigé par un officier public, d'où sa publicité. La preuve est de fait établie et difficile à briser. Ce faisant, le mariage, de même que le divorce qui devient judiciaire, sort de la sphère privée. Il n'est plus un "simple" accord entre les deux parties. L'article 3 du Code du Statut Personnel (CSP) prévoit "le consentement des deux époux, la présence de deux témoins honorables et la fixation d'une dot au profit de la femme". S'il se conforme en général, aux trois conditions précitées de l'article 3, le mariage "secret" échappe à la condition de l'acte authentique. Non seulement la preuve est difficile à établir mais la publicité n'a pas été faite. Mis à part les invités présents lors de la cérémonie, rien ni personne ne peut établir la véracité de l'union. En Tunisie, de nombreux couples dont l'un des conjoints est d'ores et déjà engagé dans une relation matrimoniale choisissent de "régulariser" leur situation en contractant un mariage "coutumier". Et afin justement de garder leur relation secrète, ces couples font appel à un cheikh qui officie et les unit. A la suite du mariage civil, l'article 36 de la loi réglementant l'état-civil, promulguée en 1957, visait ce genre de pratiques.

ET AILLEURS...

On se souvient des larmes de la députée conservatrice française Christine Boutin lors des discussions portant sur le projet de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS). En Europe, le concubinage est une institution légale. Certaines sociétés ont encore du mal à l'accepter. En France, l'article 515-8 du Code civil français définit le concubinage comme "une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple". Cette institution a des effets juridiques. Elle peut être officialisée par le biais d'une procédure juridique depuis 1999. C'est le pacte civil de solidarité qui peut être rompu à n'importe quel moment. Le concubinage tel qu'il est entendu en Europe n'est pas reconnu dans les pays du Maghreb. Ainsi, au Maroc, il est puni d'un mois à un an de prison en vertu des articles 490 et 493 du Code pénal. Il est assimilé à "une infraction commise par deux personnes de sexe différent et qui ont entre elles des relations sexuelles alors qu'elles ne sont pas unies par les liens du mariage". Le Maroc, comme l'Algérie, font face également au phénomène des mariages dits "religieux" ou "coutumiers". D'autant que, contrairement à la Tunisie, dans ces deux pays, le mariage civil n'est pas obligatoire. Le mariage "coutumier" est reconnu par la société marocaine et est basé sur le consentement des époux, de leur entourage. Seulement, depuis la promulgation de la Moudawana, les couples qui n'ont pas officialisé leur union doivent le faire dans un délai de cinq ans. En Algérie, le mariage "religieux" pose d'autant plus problème qu'il n'entraîne aucune conséquence juridique. Premières victimes ? Les enfants. En 2008, l'Algérie, a enregistré plus de 4.000 demandes en reconnaissance de paternité.

AZZA TURKI **RÉALITÉS TUNISIE**

La spiritualité traditionnelle des Egyptiens monte d'un cran durant ce mois de jeûne. L'occasion de jeter la lumière sur les protagonistes qui opèrent sur ce terrain et leurs réelles influences.



Ramadan : les acteurs du champ spirituel

Al-Ahram Hebdo

SAMAR AL-GAMAL &
MAVIE MAHER

"Ne vous précipitez pas pour allumer vos télévisions après la prière... Regardez plutôt les émissions religieuses", c'est sur un ton de conseil mêlé de menace que le cheikh de la mosquée commence son discours aux fidèles venus suivre les prières des tarawih du Ramadan.

Les discours varient d'une mosquée à l'autre. Entre salafistes, frères, azharis et autres mouvements religieux, balance une population "traditionnellement religieuse". Les acteurs qui influencent la perception de ces Egyptiens de l'islam sont multiples, sans pour autant générer un champ religieux complexe. Bien que l'on parle désormais d'un ascendant religieux rattaché souvent à la montée du fondamentalisme, les Egyptiens ont été toujours un peuple attaché à sa religion imprégnée de tradition. Les analystes parlent d'importants blocs ou de "catégories islamistes", pas forcément au sens négatif du terme, qui se partagent la spiritualité des Egyptiens. Le soufisme, les Frères musulmans, le salafisme et Al-Azhar seraient les principaux acteurs sur la scène, suivis de certains mouvements à l'instar de la Gamaa islamiya et du Djihad et qui ont renoncé à la violence, devenant des groupements peu influents se situant entre politique et religion. En tête de liste, peut-être à cause de leur importance en chiffres, viennent les soufis. 70 tariqas (confréries soufies) et 15 millions d'adeptes. "Elles ont aussi des partisans dans les villes et villages et une présence dans toutes les classes sociales des plus pauvres au plus riches", explique Diaa Rachwane, spécialiste des mouvements islamistes.

Certains font remonter la ferveur au profit des saints aux traditions pharaoniques. On trouve une ressemblance entre le culte d'Isis et la piété qu'éprouvent les Egyptiens à l'égard d'Ahl Al-Beit (famille du prophète). Une permanente quête de spiritualité (lire fiches) qui fait des "confréries", en dépit de leur relation avec le pouvoir, des mouvements apolitiques. C'est l'islam modéré. A l'opposé se dressent les salafistes, aussi "apolitiques", ces précheteurs d'un islam plus rigoureux. A l'origine, les salafistes plaident pour un retour au salaf, c'est-à-dire la tradition des "ancêtres", de cet islam à ses tout débuts. "Mais ils ont réduit l'islam à la djellaba et à la barbe", lance le Dr Mohamad Khaled, professeur à l'Université d'Al-Azhar et expert des mouvements salafistes.

Ces mouvements ne datent pas d'hier. L'une des associations les plus connues, Al-Gamiya al-chariya, la plus ancrée et la plus radicale aussi, date de 1913. Cette association, qui dispo-

se de milliers de mosquées, a une importante œuvre caritative et sociale.

Ce sont les plus proches aussi du mouvement wahhabite, venu de l'Arabie saoudite. "Lutter contre l'hérésie", c'est leur principal projet et "ils trouvent dans les médias, surtout les chaînes satellites, et les cassettes audio qui se vendent en masse un créneau pour promouvoir leurs idées", explique Khaled. Ce n'est pourtant pas un mouvement missionnaire, comme le dit Rachwane, "ils ne vont pas frapper à la porte et appeler les Egyptiens à rejoindre leurs rangs comme le font les Frères musulmans. Ils attendent plutôt qu'on vient frapper à leur porte".

Les Frères, c'est la confrérie la plus politisée par excellence, sur cette scène religieuse. Al-Daawa (prosélytisme) est une partie intégrante de leur existence. "L'individu musulman mène à une famille musulmane et par la suite à un Etat musulman", c'est ainsi que se résume leur théorie, comme l'explique Habiba Mohsen, chercheuse en mouvements islamistes. Ils sont nombreux aussi, pas autant que les soufis, mais on parle de plusieurs centaines de milliers et même de millions de partisans. Et si les soufis et salafistes sont des mouvements apolitiques, la confrérie est, elle, politisée et se positionne dans l'opposition. "Mais l'intérêt accordé au politique aurait eu lieu aux dépens du doctrinaire", affirme Mohamad Khaled. L'Etat lui aussi a besoin de puiser dans le réservoir d'une légitimité à référence religieuse et "d'une manière qui n'est pas nécessairement moins traditionaliste ou conservatrice que les islamistes", c'est ce qu'écrit François Burgat, chercheur au CNRS, dans son étude Islam, opposition politique et modernisation sociale en Egypte.

Cet islam institutionnel qui puise aussi dans les précédents mouvements trouve son atout dans le contrôle, au moins des mosquées. Sur les 130 000 mosquées d'Egypte, Al-Azhar, institution sunnite dont le grand cheikh est désigné par le président, contrôle 100 000 de ces lieux de cultes. Il dispose aussi d'un plan pour mettre la main sur les 30 000 restantes. Cet "islam modéré" est le seul présent dans la télé de l'Etat.

A ces quatre principales forces "islamiques" s'ajoutent ce que Mohamad Khaled appelle les "non-islamiques". D'après lui, il s'agit de "laïcs, attachés à la branche morte du communisme". "Leur rôle n'est ni de prêcher ni de faire convertir, mais de pousser plutôt les gens à être sceptiques face à la religion en mettant en relief la fameuse phrase : La religion est l'opium du peuple".

ET LA MASSE SILENCIEUSE ?

Et parmi tous ces protagonistes se dressent des Egyptiens, qui ne sont affiliés à aucun mouvement et ne suivent aucun courant. "Ils représentent la grande majorité et sont faciles à reconnaître : ils écoutent Amr Khaled et Khaled Al-Guindi, vont à n'importe quelle mosquée ou n'y vont pas

du tout", explique Rachwane. Souvent, ces musulmans modérés ne sont pas au courant des différends voire des conflits entre les principaux acteurs du champ religieux égyptien. Les Salafistes accusent ainsi d'apostasie les Soufis. "Aucune réconciliation entre eux n'est possible", croit Rachwane, ajoutant qu'ils les accusent d'être "des hérétiques qui ont dévié de l'orthodoxie religieuse". Les soufis, à leur tour, les accusent de "hair la famille du prophète et ses compagnons".

Entre les Soufis et les Frères, l'animosité est beaucoup moins importante. Hassan Al-Banna, fondateur de la confrérie, était lui-même soufi, avec ses Werds (prières religieuses et prières prolongées). Entre Frères et Salafistes, l'animosité est plus évidente, même si des terrains d'entente figurent. Certains au sein de la confrérie sont plus proches des Salafistes, prônant un islam rigoureux. Sayed Qotb, que l'on dit le fanatique des Frères, est souvent critiqué par les Salafistes dont le cheikh Youssef Qaradawi, pour avoir parlé de "nos frères chrétiens", et Al-Banna parce qu'il recevait les étrangers ou faisait appel à des artistes pour jouer des pièces de théâtre historiques.

Ces différends seraient dans l'intérêt d'un Etat cherchant à éliminer toute opposition.

Les Soufis sont les favoris de l'Etat, "simplement car ils ne représentent aucune menace au régime en place", explique Mohamad Khaled, le professeur azhari. Les Salafistes ne se situent pas loin. Et même si l'Etat craint parfois la montée de courants salafistes de leur embryon, il n'hésite pas à leur laisser une marge de manœuvre. "Laissez-les embêter les Frères", telle est la théorie du régime, surtout récemment. C'est un moyen de contrer la force des Frères musulmans en tant qu'opposition politique, "les discréditer sur le plan religieux".

L'islam officiel, ou Al-Azhar, est classiquement appuyé et même financé par l'Etat. Son cheikh s'identifie comme un fonctionnaire de l'Etat. D'où cette crise entre l'institution et ses hommes d'un côté et une grande partie d'Egyptiens d'un autre côté. Un savant d'Al-Azhar est simplement synonyme de "savant de l'Etat", donc pas indépendant et ceux qui sont porteurs d'innovation le font à titre purement individuel. L'Egyptien ordinaire, lui, va puiser son islam chez chacun de ces acteurs. Chez les Frères, il loue leur "daawa", rejette la stagnation, chez les Salafistes, il apprécie leur lutte contre l'hérésie, critique les Soufis pour leur appréciation exagérée des dévots mais valorise leur amour pour la famille du prophète.

L'issue n'est que religieuse finalement. Car, comme l'affirme Amr Al-Shobaki, spécialiste des mouvements religieux, "les restrictions imposées par l'Etat bloquent la liberté d'expression et le champ politique et favorisent l'expansion de ces mouvements islamiques". Conséquence d'un choix politique du régime mais aussi, dit-on, de la destinée des Egyptiens.

L'Actualité
Autrement Vue

libération

Les vacances trop "sommptueuses" de Michelle Obama en Espagne

Quand elle porte ses tuniques et robes de stylistes aux Etats-Unis, c'est généralement apprécié comme une marque de distinction, de modernité ou d'encouragement à de jeunes créateurs. Mais quand Michelle Obama part passer quelques jours dans un cinq étoiles en Espagne et s'y laisse photographier en blouse asymétrique, une épaule couverte et l'autre nue, le tout signé Jean Paul Gaultier, cela fait trop. "Michelle Obama ressemble à une Marie Antoinette des temps modernes", a attaqué Andrea Tantaros sur le site du New York Daily News, expliquant qu'elle désigne par là "la Reine française qui faisait des dépenses extravagantes en vêtements et bijoux sans une pensée pour les difficultés économiques de ses sujets". Venant d'Andrea Tantaros, ancienne porte-parole des Républicains au Congrès, connue pour sa fougue conservatrice, la pique n'a rien de très surprenant, mais elle a été très largement reprise et développée par tous les médias. Même CNN vendredi soir en parlait avec l'aide d'une experte en vacances présidentielles, rappelant l'importance pour les locataires de la Maison Blanche aussi, de décrocher et prendre du repos.

La Maison Blanche a dû préciser que Michelle Obama, partie cinq jours en Espagne avec sa plus jeune fille (Sasha, 9 ans) et quelques amis, paiera toutes ses dépenses privées, notamment ses nuits à l'hôtel Ritz Carlton de Marbella où elle est descendue. Mais la First Lady est accompagnée d'une nuée de personnel et agents du Secret Service (une soixantaine selon CNN) qui sont eux à la charge du contribuable américain. Lequel n'apprécie pas forcément l'addition, surtout quand les médias lui rabâchent que tout cela coûte très cher...

Selon Lynn Sweet, du Chicago Sun-Times, le problème est peut-être que Michelle Obama prend trop de vacances : d'ici la fin de l'été, en incluant le week-end prévu en Floride avec Barack Obama (pour soutenir le tourisme local après la marée noire dans le golfe du Mexique) puis les dix jours qu'ils doivent passer en famille à Martha's Vineyard, la First Lady se sera accordé huit séjours de détente. Et peu importe que toutes ces vacances aient été brèves (un ou deux jours parfois), et tous aux Etats-Unis (le voyage en Espagne est la seule exception), huit séjours cela peut paraître beaucoup...

"Ce voyage est un symbole du fait que quelque chose est pourri à Washington, particulièrement au sein de la classe politique" estime Nick Gillespie, rédacteur en chef du magazine libertarien Reason. Gillespie place ces vacances "sommptueuses" de Michelle Obama dans la même lignée que le mariage à 2 millions de dollars (ou plus) de la fille Clinton la semaine dernière, et rappelle que Barack Obama avait plutôt exhorté les Américains à faire des "sacrifices" en cette difficile sortie de récession.

Pour achever de gâcher ces vacances de la First Lady, la presse espagnole est aussi sur ses talons, épiant ses moindres sorties: on a ainsi appris que Michelle avait mangé une glace chocolat à Grenade, tandis que sa fille prenait deux boules, melon et framboises. El Mundo a révélé que leur premier dîner en Espagne avait été fait de tartare de loup de mer, gaspacho aux fraises, homard et risotto aux algues, le tout pour 50 euros par personne.



MÉDÉA

Les pompiers à l'épreuve

Ses opérations d'interventions s'étendant jusqu'à la fin de la saison estivale 2010, la colonne mobile de la protection civile, dont le siège et le parc se trouvent à Médéa et son champ d'action s'étalant sur pas moins de cinq wilayas, a vu ses éléments procéder à des manœuvres de simulation de feux de forêts et ce durant toute la journée de lundi.

Rabah Benaouda

En effet, selon les informations qui nous ont été communiquées par le lieutenant Tarek Belhachemi, responsable de la cellule d'information et de communication au niveau de la direction de la protection civile de la wilaya de Médéa, ces manœuvres de simulation se sont déroulées dans la vaste forêt de Tibhirine qui est située sur les hauteurs nord-ouest de la ville de Médéa. Des manœuvres qui ont mobilisé les 60 agents d'intervention, tous grades confondus qui composent cette colonne mobile ainsi que le matériel constitué de sept véhicules légers de lutte contre les incendies, deux camions

de lutte contre les feux de forêts, une ambulance médicalisée et un véhicule de commandement. La superficie virtuelle atteinte par les feux étant estimée à trois hectares et composée d'arbres de pin d'Alep et de chênes alors que la superficie totale de cette forêt de Tibhirine est estimée à 300 hectares. Une superficie qui est censée être protégée en plus des habitations limitrophes et de nombreux étables où se pratique l'élevage ovin et bovin.

L'objectif de ces manœuvres étant tout d'abord d'évaluer l'efficacité du plan d'action mis en place par le commandement de cette colonne mobile pour cette campagne 2010. Evaluer ensuite les capacités d'intervention des 60 agents

composant cette colonne mobile qui venaient de suivre un stage théorique d'une durée de 12 jours et enfin, évaluer les capacités d'intervention de tous les véhicules mis à la disposition de cette colonne mobile. Comme il reste à mettre en exergue l'action de sensibilisation qui a été menée durant toute cette journée de lundi dernier auprès des citoyens habitant alentours cette forêt de Tibhirine.

Une sensibilisation qui a porté notamment sur les grands dangers des feux de forêts ainsi que sur les actions à entreprendre pour les éviter. Des manœuvres qui toujours selon notre source se sont déroulées dans les meilleures conditions possibles.

Un motocycliste tué par un camion

Rabah Benaouda

Un septuagénaire âgé de 74 ans et répondant aux initiales T. A. a été victime d'un grave accident de la circulation alors qu'il roulait à bord de sa mobylette.

Selon les informations qui nous ont été communiquées par le responsable de la cellule d'information et de communication au niveau de

la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, il était environ 10h24 mardi dernier quand ce tragique accident de la circulation a eu lieu à Ain D'heb, un quartier situé à la périphérie sud de la ville de Médéa. La victime étant entrée en collision frontale avec un camion.

Blessé très gravement au niveau de la tête, le malheureux septua-

génénaire a été évacué par les éléments de l'unité principale d'intervention de la Protection civile de Médéa vers l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Boudiaf de la ville de Médéa où malheureusement il rendit l'âme dès son admission au service des urgences, et ce, des suites de ses graves blessures à la tête.

BLIDA

20 ha de maquis ravagés par les flammes

T. M.

La journée de lundi aura été des plus chaudes pour les sapeurs-pompiers qui ont lutté contre 5 feux de forêts, surtout que la température dépassait allègrement les 36°C. Le premier incendie a été enregistré à L'Arba à 9h45 et a eu pour théâtre la forêt d'Asmar sur les hauteurs de la ville.

Les sapeurs-pompiers ont réussi à circonscrire le sinistre après que les flammes aient détruit 4 ha de maquis. Le deuxième incendie a eu lieu à Bouinan à 10h45mn, le feu

a été empêché de s'étendre plus, après la destruction de 6 ha de maquis. Toujours à Bouinan mais cette fois à Amroussa, les agents de feu ont lutté de longs moments contre un feu qui s'est déclaré aux environs de 12h05, et qui a détruit 5 ha de maquis et 40 arbres de diverses essences. Un autre incendie a été enregistré, le troisième dans la journée à Bouinan, à Sidi Serhane, sur les hauteurs de la ville. Le feu qui a débuté à 15h37 a pu être éteint par les agents de la protection civile aidés de ceux de la conservation des forêts, mais il a dé-

truit 2 ha de maquis. Un autre feu a aussi pris naissance à 12h25 de la même journée à L'Arba, plus exactement à Kef El Fernane, sur les hauteurs de la ville. Là encore, 3 ha de maquis et de broussailles ont été détruits.

Enfin à Chréa, un début d'incendie a vite été maîtrisé par les sapeurs-pompiers à Chréa après qu'il ait pris dans un chalet, lui occasionnant quelques dégâts. Ce sont au total donc pas moins de 20 ha de maquis et de broussailles ainsi que 40 arbres qui ont été détruits au cours d'une seule journée.

TIPASA

Le casse-tête des ordures ménagères

Quatre camions de ramassage des déchets ménagers seront réceptionnés prochainement par la commune de Tipasa qui est confrontée au problème d'enlèvement d'ordures depuis le début du mois de juillet. Selon le chef de daïra, cette situation est générée par le manque de moyens matériels et humains, une contrainte qui sera levée avec l'acquisition prochaine de trois camions à bennes tasseuses, un camion hydro cureur et un engin d'enlèvement des ordures ménagères.

Les moyens de la commune de Tipasa, constitués d'un camion à benne tasseuse et de deux tracteurs, n'ont pu prendre en charge les centaines de tonnes d'ordures géné-

rées par les habitants et les vacanciers qui font souvent preuve d'incivisme en jetant leurs ordures en pleine nature.

La quantité d'ordures ménagères, enlevée quotidiennement, est évaluée à 40 tonnes durant l'été et le peu de moyens matériels mais aussi de personnel qualifié rendent la tâche on ne peut plus difficile, selon les responsables de la commune. Ces derniers précisent, par ailleurs, que la commune de Tipasa souffre d'un déficit chronique en personnel d'entretien et les 15 personnes parties à la retraite ces derniers mois n'ont, hélas, pas été remplacées.

L'apport des tâcherons de l'opération «Blanche Algérie» préconisée

par le ministère de la Solidarité nationale n'est pas du tout négligeable et le personnel des cinq chantiers accordés à la commune de Tipasa cet été, a été concentré sur la plage du Chenoua, de Kouali ainsi qu'à Benaouda et la plage bleue tout en intervenant pour des actions ponctuelles dans la ville, a-t-on précisé. Concernant la région d'El Beldj, le chef de daïra a indiqué qu'une convention a été signée avec un opérateur privé pour l'enlèvement matin et soir des ordures ménagères de cette zone très fréquentée durant la saison estivale en particulier au niveau de ses 13 plages ouvertes à la baignade, sans compter les nombreuses criques très prisées par les estivants.

BOUIRA

La pomme de terre, encore elle

Une production de plus de 800.000 q de pommes de terre destinée à la consommation a été engrangée à ce jour dans la wilaya de Bouira sur une surface ciblée dépassant les 2000 ha, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA).

La filière pomme de terre a connu une extension «notable» ces dernières années dans la wilaya de Bouira, devenue d'ailleurs réputée en la matière avec une moyenne de production annuelle de plus de 1,5 million q réalisée par quelque 250 producteurs recensés, selon les informations fournies par la DSA.

«Cette extension est particulièrement palpable au niveau du périmètre irrigué de la plaine des Aribes, dont l'alimentation en eau est assurée par le barrage Oued Lekhel de Ain Bessam, ainsi que le périmètre d'El Asnam, où la culture de pomme de terre est très répandue, même si l'irrigation n'est assurée que par le pompage à partir du barrage Tilesdit», a-t-on indiqué. Cette embellie est cependant confrontée à un problème de taille dans la wilaya : il s'agit d'un déficit criard en aires de stockage détenues par cette région, dont les capacités sont estimées à pas plus de 27.000 m3, dont 50 % réservées à la pomme de terre, a expliqué M. Boumghar Mohamed, inspecteur chargé de la protection des végétaux à la DSA. Cette situation, pour le moins «embarrassante», selon l'expression de ce responsable, avait été à l'origine de l'enre-

gistement d'une perte de grandes quantités de pomme de terre, car restées invendues et ne pouvant être stockées durant l'une des campagnes agricoles passées, d'où toute l'importance accordée au système de régulation des produits à large consommation (SYRPALAC) qui a permis de signer plusieurs conventions avec des sociétés detentrices de grandes capacités de stockage, tel l'Office national des aliments de bétail de Bejaia relevant de la Société de gestion des participations de la production animale. Il reste, néanmoins, que les objectifs fixés pour ces unités de stockage n'ont pas été atteints, selon M. Boumghar, qui a signalé que pour un objectif d'achat d'une quantité de 150.000 q de pomme de terre par ces entreprises, ces dernières n'ont acquis qu'une trentaine de mille de quintaux pour un prix référentiel de 20 DA/kg englobant les coûts de revient des sacs et du transport. S'agissant de la production d'arrière saison, l'adjoint du chef du bureau de l'organisation de la production végétale s'attend à la culture, durant les jours qui viennent, de quelque 1600 ha de pomme de terre de consommation et de 400 autres de semences, pour peu que les volumes d'eau nécessaires soient au rendez-vous, est-il espéré. Selon ce responsable, la quantité d'eau destinée à l'irrigation à partir de l'oued Lakhel n'a pas dépassé les 3,2 millions de M3 l'année passée, au moment où les besoins en la matière ont été fixés à 6 millions de M3.

Le nouveau look

Les projets d'aménagement urbain récemment concrétisés dans la ville de Bouira constitueront cette année, à coup sûr, un apport indispensable à l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette cité désireux de passer des soirées ramadanesques dans une ambiance de convivialité et de détente.

Selon de nombreux citoyens de cette ville, la mue effectuée ces derniers mois par cet espace citadin a induit une amélioration certaine de son image, telle que reflétée notamment par les nouveaux boulevards créés tout au long des artères du centre-ville, assurant une grande fluidité du trafic tant pour les automobilistes qu'aux piétons qui circulent désormais en toute tranquillité.

Le grand boulevard s'étendant du pont «Sayeh» -représentant à lui seul un véritable joyau architectural vers le carrefour de l'entrée ouest de Bouira, constitue l'archétype de ces heureuses actions d'aménagement dont s'enorgueillissent les habitants de Bouira, à l'instar de la fresque

murale réalisée sur le mur de protection du bâtiment de l'Institut national spécialisé en formation professionnelle de Draa El Bordj où le visiteur de la ville peut admirer un échantillon du legs culturel de cette région.

Des espaces verts en tous genres viennent compléter ce tableau idyllique propice aux soirées ramadanesques, particulièrement celui s'étendant du centre universitaire vers le siège de la direction de l'éducation à la cité «Frachti» en passant par le site du futur siège de la Cour de Bouira.

Le jardin public, réalisé derrière le siège de la wilaya de Bouira sur les décombres de la désormais ex-cité d'habitations précaires «Gouizi», constitue un point de convergence privilégié par les familles de Bouira, qui y viennent pour se prélasser et se reposer loin de la pollution et du tumulte de la ville, sous l'air tonifiant et les fraîches ombres du feuillage de ses arbres et admirer la multitude de carrés fleuris et autres espaces verts.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 ramadhan 1431

El Fedjr 04h26	Dohr 12h53	Assar 16h39	Maghreb 19h46	Icha 21h13
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



OUARGLA

Alerte aux scorpions !

Une étude pilote sur l'envenimation scorpionique est en cours dans la wilaya de Ouargla, a indiqué mardi la direction de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Ouargla. Impliquant des équipes médicales (réanimateurs et généralistes) de Ouargla et d'Alger, ainsi que des paramédicaux, cette étude s'étale de début juin à fin août, période constituant le pic des cas de piqure de l'insecte, et porte sur un examen clinique, biologique, toxicologique et immunologique, mené sur des malades directement, sachant qu'une partie des analyses se fait au centre de toxicologie de l'Institut Pasteur d'Alger, a-t-on précisé. L'étude doit déboucher, selon la même source, sur beaucoup de pratique concernant la prise en charge de l'envenimation scorpionique, une meilleure connaissance de l'évolution de la pathologie, et une adéquation de l'aspect préventif et de la prise en charge médicale. Cette étude pilote, dont une de même nature est menée simultanément à Biskra, devra être élargie, selon ses résultats, à d'autres régions cibles du pays, a fait savoir la direction de l'hôpital Mohamed Boudiaf.

L'opération vient peaufiner et parfaire le consensus de prise en charge de l'envenimation scorpionique, document de référence actuel, lui-même couronnement de tout un processus de prise en charge de ce type d'envenimation lancé dans les



années 1980, depuis que la pathologie a été classée par les instances de tutelle en tant que problème de santé public, a-t-on ajouté. Le processus avait aussi donné lieu à l'organisation de plusieurs séminaires spécialisés à Ouargla, Biskra et El-Oued notamment. «Depuis, une grande amélioration a été constatée sur le plan de la mortalité, grâce à une meilleure prise en charge médicale, mais peut-être aussi par la nature du sérum anti-venin de scorpion qui est fabriqué en Algérie», a-t-on fait remarquer. A titre d'illustration, l'évolution de la létalité de l'envenimation scorpionique, à l'échelle nationale, est tombée de 0,45% en 1991 à 0,20%, puis à 0,15% en 2008, selon la même source. Ce taux est calculé, a-t-on expliqué, sur un échantillon de 4.000 piqués/an pour une population de 100.000 habitants pour les wilayas

du Sud-Est à forte prévalence de l'envenimation due au scorpion, et de 1.000 piqués/an pour une population de 100.000 habitants dans d'autres wilayas moins exposées.

Le scorpion a fait, du début de l'année à fin juillet dernier, 973 victimes, dont deux décès, dans la wilaya de Ouargla, a-t-on déploré. L'année dernière, 1.289 piqures avaient été enregistrées, entraînant 3 décès. La direction de l'hôpital Mohamed Boudiaf insiste, à cette occasion, sur l'importance du volet préventif, dans la lutte contre ce fléau, à travers notamment la préservation permanente de l'hygiène du milieu, la généralisation de l'éclairage public, la poursuite de l'opération de collecte des scorpions à des fins de fabrication du sérum anti-venin, tout en appelant à l'évacuation le plus rapidement possible des victimes vers les structures de santé.

MILA

Le RND rassemble ses militantes

B. Bousselah

Doter toutes les communes de cellules d'animation pour élargir l'espace d'expression au niveau local en prévision du présent challenge et des futures échéances électorales qui accordent une place prépondérante à la représentativité de la femme, a été l'un des points forts sur lequel avait axé son intervention, Mme Nadia Loudjamji, membre du

bureau national du RND, avant-hier après-midi à Ferdjioia, lors d'une rencontre tenue à la salle de conférences du parti. C'est devant une assistance nombreuse représentant les militantes de 14 communes de la zone nord de la wilaya et en présence du coordinateur de wilaya et du P/APC de Ferdjioia que la représentante de l'instance nationale du parti a développé les grands axes de son parti qui repo-

sent, souligne-t-elle, sur l'implication de toutes les forces de la nation pour réussir le vaste programme de développement. A ce titre, elle a rappelé à l'assistance de saisir l'opportunité de ce plan organique pour apporter un éclairage sur le contenu du programme quinquennal 2010-2014 octroyé à la wilaya et cela avant la conférence de la wilaya, précise-t-elle, avant la fin du mois de septembre.

ANNABA

26 brigades de contrôle mobilisées

Quelque 26 brigades de contrôle des pratiques commerciales et de la qualité des produits de consommation alimentaire seront mobilisées tout au long du mois sacré de Ramadhan à travers le territoire de la wilaya de Annaba, a-t-on appris mardi de la direction du Commerce.

Leurs missions consisteront à opérer un contrôle des activités commerciales en rapport avec la production et l'écoulement des produits alimentaires, notamment ceux sensibles et de large consommation tels les viandes, le lait et dérivés, les légumes et les fruits, a précisé la même source,

ajoutant «qu'une attention particulière sera également accordée par ces brigades, aux conditions d'hygiène et de conservation de ces produits au niveau notamment des abattoirs, des boulangeries et crémeries dans le but de prévenir contre tout risque d'atteinte à la santé des personnes».

EL-TARF

De l'argent pour les familles démunies

Les actions de solidarité prévues à l'occasion du mois de Ramadhan ont débuté mardi dans la wilaya d'El-Tarf où la direction des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya a distribué un montant de 6 millions de dinars à des familles démunies, a indiqué M.

Abadli Sebti, directeur de cette structure. Cette enveloppe financière, dont la distribution annonce le début du lancement de l'opération solidarité spécial Ramadhan dans la wilaya d'El-Tarf, a été puisée dans la caisse de la zakat pour être répartie entre 1.700

familles démunies à raison de 3.500 dinars la part. La distribution de quotas de denrées alimentaires de base par les communes est également prévue dans le cadre de l'opération de solidarité avec les familles nécessiteuses durant ce mois sacré.

SKIKDA

Plus de 2.500 affaires traitées par la médecine légale

Le service de médecine légale de l'hôpital de Skikda a traité, durant le premier semestre de l'année en cours, 2.572 affaires, a-t-on appris lundi de ce service.

La majorité des expertises et des autopsies concernent des affaires liées aux coups et blessures et à di-

verses agressions physiques, a-t-on précisé de même source, ajoutant que les cas de violence sexuelle, d'acte contre nature ainsi que de traumatismes résultant d'accidents de la circulation ont dépassé le nombre des 431 cas.

Le plus grand nombre d'affaires

a été enregistré durant le mois de mai dernier avec respectivement 574 cas d'agressions diverses et 477 cas d'accidents de la route, tandis que le nombre de cas de violence sexuelle et d'atteinte à la pudeur a dépassé les 10 cas, selon la même source.

TÉBESSA

Saisie de 3,75 q de tomate concentrée

Les services de la gendarmerie nationale de la localité d'El-Hammamet, 15 km à l'ouest de Tébessa, ont procédé durant ces dernières 48 heures à la saisie de 3,75 quintaux de tomate concentrée, introduits frauduleusement par la frontière est du pays, indique-t-on mardi au groupement de la gendarmerie nationale. La marchandise a été trouvée cachée dans une voiture abandonnée par son propriétaire, après avoir été interceptée par les services de sécurité, a-t-on fait savoir de même source.

Les services de la brigade de la gendarmerie nationale de la localité de Safsaf, 50 km au sud du chef-lieu de wilaya, ont saisi de leur côté, lors de la même période, 600 cartou-

ches de cigarettes de marque étrangère, récupérées d'un bus assurant la ligne Tébessa-Bir El-Atter. Le propriétaire de cette marchandise a été arrêté sur place et sera présenté à la justice pour répondre de cet acte, a-t-on rappelé au groupement de la gendarmerie nationale, faisant savoir également de la saisie d'une autre voiture, trouvée abandonnée dans la localité de Bekkaria, située à 10 km à l'est de Tébessa.

Les services de sécurité de la wilaya de Tébessa ont intensifié leurs actions de lutte contre la contrebande dans des endroits exploités par les trafiquants, surtout à travers la bande frontalière, longue de plus de 300 km, a-t-on noté.

La DAS, les communes et l'emploi

Plus de 8.000 emplois ont été créés dans la wilaya de Tébessa au titre du dispositif d'indemnité d'activités d'intérêt général (IAIG) de l'année 2010, a-t-on appris mardi de la direction de l'Action sociale (DAS). Pilotés conjointement par la direction de l'Action sociale et les collectivités locales, ces emplois, à savoir 8.044, ont été satisfaits à travers les 28 communes de la wilaya, ayant nécessité ensemble, environ 100 millions de DA par mois, couvrant les salaires et les charges sociales, a indiqué la même source. Les bénéficiaires du dispositif, a-t-on ajouté, perçoivent chacun, un salaire de 3.000 DA/mois.

S'ajoutent à ces derniers, 24.795 autres personnes bénéficiaires de l'allocation forfaitaire sociale (AFS), arrêtée également à 3.000 DA/mois, ont souligné les responsables

de l'Action sociale, précisant que cette prime est octroyée essentiellement aux handicapés de moins de 100/100, aux malades chroniques, aux personnes âgées, aux femmes divorcées et autres personnes sans ressources. Le montant total attribué chaque mois par ce dispositif est évalué à plus de 150 millions DA, satisfaisant entre autres, les primes et les autres charges et couvertures sociales, a-t-on souligné à la direction de l'Action sociale, qui a livré cette année, 17.829 cartes sociales de tiers payant à leurs bénéficiaires. Les responsables de l'Action sociale ont rappelé que leurs services ont satisfait également cette année 660 postes d'emploi dans le cadre du dispositif d'insertion des diplômés (DIP) dont 462 emplois concernant les détenteurs de diplômes de licence et 198 de techniciens supérieurs.

Plus de 20 projets «Blanche Algérie»

Quelque 25 nouveaux projets «Blanche Algérie» seront lancés prochainement dans la wilaya de Tébessa, a indiqué lundi le directeur de l'Action sociale (DAS). Ces opérations, retenues au titre du programme 2010, toucheront 10 communes sur 28 que compte la wilaya, se répartissant en fonction des priorités et besoins de chacune des collectivités locales bénéficiaires, a fait savoir M. Belemmi Mohamed Abdelouahab.

Les projets seront consacrés, entre autres, à l'entretien et la protection de l'environnement et au renforcement et l'amélioration de l'alimentation en eau potable dans des zones rurales. Les projets créeront, chacun, 7 postes d'emploi pour une durée de 9 mois avec un salaire mensuel unitaire de 15.000 dinars, a souligné le même responsable, en rappelant que les derniers programmes de «Blanche Algérie» avaient affecté à la wilaya de Tébessa 12 projets en 2008 et 23 autres en 2009.

5 personnes mordues par un chien errant

Cinq personnes ont été gravement mordues lundi par un chien errant au quartier Fatima-Zohra du chef-lieu de wilaya de Tébessa, a-t-on appris de source hospitalière.

L'une de ces victimes, ayant été atteinte gravement à l'oeil, a été évacuée d'urgence à l'hôpital d'Annaba, tandis que les autres, touchées dans différents endroits de leurs corps, sont à l'heure actuelle au service des urgences de l'hôpital Alia Salah de Tébessa, où elles reçoivent les soins nécessaires, a-t-on fait savoir de même source. L'animal en question est activement recherché par les services sanitaires et de l'hygiène de la commune de Tébessa, a-t-on signalé.

Premier jour du Ramadhan
Les prix flambent

A. Mallem

Hier matin, premier jour du Ramadhan, la ville de Constantine connaissait une relative accalmie. D'habitude dense et inextricable, la circulation était parfaitement fluide, surtout sur la route de la corniche menant vers Skikda ou Annaba où se produisaient chaque jour des bouchons monstres.

Aux environs de 11h30, dans le centre hospitalo-universitaire Docteur Benbadis qui ressemble journellement à une fourmilière, les allées étaient dégagées et dans certains services, le personnel paramédical chômait presque. Questionnées, des infirmières ont répondu : «Ou bien les gens dorment encore, ou bien ils préfèrent rester chez eux à cause de la chaleur, car il ne faut pas l'oublier, 70% des gens qu'on voyait chaque jour circuler à l'intérieur de l'hôpital viennent des alentours et des wilayate avoisinantes».

Dans les marchés populaires, c'est un autre spectacle qui nous a été offert. En effet, tôt le matin en ce premier jour du Ramadhan, sous une chaleur accablante, les marchés de la ville ont été littéralement pris d'assaut par les ménagères et les pères de famille, de telle sorte qu'à 11h, il ne restait plus rien chez les bouchers, ou chez les vendeurs de poulet dont les produits ont d'ailleurs pris une ascension fulgurante par rapport aux prix affichés la veille. Au marché couvert Boumezzou du centre-ville, où l'on jouait des coudes pour se déplacer dans une chaleur

moite et étouffante, la viande de mouton s'arrachait à 850 dinars, celle de bœuf à 780, le poulet à largement dépassé les 300 dinars de la veille pour être cédé à 360 dinars hier matin. La dinde, habituellement boudée par beaucoup de monde, trônait hier à 450 dinars le kilo de tout-venant alors que l'escalope est passée de 600 à 750 dinars. Le kilo de bifteck et la viande hachée confectionnée à partir de ce dernier ont atteint les sommets : le premier s'est vendu à 1200 dinars et la seconde à 1000 dinars le kilo, soit une augmentation de cent dinars environ, en une journée !

Les légumes aussi ont pris quelques dinars de plus par rapport à la veille. Ainsi, la pomme de terre est passée à 45 dinars, la tomate à 40 et les oignons à 30. La salade verte de premier choix est cédée à 100 dinars, celle de deuxième choix à 70. Pour ne pas être en reste, les feuilles servant à confectionner le bourek sont passées cette année à 50 dinars la douzaine alors qu'elles ne dépassaient pas les 20 en temps normal. Interrogés sur cette flambée soudaine des prix, des commerçants et des citoyens ont été unanimes à déclarer que «c'est une chose tout à fait normale à cause de la trop forte demande exprimée par les consommateurs lors des premiers jours du Ramadhan. D'ailleurs cela se produit chaque année», fera remarquer un commerçant, en prévoyant que les prix vont rester en hausse durant toute la première semaine du mois de carême avant de se stabiliser autour des fourchettes saisonnières.

Les jeunes préfèrent
le travail sans passer
par une formation

A. El Abci

Une centaine de jeunes âgés entre 16 et 20 ans ont été formés dans les centres de formation professionnelle de la wilaya de Constantine, et ce, pour le compte de la direction du secteur de l'emploi de la wilaya de Constantine. C'est ce que nous a déclaré le premier responsable de ce secteur, M. Driss, qui souligne «qu'il s'agit de stages d'apprentissage qui s'inscrivent dans le cadre d'une convention signée entre le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale et celui de la Formation professionnelle». Notre interlocuteur précise «que la durée de ladite formation est de six mois et que la rémunération des élèves stagiaires est fixée à 3.000 dinars par mois». Et d'indiquer également que «les stages en question concernent une liste de près d'une quarantaine de spécialités enseignées. Ces spécialités, dit-il, vont de la menuiserie, aux travaux publics (BTPH), en passant par l'électricité, la mécanique et jusqu'à l'informatique, etc. , pour les jeunes diplômés. Car, ajoute le directeur de wilaya de l'ANEM, les stages d'apprentissage sont ouverts à tous les jeunes, pour aussi bien les diplômés que pour ceux qui n'ont ni qualification ni formation. Il déclare «qu'à ce jour nous sommes déjà à la deuxième promotion, la première

ayant été lancée en septembre 2009. Ainsi, c'est tout de même une centaine de jeunes personnes âgées de 16 à 20 ans qui sont venues grâce à ces stages riches en connaissances et en savoir-faire, pouvant aider à leur insertion future dans le monde du travail». Pour la prochaine session qui va démarrer au mois de septembre 2010, notre vis-à-vis affirme que son secteur est prêt à satisfaire à toutes les demandes de candidature à ce genre de stage de formation, faisant savoir à l'occasion que cette formule peine à «décoller», en raison que les jeunes préférant se dégouter un boulot que de s'orienter vers des apprentissages d'abord. Et c'est à l'effet de remédier quelque peu à cette situation que l'ANEM avait initié auparavant des campagnes de sensibilisation soulignant l'intérêt de cette formule de formation, auprès des douze APC de la wilaya, des centres de formation professionnelle et de la direction de l'éducation. «Et nous comptons le faire encore une autre fois auprès des mêmes partenaires en question, avant le démarrage de la prochaine session de septembre de 2010». Le même responsable affirme que «nous sommes prêts à prendre en charge toutes les demandes des jeunes qui le souhaitent, et récupérer ainsi le maximum du contingent victime de déperdition scolaire», conclut-il.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 Ramadhan 1431

El Fedjr
04h13

Dohr
12h39

Assar
16h25

Maghreb
19h32

Icha
20h58



Fin des tracasseries
des habitants de Oued
Lahdjar

Les problèmes d'alimentation en eau potable de l'immense quartier de Oued Lahdjar de Didouche Mourad, où depuis des semaines la population de quelques milliers de personnes ne cessait de réclamer, semblent être en voie de résolution. En effet, les travaux pour la réalisation d'un réservoir de deux mille mètres cubes sont pour ainsi dire terminés. Les essais seront probablement lancés incessamment et les habitants de cette cité pourront enfin pouvoir bénéficier d'une alimentation normale, qui mettra fin à leur calvaire.

Un engin de
terrassement prive Ali
Mendjeli d'eau

La nouvelle ville de Ali Mendjeli est privée d'eau. Selon les services de la SEACO, à l'origine de cette coupure, un engin de terrassement qui a pendant des travaux gravement endommagé la conduite principale d'un diamètre de 400 mm et l'eau se déverse dans la nature. Les services techniques de la SEACO qui ont été alertés, affirment que depuis avant-hier des équipes d'intervention d'urgence sont sur le terrain et procèdent aux réparations. Ceci en soulignant que le retour à la normale se fera probablement jeudi au plus tard.

Canicule

C'est sous une chaleur accablante que les Constantinois ont entamé leur première journée du mois de jeûne. Mercredi matin, et jusqu'à neuf heures, la ville était quasiment déserte. Aucune trace de bousculade dans les rues commerçantes et les rares passants fuyaient le soleil de plomb. Les voitures circulaient normalement et même les taxis étaient disponibles. Toujours est-il que la canicule fait fuir, et même les plus courageux qui habituellement débarquent en force des quartiers situés sur les hauteurs ou tout simplement des petites villes voisines, ne viennent pas. D'ailleurs cela se confirme par le peu de passagers vus à l'intérieur des bus. A noter enfin que les services de la météorologie situés à Aïn El-Bey déclarent qu'un retour à de meilleures températures est prévu à partir de demain vendredi, avec une baisse notable du thermomètre.

Il était une fois
«Bel Air»

C'est avec colère que de nombreux habitants des deux immeubles de dix étages chacun de «Bel Air» ont exprimé leur impuissance à redonner à cette cité ses qualités d'autrefois. «Auparavant, disent-ils, les lieux étaient réputés tant la qualité d'entretien des immeubles était remarquable. Mais depuis quelques mois, disent-ils, plusieurs égouts situés aux alentours se sont mis à vomir des eaux puantes qui empoisonnent l'atmosphère, ce qui est même dangereux pour la santé publique. Tout le monde peut remarquer l'écoulement de ces eaux puantes dont certaines sont stagnantes. Malheureusement, malgré nos appels aux services concernés, rien n'est fait et cela continue à puer».

A. C.

Les oubliés du pont
Hachehouche

De bon matin hier, premier jour du Ramadhan, les habitants d'une vingtaine de maisons situées de part et d'autre de la rivière qui coule sous le célèbre petit pont Hachehouche, situé à l'intersection des rues des Frères Bouchama et Biskri à proximité du lycée Hihi El-Mekki, ont déclenché une opération de volontariat pour nettoyer et désherber les berges de ce ruisseau dont les eaux coulent pratiquement sous les fenêtres de leurs appartements.

Aidés par une petite équipe de nettoyage dépêchée après leur demande par le secteur urbain de la cité Emir Abdelkader, formée de quatre ouvriers et un tracteur muni d'une benne, les habitants se sont employés à débarrasser les lieux des gravats et toutes sortes d'objets jetés dans le cours d'eau, empêchant l'écoulement de celle-ci. «J'habite près du pont, tout près du ruisseau, nous déclare M.S. Bader. Cet endroit est délaissé carrément par les services communaux. Nous sommes menacés par les maladies provenant des cadavres de chiens, de chats qu'on jette dans le ruisseau, des odeurs épouvantables qui se dégagent des eaux polluées à l'extrême, par les moustiques et autres

bestioles dangereuses qui nous contraignent à vivre éternellement avec les fenêtres fermées».

Les habitants du quartier citent d'autres problèmes de circulation, d'hygiène en général dans le quartier en affirmant avoir contacté les responsables du secteur, une fois en présence du maire de Constantine lui-même. Mais sans aucun résultat sauf cette petite équipe de nettoyage alors que, déplorent-ils, leur quartier va à la dérive. «Par conséquent, annonce un autre citoyen, et devant les problèmes que rencontre Bouchama Supérieur et la rue des Frères Biskri, nous avons décidé de provoquer ce soir une assemblée générale pour désigner un comité de quartier qui prendra en charge nos préoccupations et sera l'interface entre les habitants et les services de la commune». Un autre ajoute sur un ton de dépit : «Les responsables du secteur urbain ne sont jamais venus dans notre quartier, alors que nous avons besoin d'hommes de terrain et non de fonctionnaires qui restent cloîtrés dans leurs bureaux !» A noter que nos tentatives de prendre attache avec les responsables du secteur urbain ont été vaines, ceux-ci étant absents.

A. M.

La santé va acheter
des groupes électrogènes

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Constantine compte acheter plusieurs groupes électrogènes. Cette mesure, dictée par le souci de faire face à toute défaillance, sera réalisée après le lancement d'un avis d'appel d'offres pour l'acquisition et l'installation d'équipements collectifs au profit des Etablissements publics hospitaliers, des Etablissements hospitaliers de santé et autres structures du secteur à travers la wilaya. Le dépôt des offres a été fixé au 25 août prochain.

Il s'agit de l'acquisition de plusieurs groupes électrogènes d'une capacité de 165 KVA et de 275 KVA pour équiper plusieurs hôpitaux dont les EPH de la cité El-Bir, celui Mohamed Boudiaf dans la ville d'El-Khroub, celui de Zighoud Youcef ainsi que des établissements spécialisés (EHS) de Sidi Mabrouk, Abdelkader Boucherit de Daksi et du centre de transfusion sanguine. Conçus comme équipement de secours, ces appareils sont destinés à pallier aux pannes fréquen-

tes de courant et autres coupures en période de chaleur.

Le Dr. Damèche Mohamed-Nacer, directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya, nous a déclaré «que cette acquisition répond à un besoin urgent car les groupes électrogènes dont sont équipées ces structures de santé, sont arrivés à un état de vétusté avancé et, de ce fait, n'arrivent plus à couvrir leurs besoins en courant électrique nécessaire à un fonctionnement normal. Ces engins, soit qu'ils refusent de nombreuses fois de démarrer à la demande, soit qu'ils tombent en panne en pleine opération chirurgicale, ce qui risque de poser de sérieux problèmes». Le Dr. Damèche ajoute que cet équipement ne représente qu'une partie d'un programme global qui va être lancé incessamment pour équiper toutes les structures de santé de la wilaya de matériel moderne de fonctionnement général et en matériel de santé de dernière génération.

A. M.

Plus de 100 millions de dinars
pour mettre en valeur 420 ha

Un montant de 100,61 millions DA a été octroyé dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 à la mise en valeur par la concession de 420 hectares répartis sur deux périmètres agricoles dans la commune de Ben Badis, wilaya de Constantine, apprend-on mardi de la direction des services agricoles (DSA). Selon M. Khodja Taoutaou, chargé du dossier des concessions à la DSA, le premier périmètre situé dans la localité de Si El-Haouas-2 avec une superficie de 300 ha sera concédé à 30 agriculteurs, alors que le second, qui s'étend sur 120 ha à Stah El-Maïda-2 sera attribué à 12 paysans, soit une moyenne de 10 ha pour chaque bénéficiaire. L'éligibilité des 42 bénéficiaires a été établie par la commission de wilaya chargée du projet qui se trouve actuellement au stade de l'étude technique avant l'engage-

ment des travaux par la Générale des concessions agricoles (GCA), précise ce cadre.

Outre le cadastre des deux périmètres, les travaux à mener porteront, soutient-il, sur l'amélioration du sol par le labour profond, l'exploitation de quatre sources d'eau locales, l'irrigation des terres et l'ouverture de pistes pour désenclaver ces deux périmètres. A terme, ces deux périmètres serviront à la culture des céréales et des fourrages ainsi qu'à la plantation des oliviers de sorte à offrir des postes de travail dans la région et améliorer les conditions de vie de ses habitants, souligne M. Khodja Taoutaou. Six périmètres totalisant 2.280 hectares exploités par 219 paysans ont été créés au cours de la dernière décennie dans la wilaya de Constantine, note-t-on de même source.



■Loue Apparts standing à Bousfer-plage F2 et F3 vue sur mer, équipés, meublés. Prix spécial Ramadhan - Tél.: 0699.15.18.97

■URGENT: A louer F2 environ 60 m² + garage: 50 m² au R.CH d'une villa toute équipée, résidence très calme, proche toutes commodités. Prix négociable - Tél.: 0696.25.10.08

■A.V.: F2 RDC Eckmühl. Acté. P. 350U. F2 1er C.V. libre de suite. P. 350 U. Acté. F3 entrée avec 2 personnes duplex Cuvelier. P. 650 U avec promesse de vente. F3 3e cité des enseignants Maraval. Acté. P. 460 U. F3 1er face Anik P.450 U - AG. RAHMANE - Tél.: 0793.41.66.40 - Fixe: 041.32.42.37 - 041.35.11.36

■A Vd. Appt F2 aménagé en F3. Acté. Sup. 54,66 m² - 5ème étage, situé à 41 Bd Maâta - C/V d'Oran - Tél.: 0550.07.33.56 - 0792.09.86.08

■Vends F3 centre-ville Oran - St-Pierre - Tél.: 0554.19.89.83

■A louer un beau F2 de 47 m² au 2ème étage, immeuble, propre et sécurisé en plein centre-ville (Front de Mer) à quelques mètres du grand boulevard. Eau H24 - 2 lignes téléphoniques. Convient pour Bureau - Tél.: 0771.30.56.25

■Loue, courte ou longue durée, à Aïn El Turck (Oran), près de la plage de Cap Falcon, Appts F2 et F3 meublés, gd standing, garage, vue sur mer... etc. - Tél: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■Vends F4. 86 m². Acté. Libre de suite. Cité Akid Lotfi. Refait à neuf, en face boulevard, 2 façades, 5ème et dernier étage, barreaudage complet et citerne - Contacter 0555.44.83.50

■V. / F2 de 65 m² environ. Gd standing, eau H24. Gardien, femme de ménage, service de qualité, du côté du Sun House Aïn El Turck, proche de la mer - Tél: 0554.80.76.54

■ORAN. Centre-ville: Vds superbe Appart très spacieux, F5, 148 m² chauff., Clim., cuisine équipée - Tél: 0663.87.95.61

■Vends F4. Acté - à Akid Lotfi, 2ème étage, refait à neuf, ttes commodités, eau 24/24, gaz, téléphone. Curieux s'abstenir - Tél.: 0550.57.05.59 - 0550.57.05.68

■Vends Appart F3, deux balcons, 80 m², vue sur mer, haut standing Aïn El Turck + vends hangar Charp. Mét. 728 m², Nouv. Const. dans terrain de 1 Ha 125 ares Région AGHBAL (KERMA). Prix après visite - Tél.: 0779.93.06.37

■Vends Appart pour usage bureaux, 1er étg., 2 entrées, 191 m², 7 P.C.SB + débarras + terrasse. Bien ensoleillé, 30 m de balcon, donnant sur 3 rues dont Larbi Ben M'hidi - Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0772.41.17.85

■Vends F4. Acté. 5ème étage et dernier étage. Eau H24. Parking - Akid Lotfi - PV.: 980 U avec cp de vente - Tél.: 0667.97.51.41

■Vend F4 à Bel-Air côté Wilaya, excellent état, 7ème étage, 4 pièces, Cuis., SDB, WC, balcon, 2 façades vue sur mer. Prix après visite - Tél: 0665.59.47.26

■Particulier loue F1: grande pièce, cuisine, sdb, toilette au RDC à Trouville, Aïn-Turck, de septembre à juin. Prix 12.000 Da/mois - Tél: 0667.16.18.59

■Part. Vend 3 P.C. WC (douche, à aménager) conv. Habitat/profession - 2 entrées, acté, libre, accepte agences et courtiers - Tél: 0772.01.72.83

■Loue appt F5 grand standing, 3e étage, toutes commodités au Bd Front de mer + Un F4 meublé, 4e étage face hôtel Bel-Air, Oran - Tél: 0770.35.61.54

■A louer bel Appart F4 meublé en face Hôtel Bel Air, bien ensoleillé, 4ème étage - Tél: 0779.29.44.01

■A louer bel Appart F5, 180 m², meublé, au Front de Mer en face la mer au 3ème étage - Tél: 0779.29.44.01

■Vends F4 SB. Cuisine, 4e étage, 3 façades, bien ensoleillé, acté, bon voisinage, à cité CNEP, 96 logements Almaz - Yaghmoracen - Oran - Tél: 0772.94.81.89

■A vendre F5 2e étage bien ensoleillé, refait à neuf, vue sur tribunal d'Oran, endroit bien situé et calme, prix après visite - Tél: 041.29.29.83 - 0551.88.06.86 - Adresse: 1 Rue Med Boudiaf - ORAN.

■Vend appt F5 RDC avec acte, sup 107 m², bon voisinage, pas de promesse de vente, conviendrait pour habitation ou fonction libérale, situé à haï Seddikia Oran "ex-Gambetta" en face de la direction CNEP - Tél: 0664.54.90.29

■Vends appartement F3 refait à neuf, côté lycée Lotfi - Tél: 0662.20.04.17

■Vends F3, Haï Es Sabah, Cité 364 logts Bt 10 A, 2ème étages. Tél.: 0771.99.40.79

■Vends Appart F4 - 4ème étage centre-ville d'Oran. Bien situé. Immeuble propre. Refait à neuf - Acté - Tél.: 0554.68.46.42 - 0550.32.68.25

■Location d'un super F3 au 3ème étage à Cité Lamur en face la Station BAHIA (Prix 25.000,00 par mois) - Tél.: 0552.69.11.07 - 0555.99.32.39

■Vends Appt F3 - 5ème étage - Cité Intissar. Bloc O - RELIZANE - Tél.: 040.71.73.10

■Loue des Apparts dans un immeuble meublé et équipé et toutes commodités (garage, eau H24...) dans un quartier très calme, résidentiel, pour famille - Trouville. Aïn El Turck - Oran - Tél.: 0777.65.23.63

■A vendre F3. 1er étage. Akid Lotfi. Acté. Refait - Contacter le N°: 0791.81.46.16

■Vds Appt F4. Acté. 1er étage. Refait à neuf - ttes commodités. Libre de suite (PD. 950 U - Prix (Off.) 900 U). Cité Gde Terre (Coopérant) Bt B4. Dar Beïda, ORAN - Contactez: 0771.06.67.65

■Echange: 02 F4 sur le même palier de 87 m² chacun au 3ème et dernier étage à Saint Eugène - Oran - contre une Maison de Maître ou un F5 (1er ou 2ème étage). Etude toute proposition - Tél: 0699.10.58.61

■AÏN-TEMOUCHENT: Vds Appart F4, 73 m², en plein C.-Ville. Prix donné 330 U et prix demandé 370 U / Vds magasin, 40 m² avec sous-sol, au C.-Ville - Tél.: 0697.38.22.14

■TLEMCCEN: Vends Appt F3. 104 m², 4ème étage. Acté. Bien situé sur Gd Bd Imama Cité Ouroud, immeuble fermé, bon voisinage - Tél.: 0775.87.13.34 - Après 18 H

■ROUIBA (ALGER): A louer Appt F3 meublé, au RDC, bon voisinage - Me contacter au N° suivant: 0775.86.90.40

■Particulier loue ou vend Appt F3, sup. 73 m² à Miramar Rue Jean Kraft, 3ème étage dans un immeuble bon état et calme, eau H24 avec la porte d'entrée qui se ferme - Loue Appt F3 100 m² Antinée 6ème étage (marché Michelet) - Tél: 0771.64.34.45 - 0556.24.74.79

■A vendre Logt F4. 1er étage centre-ville SIDI BEL ABBES - 6 Millions DA Négociable - Tél: 0696.51.22.25 ou 040.41.67.20

■Vends Apparts Top. Etage de villa, F4 140 m² - F3 120 m². Const. neuve. Haï Essabah, Bd Bus ETO 11 - Tél: 0779.28.26.48 - 0774.40.90.11

■Echange F3 HLM Gambetta, Acté - contre similaire Acté aux environs Oran - Tél: 0669.01.04.76 - 0793.74.23.77

■Vends F3, 1er étage à la Cité Akid Lotfi. Promotion DIF. Refait à neuf - Tél: 0778.51.06.19

■Dans un Duplex loue un Appart Stand. 2 étages, 260 m², toutes commodités, 2 façades, station. voiture avec garage + magasin 60 m² bien aménagé - Fernand-Ville. Oran-Est. Gd Bd - Tél: 0550.16.81.23

■Vends F3 - Refait à neuf - à USTO Cité 790 Logts. 3 étages. Vue sur Siège Air Algérie - Tél.: 0557.77.97.21 - Oran

■A vendre 1 F5 sup. 153 m², 4ème étage Cité Fellaoucène, El Barki, Résidence Djebari. Eau H24. Bon voisinage. Prix intéressant après visite - Tél: 0553.96.27.86

■A vendre Appart F3. Acté. Cuisine, SDB, au 4ème étage à Seddikia, vue sur mer, en face Sheraton - Oran. Bon voisinage - Tél: 0669.74.77.10

■Vends ou échange contre petit F3, un lot e terrain acté de 150 m², deux (02) façades, clôturé en double cloison, plate-forme et piliers, viabilisé, à Long Champ Mers El Kebir - Oran - Contacter le 0559.02.36.32 / 0771.95.58.18

■A louer au grand boulevard Canastel, Appt F4, 200 m², vue sur mer. Convient pour bureau ou autres, avec garage. Libre de suite - Tél: 0552.20.18.53

■A louer joli F4 près Sheraton, 4ème étage, 2 façades ensoleillées, vue sur mer. Bon voisinage. Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0771.17.88.74 - Oran

■A louer bel Appart F3 à L'USTO Oran 790 Logts, bien ensoleillé, avec toutes commodités au 1er étage - Tél: 0550.51.65.64

■A vendre: Studio 22 m² en face Commissariat 17ème St Pierre avec SDB et cuisine - Duplex, 4 étages, 130 m² Avenue Sidi Chami avec toutes commodités - Tél 0770.89.30.13

■TLEMCCEN IMAMA - A vendre Appart haut standing TITANIC 5ème étage 150.00 m² développé avec une disponibilité de 5.000 L d'eau, un monte-charge pour les besoins quotidiens, une buanderie avec terrasse, garage au RDC. Curieux s'abstenir - Tél: 0770.36.98.99 / 0559.41.94.94

■A.V. Appt F4 au RDC - Acté - Libre de suite à Maraval. Endroit très calme - Tél.: 0770.84.35.69

■Particulier cherche à louer appartement F4 ou F5 pour une durée de 12 mois dans les quartiers: Maraval, Yaghmoracen, Cité Petit, Cité Protin - Tél.: 0773.89.13.05

■A vendre appartement F4. Acté. 2ème étage. Cité Protin - ORAN - N° Tél. Portable: 0799.30.54.40

■Vends Appart 2 pièces C. SB + terrasse. 5ème étage. Zone industrielle HASSI BOUNIF (210 U) (Désistement) - Tél.: 0795.79.27.66 - 0779.66.35.69

■Vends: F2 Aïn Baïda + F2 Haï Sabah + F2 Akid Lotfi + F3 côté Wilaya + F2 Dar Baïda + F3 l'USTO + F4 +F1 Haï El Yasmine + F2 Hassi Bounif + F3 USTO HLM + garage - Immo. LIBERTE: 0774.33.17.00 - 0770.31.70.77

■Loue: F3 Yaghmoracen + F3 Haï El Yasmine + F4 l'USTO + F4 Rue Mirauchaux + F1 meublé Bir El Djir + F4 Dar Baïda + F3 Akid Lotfi meublé + F3 Plaza meublé - Immo. LIBERTE: 0774.33.17.00 - 0770.31.70.77

■Loue Appt dans une villa située aux 200 Logts Es-Sénia: 2 pièces, hall, cuisine, SDV + terrasse, 70 m² - Contacter 0771.22.19.97

■Loue un très joli F2 meublé de luxe style moderne, toute commodité, dans une résidence clôturée, sécurisée, pour Société étrangère ou nationale. Courtiers et curieux s'abstentir - Tél.: 0660.30.05.86



■Agence EL BAHRIA - 0774.01.89.57 - Agimobahria@gmail.Com - Donne en location superbe villa à Oran-centre 2.000 m², un bâti de 1.300 m² avec parking - 8 pièces, 4 SDB + hammam - cheminée et jardin, pour Sté internationale ou nationale. Prix intéressant.

■Location de villas: Proposons en location à Canastel (Oran) à Sociétés nationales ou étrangères, deux belles villas à usage d'habitation et de bureaux situées au sein d'une propriété de 2.500 m² clôturée et sécurisée avec toutes les commodités - Tél.: 0661.20.09.62 - 0771.53.77.52 - Fax: 041.53.30.45

■Vente villa à ES-SENIA (200 Logts) 332 m² R+1 - Tél: 0771.17.88.84

■A.V.: M.M. sup. 270 m² Boulanger P. 2.100 U + M.M. sup. 150 m² RDC Tauxreaux 350 U + M.M. R+1. 120 m² plus 2 locaux St-Eugène P. 1.400 U + terrain sup. 170 m² Mesregghine. Acté. P. 550 U - AG. RAHMANE - Tél.: 0793.41.66.40 - Fixe: 041.32.42.37 - 041.35.11.36

■AG. ROMAYSSA. Vend les villas: 420 m² (RDC) avec 3 jardins + garage pour 5 V. + local à Fernandville + Maison de Maître 1110 m² Gambetta - 250 m² (R+1) Canastel - 305 m² (R+1) Castors - 200 m² (R+2) Pépinière - 0773.03.68.43 - 0661.21.12.02

■Vds F5 MOSTA - Immeuble Dahra (15ème) - Contact: 0553.77.80.75

■ORAN: A louer Appt F3 au RDC à Haï Seddikia près de l'hôtel Sheraton pour profession libérale - Tél.: 0554.61.36.28

■Loue Appt F3, bien aménagé, ttes commod., vue panoramique - Cité La Fontaine, la Tour - Tél.: 0771.55.79.43

■A louer appartement F3, 2ème étage, à Es-Sénia - ORAN - Tél.: 0775.46.81.01

■Jeune couple cherche un appartement F2 ou F3 à louer (Bon prix) aux environs d'Es-Sénia, Maraval, les Amandiers ou Yaghmoracen. Courtiers s'abstenir - Tél.: 0555.26.03.64

■GDYEL - Vends Appart de 120 m² +cour 100 m² + magasin, plein centre-ville en face place - Tél.: 0550.45.18.81

■GDYEL - Loue / Vends M. de Maître R+1 - 350 m² - 2 salons, 5 Ch., Cuis., douche, SDB, terrasse, buanderie, jardin, garage pour 3 V. - Toutes commodités - Tél.: 0550.39.70.14 - 0774.32.74.34

■AÏN TEMOUCHENT: A louer ou à vendre Appt F3 - 4ème étage - 82 m² + A vendre Matériels complets de Taxispho-ne - Tél.: 0771.28.27.87 / 0556.19.97.68

■AG. ROMAYSSA. Vend: F3 (2 - 3ème étage) refait à neuf à Seddikia - F3, F5 USTO - F3 Haï Salem côté Hasnaoui. Acté - F3, F4 Akid Lotfi - Tél.: 0773.03.68.43 - 0661.21.12.02

■Maison de Maître, bien située, 250 m², 4 Pces, SDB, 2 garages. Actée à Aïn El Baïda - Tél.: 0552.53.08.98 - Oran

■Vends ou échange une belle Maison non finie à Coop. Wilaya Canastel 2. Sup. 150 m², 2 façades à 100 m de la route principale. Reste 20% des travaux. Elle est équipée de gaz, électricité, assainissement, eau - contre un appartement - Tél.: 0668.666.760

■Vends ou échange contre Maison individuelle, F7 grand standing, R./ Lari Ben M'hidi ORAN, 2ème étage, D./façade. 2 entrées individuelles. S./230m² - Tél: 0771.91.92.43 + F4 R./Lamartine 100 m². Prix après visite

■A vendre villa 300 m². R+1 - 1 garage +0 1 local, jardin + une grande terrasse - Située les Castors ORAN - Tél.: 0796.48.74.67

■A vendre Maison de Maître 500 m² avec 2 locaux à Av. St Eugène ORAN. Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél.: 0557.41.20.70

■Vends une grande Maison de Maître R+02 - 270 m² - à Es-Sénia Kara 2 (Actée) 03 gds salons, 07 gdes Pces, climatisée, internet, jardin, garage - Tél.: 0771.07.38.56

■A vendre une villa de 315 m² - R+1 - sur grand boulevard des Castors (Ligne B) avec un grand garage, local, jardin - Tél.: 0771.30.56.25

■Vends Maison 2 F., ensoleillée, 27 m de Faç. Actée, au 135 Logts Pépinière, Bir El Djir. Viab., eau, Elect., gaz, B./eau existent. R+1 - RDC: salon + gde cuisine, S. à manger, cour + garage + 1er étage: 4 pièces + SDB, dressing + terrasse. Courtier s'abstenir - Tél.: 0772.24.80.09

■A vendre: Villa superficie 599 m². Rez-de-chaussée: un gd local + 1 P + Cuis. + sanitaire + hammam arabe. 1er étg.: 1 salon + 4 Pcs + hall + cour. 2ème étg.: 1 salon + 2 Pces + hall + cuisine + sanitaire + terrasse -Adr.: 8 Rue Dieulafoy - Gambetta ORAN - Tél.: 0772.35.22.41 - 0552.10.18.08

■A vendre: Maison de maître. Superficie 412 m². Rez-de-chaussée: 1 local - 1er étage: deux locaux + cour. 2ème étage: F5 + salon + cuisine + sanitaire -Adr.: 8 Rue Dieulafoy - Gambetta ORAN - Tél.: 0772.35.22.41 - 0552.10.18.08

■A vendre villa 1er étage, superficie 358 m² (1er étage fini à 80%), sise à Haï Louz, Sidi El Bachir, Bir El Djir Oran - Tél: 0554.37.69.36

■Vend M.M sise à Ghazaouet (Souhlia) W.de Tlemcen 400 m² 134 bâtis et 166 m² jardin avec des arbres fruitiers, 3 pièces, 1 cuis, sdb, gd garage, gd hall, maison actée avec 4 façades, gaz, eau , élect, vue sur mer à côté de la plage prix après visite - Tél: 0698.82.71.86

■Vends maison de M 450 m², R+1, 18m de F, Rdc local 100 m² + garage 2 V +1 salon +2 Pcs, CSDB +2 toilettes + B à eau + puits + jardin. 1er étage 2 salons + 5 Pces + CSDB + 2 toilettes + gde véranda. Maraval environs Soufi Zoubida - 07.71.32.70.92

■A vendre villa 310 m² ((110 m² jardin) 2 façades, 4 niveaux, bien aménagée, 2 gds salons, 5 gdes pièces, gde cuisine, SDB / WC, hammam, local et garage 2 voitures. Prix donné 2 milliards - Tél: 0661.561.007 - Haï El Louz / Bir El Djir

■Vends M.M 120 m². R+1. Toutes commodités. Cour: 2 véhicules, bêche d'eau. Faïence, dalle de sol, nouvelle construction. Acte en cours. El-Ançor les Andalouses (3 Km de la plage) - Mobile: 0665.86.56.24

■A louer Immeuble neuf et moderne de 04 étages de 200 m², composé de 03 Appts F3 + 03 Appts F2 + un grand Appt F3 au 4ème étage avec une grande terrasse + chauffage central et climatiseur à chaque Appt - Les Castors - ORAN - Pr Sté privée ou étrangère - Tél: 0550.56.27.27

■Villa de 170 m² à vendre. RC: Rentrée avec cour, bêche d'eau, garage, hall, SDB, salle à manger + cuisine + grande cour. 1er: hall + 4 pièces + SDB - à Bousville - A. Turck - Tél: 0771.96.95.87

■Vends à Bousfer-plage R+1. 2 Faç. sur 210 m². R.CH: Espace libre pour aménager logement + garage à chaque Faç. + belle chambre donnant sur rue. 1er: 6 P., vestibule spacieux, Cuis. équipée, Terrasse avec vue sur les Andalouses. Const. Réc. avec Acte et Certificat de conformité. Inter. s'abst. - Pour R.V. Tél: 0771.20.69.46

■A vendre une belle villa quartier résidentiel, 329 m², R+2, avec un très grand garage + jardin, Cité Point du Jour derrière le supermarché Morched - Tél: 0771.94.96.94 ou bien 0557.63.53.28 - Curieux s'abstenir

■A vendre une Maison de Maître, nouvelle construction à Bir El Djir avec 03 garages - Tél: 0553.21.18.86 - 0771.23.80.03

■BENI SAF: Vends très vieille Maison située Rue Sidi Boucif, à 5 min de la plage, 2 façades - Tél: 0554.92.43.59 - 0553.09.61.94

■Vends villa R+1 MOSTA. Salamandre. Sup. 180 m². RDC: 1 salon + gde. cuisine, 2 halls + salle de bain + garage 1 voiture. 1e étg: 6 chambres + SDB. Prix offert 2 MD - Prix de vente: 2 MD 400 - Tél: 0798.41.04.65

■TLEMCCEN: Loue immeuble R+3, 380 m², 2 Apparts F5, F3 + gd local avec sous-sol, 2 Faç. sur Blvd près de l'hôtel IBISS pour Sté. étrang. Fini à 85% - Tél: 0661.53.85.19

■Vends belle villa, Bouis-Ville A.Turck, 582 m². 2 Fçdes, 3 entrées. 1er: 3 Pces, Cuis., S.B. Gde véranda avec vue sur mer. RC: 2 Pces, Cuis., S.B., Gd hall - Interm. s'abstenir - Tél.: 0560.26.06.55 - 0772.41.17.85

■Vends villa à Canastel 250 m² - Sous-chaussée + R+1 - 8 pièces, 2 halls, 2 S.B., garage, bêche d'eau, grande cuisine (12 x 3,5), jardin. Bon voisinage, calme - Contactez N° 0771.42.49.43 ou 0772.42.23.16

■A louer à côté de Maison Peugeot, Courbet (ORAN), villa 870 m², 1er et 2ème étages, équipée dans toutes les chambres climatiseurs et chauffage central, et bureaux et lits et cuisine équipée - Tél.: 0771.75.79.82

■Cause départ: Vends belle villa meublée 125 m². R+1. N/C style marocain. Actée. Garage, B/d'eau... etc. + ATOS GLS 2008 - Bien située à Cap Falcon, Aïn Turck - ORAN - Me contacter: 0796.03.45.14

■Vends Maison 170 m² RDC + 1 étage - 8 pièces + 2 magasins. Actée. Face Ibn Sina ex-Glisia - Tél.: 0772.661.339

■A vendre villa à MERS EL KEBIR à 200 m de la Route Corniche Supérieure. Actée. 135 m² R+1 étg. avec 3 locaux, 1 chambre + salon + cuisine, SDB, WC, hall + terrasse - à 15 min d'Oran - avec 3 façades - pas loin d'Aïn Turck. Vue sur mer - Tél.: 0553.47.26.48

■Vds villa 220 m² actée. Nvelle Const. Ttes commodités. RDC: 2 locaux + garage (8 V.) + sanitaires + Pt jardin. 1er étg.: 5 pièces + cuisine + SDB + 2 WC + Gde cour. 2ème étg.: 1 Gd salon + toilettes + 2 terrasses + débarras - Côte lycée Haï Daya - Oran - Tél.: 0698.33.04.41

■Vds - Mostaganem - côté Mazagan centre-ville, villa commerciale R+1. Sup. 200 m². RDC: 3 locaux. 1er étage: 3 Pcs + gd salon avec terrasse + SDB, cuisine - Tél.: 0554.23.00.64

■Part. vend Maison Ind. N/construction très bien située centre-ville Oran. 1er étg: Gd salon, cuisine, balcon + WC. 2ème étg. : 4 chambres + S. de bain + chauffage central. Toutes commodités + local 53 m² - Tél.: 0771.19.89.14 / 0662.30.45.01 / 0556.94.31.94

■A vendre villa 600 m² R+1 (2 façades) quartier résidentiel Cité 20 Août Canastel - Tél.: 0770.51.34.06 / 0771.97.55.13

■Vends Maison à GDYEL. 500 m². 2 F. 240 m² bâtis N.C. RDC. Prix après visite - Tél.: 0775.40.42.27 - 041.48.16.48

■Vends 2 Immeubles à Aïn El Turck Bousseville, 200 m de la mer, comprenant 17 Apparts de Gd. Stand. F1 - F2 - F3 - F4 - 2 façades, 4 magasins, parfumerie, pizzeria de 200 m², puits, eau à volonté. Agence et curieux s'abstenir - Tél: 0661.12.11.56

■TLEMCCEN (400 Logts): Vends très belle villa, 3 façades, R+2, 03 locaux + garage pour 4 voitures - Tél: 0775.86.90.40

■A vendre avec Acte de Propriété de 2.500 m² avec trois villas coloniales, piscine - Sécuritaire - Centre-ville Aïn El Turck Bousseville - Agence et curieux s'abstenir - Tél: 0661.12.11.56

■Loue Immeuble commercial R+2 situé dans un quartier populaire et commercial - Tél: 0551.94.24.22

■Vends villa: deux façades. 600 m² + appartement et 3 jardins avec garage pouvant recevoir camion, deux locaux commerciaux sur Boulevard axe Alger - Oran - App. le 0772.56.21.38 ou Fax: 045.87.87.89

■A vendre villa, rez-de-chaussée, 260 m², actée, à Boutléis W. Oran, une façade, rentrée avec cour, 01 salon, 02 pièces, 01 cuisine, SDB, 02 WC, garage, 02 cours, bêche d'eau, jardin, assainissement, eau, gaz, électricité. Prix après visite - Tél: 0699.58.43.10

■Vends Maison au bord de la mer composée: salon, une chambre, SDB, WC, p/cour, un puits, terrasse. Possibilité d'extension - Cap Falcon - Actée - Tél: 0557.40.97.65

■A louer très belle villa pour société à Oran. R+3 (3 Apparts) avec toutes commodités à Bir El Djir à côté Hôpital Pédiatrie sur Boulevard - Tél: 0550.51.65.64

■Vends villa 250 m² R+1, bon prix la Lofa + 200 m² R+1, bon prix côté jardin Canastel + 450 m² centre-ville avec 1 belle architecture + vends carcasse 300 m² 14 Coop. Bir Djir + carcasse 150 m² Coop. Wilaya Canastel vers Belgaïd pas loin de la route à 100 m + villa 250 m² Cité Djamel côté Cité Zianides, bon prix - Tél: 0661.20.08.90

■A vendre Maison de maître F5, 195 m². Actée. 2 façades, 1er étage avec Gde terrasse, Bd Albert 1er N° 99 Haï Saâda - Oran - Tél: 0771.24.15.84

■TLEMCCEN - Imama: Vends Maison R+1, 230 m², 5 Pces, 2 cuisines + jardin + 2 locaux + garage. Prix après visite - Tél.: 0664.60.81.00 / 040.91.27.10

■Vends 2 carcasses. La 1ère: R+4 Maraval 244 m² avec 5 locaux - La 2ème carcasse: R+2 + buanderie, 150 m², Rocher - ORAN - Tél: 0550.56.41.85

■SAÏDA (Rebahia) quartier bien situé: Vends totalement ou partiellement, villa bâtie sur 400 m² (20 x 20). Bâti RDC 262 m² + cour 138 m². Bâti 1er étage 262. Bâti 2ème étage 50 m² + terrasse 138 m² - Tél.: 048.51.86.88 ou 048.52.02.97

■Vends villa en R+2 - 3 façades - de 300 m² à Bir El Djir, non loin du Rond-point de Canastel - Finie à 80% - Tél.: 0554.04.83.38

■A vendre villa St Hubert 450 m². R+1. RC: 3 salons, 1 cuisine, 1 garage, WC, bain turc, puits, bache d'eau, piscine, chauffage central, 2 cours, hall. 1er: 4 chambres + 1 chambre avec SDB, 1 hall + 1 cour + SDB. Terrasse. 1 véranda - Tél.: 0770.54.75.78

■MOSTAGANEM: Vends Maison 476 m² + 2 façades + 6 pièces + grande cour - située à St Jules - Tél.: 0771.73.75.79 ou 0553.72.33.36

■A.V. ou Echange une T.B. Maison Maître style colonial, 4 façades, à BRIDIA 20 min. d'Oran. Sup. 925 m², bâtée 150 m², entourée d'un grand jardin avec des arbres fruitiers, puits, B/eau, 3 gds garages, 1 gd hangar, façade sur R. Nle et Nature - S.V.P. après visite - Tél.: 0552.66.13.93

■A vendre une Maison à Bir El Djir (Bernand-Ville) 227 m², 2 façades, R+2, puits, bache d'eau, 2 locaux 100 m² + 50 m² - Tél.: 0791.39.82.29 - 0558.69.63.02

■A vendre Maison R+1 - 120m² - à MALAH - Wilaya Témouchent - RDC fini - 1er étage entouré sans dalle - Tél.: 0558.10.65.66

TERRAINS

■A.V. ou location terrain bien situé. Acté. Clôturé. 500 m² avec un dépôt de 1.000 m², sur le Boulevard, pas loin de Showroom Caterpillar - S.V.P. pas d'interm. - 0661.21.16.54

■A.V. terrain, 3 façades. Acté - à côté Mazghana Cap-Falcon, Aïn Turck - ORAN - 0550.45.95.43

■A vendre terrain nu 1.600 m². Acté - à côté de Scanner Hamouda Sénia - ORAN - 0798.62.86.43

■Vends lots Terrain: 551 m² à Les Palmiers - 660 m² à Gambetta - 580 m² à Cité Petit - 250 m² à Fermandville - 460 m² St Michel Plateau - Contacter AG. BENSALD. 04 Rue Med Khemisti. Oran - www.immobiliersaid.com - Tél.: 041.29.26.03 / 041.29.26.02

■Vends lot de terrain à l'entrée de BEN FREHA. 192 m² - Tél.: 0793.92.60.81

■AG. HOUHOU. Maraval - 041.35.34.27 - 0555.444.172 - Vend: Senia Route Misserghine 2.080 m² Acté. 3 U le m² - 200 m² Millenium, 6U le m² - Villa 220 m² S. Chahmi. Actée. 1 MD 50 - Villa avec locaux Zraâ Delmonte 18 nég. - Maison avec 03 boutiques N. finie plein Choupet 22 nég.

■Vend à Port-Say lot de terrain 133 m², vend à Ghazaouet les sables maison au 1er étage 4 façades 3P, salon, SDB, Buanderie et 3 grandes terrasses - Tél: 0770.44.80.91

■A vendre lot de terrain 265 m². Acté. Gambetta (Carteaux). Endroit calme. Bon voisinage - Tél.: 0550.46.02.97

■Vends lot de terrain 300 m² D.F. avec P.C. de 02 villas. La Poste - CANASTEL - Tél.: 0554.15.55.40

■Vendre un bon lot de terrain en face de l'autoroute situé à Brédéa daïra Boutlélis W. Oran superficie 258 m² une seule façade, prix: 18000 DA/m² négociable, curieux s'abstenir - Tél: 0777.04.46.83

■Vends terrain agricole - Acté - d'une superficie de 02 HA composé d'un puits + vergers situé Route carrière SIDI-BENYEBKA - Contacter le: 0776.06.07.27 - 0793.87.01.18 - 0796.12.84.04

■Vends terrain agricole - Acté - situé C.W. ARZEW - GDYEL de 02 Ha - Vends terrain agricole - Acté - 35 Ha à revaloriser, situé à proximité de l'échangeur ARZEW - GDYEL - Contacter le: 0776.06.07.27 - 0793.87.01.18 - 0796.12.84.04

■A vendre terrain 250 m², avec plate-forme + piliers + entourage + bache d'eau. Lotissement Diar Errahma - MISSERGHINE. Prix demandé 900 Unités - Contacter le 0773.00.94.07 ou bien le 0554.39.32.40

■Vends Ferme équipée axe ES-SENIA - MISSERGHINE sur Route Nationale - comprenant 03 bâtiments + une unité sous-froid + environ 1.000 arbres oliviers - Groupe électrogène 100 KVA avec armoire automatique - BELABBAS BENGRAA OUKIL - Tél: 0550.45.59.02 - 0772.65.74.93

■Terrain de 400 m² une façade de 20 m à vendre à Oran-Ouest dans Coopérative El-Djamil face gare routière Yaghmoracène - Tél.: 0669.75.11.00

■Particulier cherche terre agricole, entre 2 à 15 Ha - au bord de route dans les environs d'Oran acté avec livre foncier - Tél.: 0772.44.22.75

■Vente terrain agricole superficie de 10 Ha dans la wilaya de Aïn Témouchent. Composée de 02 puits, bassin à 200 m², 01 maison, 01 garage, 01 parc, olives à 5 Ha - Contacter le: 0559.35.39.26 - 0552.62.28.42

VEHICULES

■Vends: - Camion G260 à benne 10 Tonnes. Année 87 - Camion M180 / 07 tonnes. Année 93 - Tél.: 0772.18.76.69

■TLEMCCEN: A vendre HYUNDAI SANTAFE 4x4. Noir. Année 2007. Toutes options sauf toit. 1ère main. 154 000 Km - Tél.: 0770.96.36.97

■Cause de cessation activité - Vends Camion 3,50 Tonnes Frigo ISUZU. Année 2002 - 1ère main. Bon état moteur, carrosserie. Prix à débattre après visite à acheteur sérieux - Tél.: 0669.27.88.51

■A vendre 407 Ess. - 2004 - toutes options - La Confort. 1ère main - 95000 Km - Vert Gris - W d'Oran - Tél.: 0559.92.28.76

■Vds Nvelle Mercedes classe E 250 CDI (204 CH) avant-garde, panoramique an. 2009, C. brun cuprite, jante AMG 18" 16.000 km + Mercedes classe E 250 CDI (219 CH) B.V.A. toute option. TV - DVD - GPS - centralisation - caméra de recul, vision siège Clim. avec massage, 1.800 km. T. neuf C. noir + Nvelle Citroën C5 T. option 2.2 L (173 CH) jante 19". 18.000 km C. gris toriaume - Tél: 0795.25.51.13

■Cause Cessation Activité - Vends Bus ASIA type MUDAN 6100. Année 2005 - 80 places. Bon état moteur, carrosserie. Prix à débattre après visite à Acheteur sérieux - Tél.: 079.28.16.21

■Vends deux Tracteurs année 1994 et 1981. Marque RENAULT. Très bon état - et Remorque 20 T benne. Année 1976 marque KAYZER. Très bon état - Tél.: 0661.22.61.49

■Possède Fourgon JUMPER: Cherche Sté pour transport marchandise - Tél.: 0771.49.32.78 - Mr BENSABA - Oran - Situé à Bel Abbès et à Aïn Témouchent.

■A vendre à ORAN: PEUGEOT "107". Année 2008. Essence - 60.000 Km - Toutes options - Gris vert - Tél.: 0797.555.276

■Vends FIAT PANDA - Année 2006. Peu roulée. 58.000 Km. Bleu ciel. Bon état. Clim. VC, VE - Tél.: 0662.900.601

■Pour cause de changement d'activité, vente Camion 01 benne. 10 tonnes - année 2009 - 50.000 Km - Prix raisonnable - Contacter N° Tél.: 0798.553.185

■A vendre Bus HYUNDAI. 100 places. Année 2004. PO 460. PD 480. Curieux s'abstenir - Tél.: 0795.15.05.06

■Vends Pelle SONACOME S/P 9210. 04 Stabi. Installation marteaux. Bon état. Année 95. Bon prix - à ORAN - Tél.: 0771.72.55.01

■Vds 02 Pelles S/P. Marque CASE 788 et 988. Année 96 et 2000 - à ORAN - Bon prix. Bon état - Tél.: 0797.26.61.08

■Vends ou échange Camion plateau 2T.5. Marque JBC. Année 2009. Cause changement d'activité - Tél.: 0557.01.37.00

■Vends: MERS An. 82. Unique (Ouest) 2 portes. Toit. Vit. AV-AR élect. 450 S. Moteur 6 Cyls ligne 18 Ch - Tél: 0774.40.90.11

■A.V. BMW Série 5 (520 D). Année 2010 - 1.000 Km. Couleur noire. Toit. Cuir, Tél., Xénon, Rideaux. T. options. Matricule 31 sous Licence. Curieux s'abstenir - Tél: 0552.41.50.02

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers et Lourds - Tél: 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■Vends Camion K 120 à benne - Année 2007 - de Marque SNVI - Contacter le: 0555.07.88.91

■A vendre PEUGEOT PARTNER - 05 portes. Année 2004 - 31 - CL Gris Inox. Moteur 1,9 la Toute Option - Tél.: 0773.25.64.78

■SBA - A.V.: TOYOTA YARIS SEDAN - An. 09. Bleu Gris. 25.000 Km. En très bon état - T. options (1ère Main) - Tél.: 0770.97.95.06

■Achète tous types de HONDA en panne ou accidentée... et vends Pièces pour HONDA, Civic, EL, LXI, IXI, Accord, IV Tec, EXI, EX, Concerto, Prélude, CRX, Shupite, CRV, City.... etc. - Possibilité livraison à domicile - Tél.: 0771.12.03.19 - à toute heure

LOCAUX

■MOSTAGANEM - Vends Hammam rénové à neuf tout en faïence. 36 jabis + puits - en fonction + habitation R+1 + R+2. Surface 400 m²- Tél.: 0550.30.42.22

■Loue local 21 m² + soupente à côté marché USTO - Tél.: 0555.95.61.29

■A vendre: Local 50 m², 2 F., 4 rideaux, ADL Pépinière - Local 70 m², 2F., 4 rideaux, ADL USTO côté nouvel Hôpital - Nous contacter au 0772.30.05.16

■URGENT - A louer cave 200 m² et local 80 m² à Canastel. Stockage, atelier, voire logement. Prix négociable - Tél: 0696.25.10.08

■Vends local de 68 m², très bien situé en plein centre-ville (à côté du manège), refait à neuf. Prix intéressant. Intermédiaires et curieux s'abstenir - Tél.: 0552.33.17.60

■Location Zone Ind. N° 3 ES-SENIA - Oran: Dépôt superficie 4.500 m² avec soupente, administration, poste transformateur 430 KVA - Tél.: 0770.25.66.77

■Loue local 25 m² - Angle 4ème Périphérique et Bd Millenium - ORAN - Tél.: 0778.39.39.36

■A louer local double façade, bien situé au grand boulevard Chakib Arselane face grand marché (Halles Centrales). Superf. 180 m². Convient toutes activités commerciales - Contacter le 0774.77.55.90

PENSÉE
Voilà déjà 13 ans - le 11 Août 1997 - que nous a quittée notre chère mère et grand-mère la défunte
Mme MEHEDI TETMA épouse NIAR
laissant un grand vide que nul ne pourra combler. En ce triste souvenir, que tous ceux qui l'ont connue et aimée puissent avoir une pieuse pensée à sa mémoire et prient Le Bon Dieu de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Repose en paix chère maman.

■A louer 1 local 70 m² en plein centre ville d'Oran, 9 rue Marcel Cerdan en face Love Tour - Tél: 041.29.29.83 - 0551.86.06.86

■ORAN - A vendre local ou dépôt 520 m². Acté - à Sananès - Tél.: 0772.17.31.82

■Loue local de 200 m² bien situé sur Bd Chakib Arselane ORAN pour Entreprise étrangère ou nationale - Tél.: 0557.01.07.32 - 0661.20.25.93

■Boulangerie à louer avec Matériel complet à SIDI BEL ABBES. Bien située - Tél.: 0559.54.36.69

■Loue local 200 m². Convierait tout commerce, à 600 mètres Sheraton - Gambetta ORAN - Tél.: 0552.30.51.74

■Loue dépôt 100 m² à côté Grossistes Axe Soufi Zoubida - Maraval ORAN - Tél.: 0554.15.68.51

■Local à louer ou Associer. 650 m². H auteur 6 m, avec puits eau douce - Bir El Djir - Tél.: 0771.67.32.08

■Vends local 100 m² à Cité Petit. T.B. aménagé, D. de sol, faïence, Clim. Convient tte activité, (superette, bureau...) + Matériel complet cafétéria - Tél.: 0550.29.28.43 / 0561.30.87.72

■Vends ou loue Usine complète de Détergents et fabrication de Gaine pour Berlingot en PVC soufflé - Surf.: 2.520 m² - HAMMAM-BOU-HADJAR - Tél.: 0661.20.25.84

■SIDI BEL ABBES - Vends local commercial de 38 m² au N° 20, Rue Beït-El-Qods (Ex-J.J. Rousseau). Toutes commodités: dalle de sol, sanitaires, climatisation, téléphone - Tél.: 0550.85.46.09

■Loue local de 30 m² avec sanitaire, convient pour Bureau ou K.M.S., à Point du jour - ORAN - Tél: 0770.35.36.29

■Loue local commercial situé à la Rue de Mostaganem en double façades, Rez-de-chaussée et sous-sol, superficie 90 m², avec vitrine et lieu de déchargement. Moment de visite entre 13 H et 14 H et à partir de 19 H - Tél.: 0663.30.34.50

■Vends Fonds de commerce Pharmacie - Curieux s'abstenir - Tél.: 0771.92.42.96 - 0561.32.18.83

■BENI-SAF: Location ou à vendre un local commercial de 400 m² situé au centre-ville de Beni-Saf - Tél.: 0773.88.69.20

■TLEMCCEN: A louer local commercial, superficie 300 m², hauteur 3 m 50, mitoyen APC de Kiffane - Etudie toutes propositions - Tél: 0771.38.29.56

■SBA - Vds Loc. Comm. / Pro. 50 m² (Bur. Avocat, Cab. médical, Bur. Entr., Sal. de coiffure) 1 P + grand Sal. + WC + Cuis. (Refait à neuf). Bon prix. Situé C.-Ville mitoyen Av. Abane Ramdane, Placette de la Cité - Tél.: 0770.126.136

■A louer à SIDI BEL ABBES "Locaux commerciaux" - Tél.: 0791.496.950

PENSÉE
Chère maman
IKHLEF Hadjila
Voilà déjà 05 années depuis que tu nous as quittés pour un monde meilleur: le 13-08-2005. Tu resteras éternellement présente parmi nous. Tu resteras toujours la mère modèle, pieuse, généreuse, courageuse et dévouée aux siens. Aya, nous t'aimons pour toujours, tu vivras dans nos cœurs et nos pensées. Ton fils Abdelkader
الله يرحمك

CACOBATPH ORAN
CONDOLÉANCES
Le Directeur Général et le Président du Conseil d'Administration de la CACOBATPH ainsi que l'ensemble du personnel de la CACOBATPH Agence d'Oran, très affectés par le décès de **Monsieur ABADA Djelloul**, Agent à notre Antenne de Saïda, présentent à toute sa famille leurs sincères condoléances et prient Dieu, Le Tout-Puissant, de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis.
إنا لله و إنا اليه راجعون

EMPLOIS

■Société privée cherche une Jeune Fille présentable qui maîtrise parfaitement la langue espagnole + l'outil informatique - Envoyez CV par Fax au 041.54.07.50

■Société privée recrute pour son bureau de TLEMCCEN des Représentants commerciaux (Homme et Femme) - Pour RDV Tél.: 0793.55.26.60

■Un père de famille cherche Travail comme Chauffeur Léger ou Lourd avec expérience dans une Société privé ou étatique - Tél.: 0773.66.66.12

■Société privée recrute Agent de Sécurité qualifié - âge limite 35 ans / Oran-ville - Faxer CV au 041.34.98.51

■Société privée dans le domaine matériel de sécurité cherche Agent commercial dynamique, maîtrisant l'outil informatique, permis de conduire acquis - Veuillez adresser votre CV avec photo au numéro de Fax: 041.34.45.13

■Société privée dans le domaine matériel de sécurité cherche Chauffeur expérimenté et dynamique - Veuillez adresser votre CV avec photo au numéro de Fax: 041.34.45.13

■Entreprise en Travaux Publics, sise à Oran, Cherche: Responsable Technique. Spécialité: T.P. Diplôme: Ingénieur / TS en Travaux Publics - Expérience exigée - Fax: 041.43.33.74

■Entreprise en Travaux Publics, sise à Oran, Cherche: Administrateur, exp. en Gestion des entreprises de T.P. - Expérience exigée - Fax: 041.43.33.74

■Entreprise en Travaux Publics, sise à Oran, Cherche: Secrétaire de Direction. Niveau universitaire. Expérience exigée - Fax: 041.43.33.74

■Centre d'appels recrute téléacteurs, maîtrisant parfaitement français, sans aucun accent, personnes intéressées: Tél: 041.46.58.23, adr: lot N°1, Dar El Beïda Cité Getal, Oran, email: contact@alphonica-callcenter.com

■Eurl MAMATRAK tous travaux hydraul. et routes Tél: 0552.125.399 - 0699.155.386 Oran travaux forage, puits par le biais de mach. modernes. Forage de puits par machine élect. Destinés aux bains maures et app. Indiv. - Tél: 041.50.30.06

■Agence de recrutement (RETRAPI-DE) organise des portes ouvertes pour les chercheurs d'emploi. Inscriptions gratuites - Tél.: 041.39.26.79 - Mob: 0550.93.71.53 - 101 Rue Larbi Ben M'hidi - Oran - en face Cinéma thèque

■Sté recrute un Tournéur expérimenté. Lieu de travail: ORAN - Envoyer CV au 041.40.82.31

■Sté dans l'agroalimentaire recherche Superviseurs des ventes, régions: Oran, Mostaganem, Djelfa, Ghardaïa, Ouargla, Sétif, Khenchela/Oum Bouaghi. Profil: Dip. filière commerciale ou marketing, âge max. 28 ans, maîtrise de la langue française et de l' O. Inform. - Envoyez candidatures à: agroemploi@yahoo.fr

■Entreprise privée cherche Jeune Fille - Commerciale, maîtrise l'outil informatique, réside à Oran et Sidi Bel-Abbès - Envoyez le CV + photo Email: tsib7@hotmail.com - Fax: 041.58.70.60

■Artisan Tailleur situé à Oran recrute Coupeur, Piqueuse, Surjeteuse, Finisseuse, Repasseuse, Technicien pour machine industrielle, Chauffeur âgé de 50 ans, Femme de ménage, Secrétaire avec Exp. - Env. vos CV + Photo Email: gh_collection@yahoo.fr

■Pharmacie à Cité Petit - Oran cherche Vendeur homme (expérience souhaitée) - Appelez le 0553.06.04.97

■Sté Priv. d'Import. Mat. médical recrute Commercial licencié F. Gest. stock H. Ing. Electronique ou LMD Biomédical - Faxez CV avec Photo au 041.41.49.96

■Société étrangère cherche Ingénieur en Génie Civil. Expérience minimum 2 ans dans le domaine de la qualité. Habitant les environs de MOSTAGANEM - Envoi C.V. au: recrute.mostaganem@gmail.com

■Homme 49 ans, plus de 25 ans en Gestion commerciale et Comptabilité Matières, maîtrisant outil informatique (Logiciel de gestion de stocks et commercial), accepte même déplacement, cherche emploi - Tél: 0560.333.282

■Société privée cherche Secrétaire (Connaissance en langue anglaise et l'outil informatique). Expérience souhaitée - Veuillez nous contacter au: 041.328.274 ou envoyez votre CV à l'adresse: cityline111@yahoo.fr

■Famille cherche Femme de ménage sérieuse, couchante, sachant faire la cuisine, à Oran - Tél: 0552.29.17.40

■Cherche Vendeuse à Oran Bir El Djir, qualifiée avec expérience exigée et niveau Bac + 3 minimum - Envoyer CV + Photo: mehadj_Oransfac@hotmail.fr

■Peaceful Car Entreprise location vente de véhicules recrute Chauffeurs qualifiés ayant 3 ans d'expérience minimum, habitant Oran - Envoyer CV + Photo à recrut@peacefulcar.com

■Peaceful Car Entreprise location vente de véhicules recrute Experts en constatation de voiture (Constateur) ayant expérience en carrosserie et moteur (3 ans minimum) - Envoyer CV-photo à - Envoyer CV + Photo à recrut@peacefulcar.com

■Peaceful Car Entreprise location vente de véhicules recrute Vendeuses - Hôtesse d'accueil bonne présentation; maîtrisant l'outil informatique; trilingue (Ara, Fra, Ang), ayant expérience de 3 ans minimum dans le domaine - Envoyer CV + Photo à recrut@peacefulcar.com

■Peaceful Car Entreprise location vente de véhicules recrute Agents de vente/location maîtrisant parfaitement l'outil informatique, ayant expérience de 3 ans minimum dans le domaine - Envoyer CV + Photo à recrut@peacefulcar.com

■SARL - Cherche Agent commercial plus de 5 années expérience pour Distribution de jus et produit laitiers à travers le territoire. Permis Lourd - Léger exigé - Fax: 041.27.42.42

■Cherche Jeune Diplômé en Menuiserie pour emploi dans le domaine - Appeler: 0661.31.02.32

■Pharmacie en activité à ORAN recrute Pharmacien (ne) pour remplacement - Tél: 0792.498.331

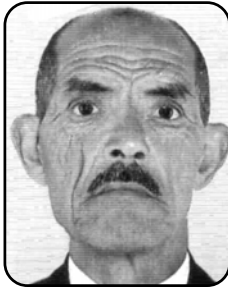
■Jeune Comptable exp. + 5 ans en cours de passation de consign, cherche du travail à plein temps ou à mi-temps ou consultations - Tél: 0771.28.36.81 - 0770.32.37.15

■Bureau d'études statistiques à Oran cherche Informaticien (bases de données et systèmes d'information) et/ou Statisticien avec bonne maîtrise de l'outil informatique - CV à: forstat@hotmail.com

■Entreprise privée située aux CAS-TORS cherche Secrétaire. Niveau universitaire. Maîtrise de l'outil informatique. Expérience souhaitée - Envoyer CV + Photo: M-4236@yahoo.fr

■Pharmacie à Oran recrute Vendeur à plein temps, biologiste ou chimiste - Tél.: 0661.27.10.10

■Une Société recrute des Ingénieurs en informatique - Prière de transmettre votre CV avec photo à l'adresse suivante: mt.dk2010@hotmail.fr





■ A louer Licence de taxi à partir de 1er Décembre pour durée de 5 ans, à 5.000 DA/mois - Tél.: 0793.68.11.93

■ Vente une Chaîne de gaufrette complète marque HAAS, Four 2 x 30 jumelé, très bon état - Contact: 0552.74.52.07 / 0552.86.11.95

■ Vente Enrobeuse chocolaterie marque MORCOS état neuf avec Empaqueuse marque AUCOUTURIER pour galette ronde - Contact: 0552.74.52.07 / 0552.86.11.95

■ 041.32.32.02 - Vds Sardnier. Long.: 14,50 m / Larg.: 04 m / Tonnage 21,94 Tn. / Moteur VOLVO 240 - Port d'Oran

■ Vends Bureau meublé 2X - Tél.: 0770.10.08.48

■ Vends Matériel complet Taxiphone, luxe, peu servi - Cherche Licence de taxi ORAN avec avance 1 An - Tél.: 0774.87.83.03

■ A vendre chambre à coucher King Bed, au prix de 50.000 DA - Armoire 02 tiroirs, prix de 20.000 DA - Salon 05 places (+ la table du centre), prix de 45.000 DA - Salle à manger (table + 06 chaises), prix de 40.000 DA, d'origine Malaisie. Veuillez-nous contacter au: 041.328.274 - E-mail: cityline111@yahoo.fr

■ Proposition commerciale: investissez vos fonds dans nos projets immobiliers futuristes rentables - Tél.: 0553.91.19.58 - e-mail: alimmo.invest@gmail.com

■ NOUVEAU ! Professionnels, particuliers, ALGERIE TONER recycle vos toners HP CP 1215 / 1515 / CANON 5050 / SAMSUNG 1640 / 4300 - LEXMARK E220 / E230 - XEROX 3200 / 3100. MFP/5020 - Nos produits sont garantis 100% - Info: 041.28.28.10 - 28.22.22

■ Vends: 03 Frigos Présentoirs + une Vitrine Mischler pour pâtisserie ou pizzeria - Tél.: 0773.25.64.78

■ A vendre Matériel de boulangerie complet en bon état. Marque ZUCHELLI - Pour toute information, contactez: 0773.65.18.40 à ORAN ou www.moussa3662.skyblog.com

■ Imprimeur vend Offset GTO 2 CD. Chambre froide FLEX 5C. Doseuse. Pelliculeuse. Enveloppeuse FLO-PACK. Moules chocolat 024401386 - Tél.: 0550.29.73.93 - 0661.67.05.90

■ Epilation électrique définitive en quelques séances, sans douleur, pour femmes uniquement, sur rendez-vous: Docteur ADNANE Samira, Cité 5 Juillet, Local 42 face à la Mairie MOSTAGANEM - Tél.: 045.21.51.51 et 0791.849.666

■ L'Ecole de Tourisme et Hôtellerie forme des Cuisiniers, Pâtissiers, Pizaiolos, Gâteau oriental, H.S.E., Réception, Gouvernante, Ch. de rang - Oran - 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■ Ayant une longue expérience en comptabilité et fiscalité, Homme, 38 ans, prend tous travaux de comptabilité et fiscalité, Privé ou autres, et donne des cours de perfectionnement en comptabilité et fiscalité avec les normes IAS et IFRS - Tél.: 0550.099.472

■ Sté Importation Matériel Pâtisserie vend Fours à dalles pour pizza Importation très bon prix - Tél.: 0550.37.22.62

■ Vends Sardnier en activité. Construction en bois. Année 2008. Longueur: 16 m - Largeur: 06 m - Moteur Volvo 416 CV - Filet: 06 Milles - Tél: 0550.33.24.14

■ Propose tous Travaux de Sculpture marocaine traditionnelle et moderne. Travail de professionnel. Garantie à long terme - Tél.: 0771.53.32.80

■ Vente Machine Conditionneuse sucre en bûchettes 5 Grs et plus. Marque turque. Ecran digital. Etat neuf - Tél.: 0550.20.42.20 - 0553.06.38.52 - 041.53.08.78

■ Mr Bachir BABA-AHMED, Tlemcen, vend Calibreuse d'olive avec tapis triage d'olive - Contactez-nous: 043.27.55.97 - 0556.53.68.95

■ Vends Matériel de fabrication d'Aliment du bétail capacité de Prod. 10 T/H. Marque GONDARD France, dont 7 Silos de stockage MP de 4.700 Qx. Visible H. de bureau au 23, Avenue de Sidi Chami - Delmonte ORAN - Tél: 0775.80.59.54

■ Vends Jet-Ski KAWASAKI - Ultra 260 LX. Année 2010 - Tél: 0550.55.72.81 - 0557.73.34.30 - 0770.53.70.96

■ Vends Machines pour fabrication de Serviettes de table 3 couleurs, Papier hygiénique, Essuie-tout, Mouchoirs et Lingette toute forme - Tél: 0558.45.39.96

■ A vendre Matériel Aliment. Générale à Fernandville (Bir El Djir). Frigo présentoir - Congélateur P/crème - Etagères - Comptoir - Tél. P/ RDV: 0550.02.10.90

■ A vendre Matériel complet de Col-lage de garniture de freins et embrayage pour véhicules lourds et légers avec matières premières - Tél.: 0550.17.36.01

■ A vendre un Pont Bascule de 80 T. Etat presque neuf - Contacter: 0771.33.74.93

■ Pour toute Réparation de Coffre-fort bloqué: Appelez 0697.75.31.14

■ A vendre Coque nue Traction Avant 11 CV - Tél.: 0773.72.00.29

PENSÉE

Une année déjà que nous a quittés notre cher père et époux et cousin, et ami

Mr DJELLOUL SMIR MOURAD.

Une pensée toute particulière pour ce père aimant, frère, époux, cousin et ami exceptionnel.

الله برحمك



PENSÉE

Une pensée à notre chère mère Mme Yeuve BENMOUSAT Née BERIKSI REGUIG Zoulikha

décédée le 12-08-2005- Tu nous manques énormément. Trouve le repos éternel que tu as tant mérité. Jamais on ne t'oubliera. Tu es toujours dans nos cœurs. En ce triste souvenir, ses enfants, son gendre, ses belles-filles et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Repose en paix chère mère

Ton fils Moulay Djelloul



PENSÉE

Triste et douloureux fut et sera toujours pour nous le 13/08/2008 où tu nous as quittés à jamais vers un monde meilleur notre chère sœur et fille "KHEÏRA"

Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour son âme.

Ta sœur "Nina"

إنا لله و إنا اليه راجعون



PENSÉE

Pour papa Mr MEGHRAOUI Mostefa

Le 13/08/2010 j'aurai mes 8 ans, ce n'est pas la peine de t'attendre parce que tu ne reviendras pas, tu as pris la route sans dire Adieu, ça fait mal de vivre et de rire sans toi, dans ton regard je voyais que tu faisais de moi un conte de fées, mon sourire appelle au secours, dans les yeux de ma tante Zohra, je cherche toujours un refuge. A l'occasion du mois sacré de Ramadhan, je demande à tous ceux qui ont connu mon père, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et que Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorde Sa Miséricorde. Ta fille Halima qui te dit j'ai besoin de toi, mais hélas...



PENSÉE

Le 12/08/2000 - Le 12/08/2010. Cela fait 10 ans que nous a

quittés pour un monde meilleur notre chère et regrettée mère et grand-mère : Mme BENAMAR HADJA YAMNA Née FELLAH laissant un immense vide que nul ne pourra combler. La famille BENAMAR demande à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix chère maman, on ne t'oubliera jamais jusqu'à notre dernier souffle.

HADJ FOUAD et ses enfants

إنا لله و إنا اليه راجعون



PENSÉE

Cela fait (09) ans déjà que tu nous as quittés, toi, le mari, le père, le beau-père et grand-père HADJ BEKKAYE ABDELLAH Dit Si Ben Ahmed (ex-officier de l'ALN). En ce douloureux souvenir, la famille BEKKAYE demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

Ton fils Nachid



PENSÉE

A toi mon très cher frère ZELLAL KHALED.

Le 13 Août 2007 - Déjà 03 ans qu'il nous a quittés, laissant derrière lui un très grand vide que nul ne pourra combler - En ce triste souvenir, je demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire - Dieu t'a rappelé à Lui pour un monde meilleur, ce qui me donne la force de supporter ton absence.

Ta sœur Shehrazad



PENSÉE



Terribles furent les jours du 14 et du 26 Juin 2010 où vous nous avez quittés pour un autre monde. Toi cher papa, époux, frère SEDDIKI Youcef 54 ans, et toi cher frère, fils et neveu SEDDIKI Omar Fadallah 19 ans suite à un tragique accident. Vous étiez et vous resterez les personnes les plus adorables. Merci papa de nous avoir bien gâtés, tant conseillés pour nos études, éducation et religion - Et toi Omar, merci de nous avoir tant aimés. Reposez en paix, Madame SEDDIKI Halima, Soumia, Hadjer, Abdeldjalil

DÉCÈS

Les familles: BENSAÏD - BELGHERBI - BENFRIHA ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur très chère mère, grand-mère, sœur, belle-mère :

Mme BENSAÏD

Née BELGHERBI Hadja Kheïra décédée le 09/08/2010 et enterrée le même jour au cimetière de Ain Beïda. Domicile mortuaire: N°46 Rue BENFREHA Benyoucef (face Dar-El-Hanna) Victor Hugo - ORAN.

La famille



PENSÉE

Cher père et grand-père Mr MOHAMMEDI AHMED

cela fait 4 ans que tu nous as quittés, laissant derrière toi un vide immense que toute la richesse du monde ne peut remplacer. Tu resteras pour nous le symbole de la bonté, de la sincérité et de l'amour, tu es toujours vivant et présent dans nos cœurs. En ce triste souvenir, les familles MOHAMMEDI et BOUKLI de Bel Abbès, Tlemcen et d'Oran demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Allah Yarhmk



British American Tobacco Spa Algérie cherche pour recrutement interne un candidat au poste de :

LEGAL COUNSEL

DESCRIPTION DU POSTE :

Le conseiller juridique aura plusieurs tâches et multiples responsabilités dont la rédaction des contrats, ainsi que le suivi et la négociation des documents dans le domaine du tabac. Il se chargera du suivi des sessions du Conseil d'administration et de la tenue des assemblées.

Le conseiller juridique aura la mission d'apporter un soutien à la direction dans l'exécution des politiques et procédures internes et relatives au domaine juridique, ainsi que la mise en place des procédures de l'entreprise.

Le conseiller juridique offrira des services consulting et de suivi permanent à l'ensemble des départements.

Profil du candidat recherché :

Le candidat devra posséder un minimum de cinq années d'expérience, avec bon sens de l'organisation, une bonne capacité de rédaction et pouvoir montrer l'habilité de travailler en équipe et dans des délais contraignants. Il devra disposer d'une solide expérience en droit algérien et particulièrement le droit commercial, douanes, code du travail, droit des entreprises et code civil.

Le conseiller reportera directement au directeur du Département juridique.

Connaissances linguistiques :

Une parfaite maîtrise de l'arabe, du français et de l'anglais.

Modalités de candidature :

Les candidats devront adresser un courrier de motivation et un curriculum vitae professionnel à l'attention de Monsieur le directeur des Ressources humaines, par courriel (algeria_HR@bat.com).

Les candidats retenus seront contactés par le Département des Ressources humaines pour de plus amples suivis.

Salaire et conditions de travail très intéressants.

VENTE

Lot de pièce détachée pour Engin en raison de changement d'activité. Caterpillar / Fiat-Hitachi / Komatsu.

Roue lisse, Galet, Segment de Barbotin, Kit de vérin, Pompe à huile... etc. -

Mob: 07 78 51 49 82 / 07 95 36 36 14
Tél. / Fax: 041 46 74 01

Institut DATA organise des cours accélérés de:

- Réseaux.
- Maintenance.
- Autocad 2D / 3 D / ORACLE / DELPHI... etc.
- Initiation à l'Informatique Adultes et enfants.
- Langues: Anglais / Français / Arabe / Adultes et enfants.

- Pour tous renseignements, contactez-nous au: Tél/Fax: 041.33.21.57

Tél.: 041.40.06.23 ou bien se présenter au 21, rue ex-LAMARTINE ORAN (proximité consulat USA)

Mobi-Office - Spéciale Rentrée Scolaire 2010

Nous informons notre aimable clientèle, qu'en plus des livres scolaires, nous disposons, pour tous les niveaux, de listes de fournitures demandées par les enseignants - au 17, Ave. Albert 1er - Boulanger ORAN

Dr A. BENMOUSSAT

Spécialiste en Gynécologie - Obstétrique et Sénologie A transféré son activité de la clinique Er-Rahmane vers son cabinet au 54 ave Gl Ferradou Gambetta Oran, en face Commissariat 11e

Tél: 041.42.78.30 / 0796.88.70.98

ACROPLAST ALGERIE

Chantier Naval
Promotion Ramadhan
Barque Barlou 5,40 m Standard
Exceptionnel. -20 %
Z. Indust. EL-KERMA - Bt. 4 Ilot N° 05
Tél.: 0793 83 35 53

Société privée

Recrute

01 Jardinier Paysagiste

pour création et entretien de ses espaces verts.
Expérience de plus de 05 ans
Faxer CV au
040-21-51-88

A MOSTAGANEM

V e n d s

02 lots de terrain clôturés sur route d'Alger d'une superficie de 36.000 m² -
Tél.: 0550 48 89 33

Vends

un terrain superficie de 7.000 m²

comprenant - 01 villa (280 m²) sis au Douar BENDAOUD - Commune BIR-EL-DJIR (ORAN) -
GSM: 0661.20.55.63

Equipe nationale
**Saâdane, l'homme fort
du football algérien**



Kamel Mohamed

L'entraîneur national, Rabah Saâdane, passe pour être l'homme fort du football algérien en ce moment. Et pour cause ! Lors de sa récente sortie médiatique, Saâdane a fait montre d'une très grande assurance et surtout d'une confiance en soi après avoir été descendu en flammes au lendemain du Mondial sud-africain. Fortement critiqué et poussé vers le départ par la FAF, Saâdane revient en force pour «imposer» sa vision du football algérien.

De prime abord, il a tenu un discours contraire à celui qui est développé par les responsables de la FAF en affirmant que son objectif consiste à qualifier l'équipe à la CAN-2012. Or, à la FAF, on soutient que Saâdane est tenu de mener l'équipe au podium de cette compétition. A la FAF, où l'on a fait des pieds et des mains pour imposer un adjoint au coach national, on se rend compte que Saâdane vient d'imposer son diktat. Pourtant, lors de la dernière réunion du bureau fédéral, il a été décidé de renforcer le staff technique.

«Il a été décidé, d'un commun accord, de renforcer le staff technique national par des techniciens de haut niveau et de mieux structurer la gestion de l'EN, notamment par la nomination d'un entraîneur national adjoint et d'un manager général de l'équipe», est-il consigné dans le procès-verbal du bureau fédéral. Saâdane a fait savoir que, «pour le moment, j'ai un seul adjoint, en l'occurrence Zohir Djelloul. On engagera un autre technicien au moment opportun», a-t-il affirmé.

Mieux encore, il s'est opposé au vœu pieux de la FAF, à savoir engager un entraîneur étranger. Saâdane a été catégorique à ce sujet puisqu'il tient à «l'algérianisation» du staff technique de l'équipe nationale. Il a affirmé qu'il choisira un technicien algérien pour l'intégrer dans le staff technique, se projetant ainsi sur l'avenir. Saâdane a expliqué que de jeunes techniciens algériens doivent faire partie du staff technique afin qu'ils puissent gagner en expérience, comme c'est le cas de Kebir ou Zohir, a-t-il dit. D'ailleurs, il a rappelé que lui-même, il avait beau-

coup appris du défunt Mokrane Ouallikène et de Rachid Mekhloufi.

Il s'agit en fait d'un refus catégorique de la part de Saâdane d'engager un technicien étranger. Une réponse claire et nette à la FAF qui prévoyait de recruter un coach étranger. Il a également réussi à maintenir son «fidèle» adjoint, tout en amenant la FAF à désigner un nouveau manager pour l'équipe nationale.

Saâdane refuse également que l'équipe nationale cache les problèmes réels du football algérien, rappelant que l'effectif de la sélection est importé des championnats étrangers. Un message aux responsables du football national qui tardent à mettre en place une DTN, mais aussi à certains techniciens qui n'hésitent pas à tirer à boulets rouges sur l'équipe nationale.

En somme, Saâdane est sorti grandi du Mondial sud-africain au moment où ses «détracteurs», pour reprendre son expression, se sont fait discréditer. A présent, il reste à Saâdane d'atteindre son objectif premier (qualification à la CAN-2012). Autrement, il est guetté au tournant.

FIFA
**L'assistance technologique à l'arbitrage
examinée en octobre**



L'assistance technologique à l'arbitrage sur la ligne de but sera à l'ordre du jour de la réunion de l'Ifab (International Board), l'organe garant des lois du jeu, en octobre, a déclaré Sepp Blatter, président de la FIFA, hier à Singapour. «Cette question aurait déjà dû être examinée lors d'une précédente réunion en juillet à Cardiff, mais elle ne l'avait pas été en définitive. Lors de cette réunion (en octobre), nous examinerons ce point. C'est maintenant à notre ordre du jour», a déclaré Blatter, qui se trouve à Singapour pour assister aux premiers JO de la Jeunesse.

Cependant, aucune décision officielle ne sera probablement prise avant mars prochain. Lors de la dernière Coupe du monde en Afrique du Sud, deux monumentales erreurs d'arbitrage ont fait couler beaucoup d'encre, apportant des arguments aux partisans de l'introduction de la vidéo. En 8e de finale, le but de l'égalisation (à 2-2) fut refusé à l'Angleterre contre l'Allemagne, victorieuse finalement 4-1, alors que le ballon avait nettement franchi la ligne. Quelques heures plus tard, l'ouverture du score fut accordée à l'Argentine contre le Mexique, alors que Carlos Tevez était largement hors-jeu, comme l'a montré... le ralenti diffusé sur les écrans géants du stade, provoquant la colère des Mexicains, battus finalement (3-1), et des spectateurs.

Jusque-là, la FIFA avait refusé toute utilisation de la vidéo pour résoudre des problèmes d'arbitrage, alors que cette technologie est utilisée dans d'autres sports comme le tennis, le cricket et le rugby. Mais, sous la pression internationale, sa position a évolué: «J'ai dit que si on a un système fiable et simple, nous l'utiliserons, mais jusqu'ici nous n'en disposons pas», a déclaré Blatter.

Ligue des champions
**Les arbitres des matches
de la JSK et de l'ESS
connus**

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné hier les arbitres des matches de l'ES Sétif et de la JS Kabylie comptant pour la troisième journée de la phase de poules de la Ligue des champions, prévus dimanche prochain.

La rencontre Dynamos FC (Zimbabwe) - ES Sétif de la poule A, qui se déroulera dimanche à 14h00 (heure algérienne) à Harare, sera dirigée par des arbitres seychellois. Il s'agit de l'arbitre in-

ternational Eddy Maillet, qui sera assisté de Damoo Jason et Petrousse HD.

Le quatrième arbitre est André Jacques. Dans la poule B, le match JSK - Al-Ahly du Caire, programmé dimanche à 22h00 au stade du 1er Novembre de Tizi Ouzou, a été confié à des arbitres togolais, sous la conduite de Djoupe Koukou, assisté de ses compatriotes Djoukere Biagui et Ayena Mathias. Le quatrième arbitre est Atsoo Kokou.

OM Arzew
**Difficile sera la mission
de Zitouni Mohamed**

M. Benboua

Après la démission collective du bureau de l'association, présidée par Messaoudi Mohamed, l'OM Arzew a vécu des moments difficiles. Livré à lui-même depuis la fin de l'exercice précédent, le club a beaucoup souffert avant la récente désignation d'un nouveau président, à savoir Zitouni Mohamed. Etant le seul candidat retenu, après le rejet de la candidature de Madani, qui n'a pas répondu à certains critères, Zitouni a été élu par les membres de l'AG avec seize voix pour et huit contre.

Ce dernier estime que «toute la famille de l'Olympique doit s'unir à nouveau, parce que le club doit revoir ses ambitions à la hausse pour bâtir une équipe compétitive la saison prochaine, tout en évitant de commettre les erreurs du passé qui ont coûté la rétrogradation au club». Or, à ce jour, aucun changement n'a été apporté et, au train où vont les choses, la situation à l'OM Arzew est loin de susciter l'optimisme. En effet, à peine une semaine après l'élection du

nouveau président de l'association, l'équipe ne s'entraîne toujours pas et la désignation d'un nouvel entraîneur n'a toujours pas été faite. Ajoutez à cela la situation financière pour le moins critique dans laquelle se trouve le club. Cela risque même de remettre en cause l'opération recrutement et le plan de relance de la nouvelle direction.

Selon les proches du président, ce dernier promet de faire tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à l'attente. «Nous voulons sérieusement œuvrer pour redorer le blason de l'OMA», dira un dirigeant. Et d'ajouter: «Notre principal objectif est de bâtir une équipe compétitive pour la nouvelle saison et faire mieux que la saison écoulée». Quoi qu'il en soit, les prochains jours vont être très importants pour l'Olympique, ainsi que pour le président, qui est appelé à surmonter plusieurs obstacles. En tout cas, et en plus de l'industrie pétrolière qui caractérise la ville, la nouvelle direction espère faire du football un pôle sportif dont l'OMA sera le porte-flambeau.

WA Mostaganem
**Reprise aujourd'hui sous
la coupe de Osmane**

Benchenine Hocine

Le nouveau promu en division Deux, le WAM de Mostaganem, en butte à une crise latente qui l'a secoué au cours de l'intersaison, est en train de retrouver progressivement la sérénité. En effet, après la tenue de l'AG ordinaire du mois de juin qui a débouché sur la démission de son président Larbi Benhedjar Ouadi, ce dernier est revenu à de meilleurs sentiments suite à la pression exercée par les membres de l'AG et des amoureux du club, d'autant plus qu'il a reçu des assurances de la part de l'APW qui s'est engagée à apporter son concours dans le domaine financier.

Pour en savoir plus sur ce retour à la tête du club, nous

avons pris contact avec le président du Widad: «La seule raison qui m'a poussé à jeter l'éponge n'est autre que le problème financier. Mais les amoureux du club n'ont pas cessé de me solliciter pour poursuivre mon travail à la tête de l'association. En outre, ce qui a motivé mon retour, ce sont les garanties que j'ai reçues de la part de l'APW de Mostaganem», dira-t-il en substance. Aussi, soucieux de l'avenir et de la bonne reprise du club dans un championnat qui s'annonce très difficile, le président du Widad a fixé à aujourd'hui la reprise des entraînements sous la coupe d'un entraîneur qui connaît bien le football mostaganémois et la maison widadie, en l'occurrence Osmane Abderrahmane.

Liga

Le Real prend forme

Avec l'arrivée du défenseur portugais Ricardo Carvalho, sa cinquième signature de l'été, le Real Madrid n'est plus très loin d'avoir bouclé son recrutement. José Mourinho, le nouvel entraîneur merengue, cherche encore un attaquant pour renforcer son effectif. On commence à se faire une idée de plus en plus précise du Real Madrid de José Mourinho.

Hier, le club espagnol a bouclé son cinquième transfert de l'été en s'attachant les services d'une vieille connaissance du technicien portugais, Ricardo Carvalho, qui avait déjà été sous les ordres du «Special One» à Porto puis à Chelsea. Agé de 32 ans, le défenseur central lusitanien s'est engagé pour deux saisons, moyennant une indemnité de transfert de 8 millions d'euros. Annoncé depuis un bon moment, le transfert de Ricardo Carvalho n'était cependant pas la priorité de Mourinho pour renforcer sa défense. L'ancien entraîneur de Chelsea visait plutôt les Brésiliens Thiago Silva (Milan AC) et David Luiz (Benfica), deux joueurs plus jeunes que

la nouvelle recrue madrilène, mais aussi beaucoup plus chers. Le Real, qui aurait dû déboursé au moins 25 millions d'euros pour avoir un de ces deux renforts, a préféré changer son fusil d'épaule. Et accélérer le dossier Ricardo Carvalho afin de pallier au plus vite la blessure de Pepe, indisponible pour trois semaines en raison d'un problème musculaire.

En l'absence de son compatriote, Carvalho devrait débiter la saison dans l'axe aux côtés de Raul Albiol, Sergio Ramos conservant ainsi son côté droit. Avec l'arrivée de l'ancien joueur de Chelsea, il ne manque vraisemblablement plus qu'une pièce pour compléter le puzzle madrilène. Carvalho est la cinquième recrue du vice-champion d'Espagne, la plus âgée et la première en défense au sein d'une équipe qui s'était surtout attachée à renforcer son entrejeu et rajeunir son effectif cet été.

Après le jeune stratège Sergio Canales (19 ans), le Real avait recruté l'ailier argentin Angel Di Maria (22 ans), le milieu offensif Pedro Leon (23 ans) et le milieu défensif allemand Sami Khedira

(23 ans). Au total, la Maison Blanche a déboursé 65 millions d'euros jusqu'ici sur le marché des transferts, une somme conséquente mais encore bien inférieure à celle dépensée l'été dernier. Le seul Kaka leur avait coûté autant à l'époque...

Mais le marché du Real n'est pas encore terminé. José Mourinho a d'ores et déjà annoncé qu'il souhaitait un renfort en attaque avant le début de la saison. Avec le départ de Raul à Schalke, Madrid n'a plus que deux véritables attaquants de pointe au sein de son effectif, Karim Benzema et Gonzalo Higuain. C'est trop juste pour exister sur tous les tableaux aux yeux du technicien portugais, qui a notamment fait part de son intérêt pour l'enfant terrible du football belge, Romelu Lukaku. A seulement 17 ans, l'attaquant d'Anderlecht a terminé meilleur buteur de la Jupiler League l'an passé. L'Allemand Mario Gomez (Bayern, 25 ans), le Portugais Hugo Almeida (Werder, 26 ans) et l'Espagnol Fernando Llorente (Bilbao, 25 ans) sont également pistés.

Un Brésil chatoyant



Mano Menezes a parfaitement réussi ses débuts à la tête du Brésil, mardi soir à East Rutherford, face aux Etats-Unis (2-0). Plus que le résultat, c'est la manière qui a marqué les esprits.

Pour sa première en tant que sélectionneur de l'équipe du Brésil, Mano Menezes avait joué la carte de la rupture lors de l'annonce des joueurs appelés à disputer le match amical face aux Etats-Unis, ne retenant que 4 mondialistes sud-africains (Dani Alves, Thiago Silva, Robinho et Ramires). Si la sélection de Dunga avait privilégié la rigueur tactique au détriment du génie technique et de l'allant offensif, le nouvel homme fort du football brésilien avait, lui, promis un retour aux sources.

Mardi, à East Rutherford dans le New Jersey, le Brésil a enchanté les 77.000 spectateurs présents pour l'occasion, surclassant de bout en bout la sélection américaine (2-0). Le onze de départ aligné

par Menezes avait fière allure et faisait la part belle aux joueurs évoluant dans le championnat brésilien. Très vite, le trident offensif Robinho-Neymar-Pato se signalait, mettant au supplice l'arrière-garde des Etats-Unis à chacune de ses incursions. Non présent en Afrique du Sud, Neymar, avide de démontrer son utilité, se démenait sur le front de l'attaque brésilienne, jusqu'à trouver le chemin des filets d'une tête décroisée (1-0, 28'). Le prodige de Santos poursuivait son show, soutenu par le capitaine Robinho, et manquait d'inscrire un deuxième but à trois reprises (34', 39', 41'). Autre exclu de la liste de Dunga, Pato, en retrait par rapport à son jeune compatriote, parvenait à se défaire du marquage de Bocanegra juste avant la pause, et s'en allait remporter son duel avec Howard (2-0, 43').

Complètement dérouterés par les multiples combinaisons brési-

liennes, les partenaires de Landon Donovan ne voyaient jamais le jour, subissant sans discontinuer les assauts du 4-3-3 concocté par Menezes. Retenu à la surprise générale, Ederson était lancé dans le grand bain à la 71' minute, remplaçant l'homme du match, Neymar. Malheureusement pour le Lyonnais, sa première sélection prenait fin sur blessure deux minutes seulement après son entrée en jeu ! Plus aucun but n'était inscrit jusqu'à la fin du temps réglementaire, et ce malgré un nombre incalculable d'occasions nettes en faveur de la Seleção.

2-0 au score final, Mano Menezes pouvait laisser éclater sa joie au coup de sifflet final, son équipe ayant séduit par son jeu fluide, technique et spectaculaire. Une première réussie, qui demandait cependant confirmation avec la réintégration au sein de la sélection brésilienne dans les prochaines semaines d'éléments présents en Afrique du Sud.

Le journal des transferts

• Formé à Caen, passé par Marseille et le CSKA Sofia, Elliot Grandin va faire ses débuts en Premier League. L'attaquant a signé un bail de deux ans avec Blackpool, promu. Le Français sera accompagné de deux compatriotes : Ludovic Sylvestre, en provenance du Mlada Boleslav, et Malaury Martin, qui a résilié son contrat avec Monaco.



• Toujours à la recherche d'un attaquant, Tottenham aurait relancé la piste Gervinho. Selon les informations de RMC, Harry Redknapp se serait rendu à Londres pour superviser le Lillois lors de la victoire des Eléphants devant l'Italie (1-0). Seul hic pour le club anglais, Michel Seydoux continue d'affirmer que le joueur n'est pas à vendre.

• Sous contrat avec le Werder Brême jusqu'en 2012, Per Mertesacker ne veut pas quitter son club. C'est ce qu'il a indiqué à Bild : «Il y a eu tellement de rumeurs à mon sujet... Mais je n'ai jamais eu à m'en soucier, car aucune n'était avérée.» Le défenseur était notamment convoité par Arsenal.



• Luis Fabiano devrait bientôt retrouver la Ligue 1. L'Olympique de Marseille serait sur le point de formuler une première offre concrète pour l'attaquant brésilien du FC Séville, dont le transfert est estimé à environ 13 millions d'euros. Selon La Provence, l'affaire devrait être conclue d'ici la fin de la semaine après le départ de Mamadou Niang pour Fenerbahçe, ce qui allègerait la masse salariale. Le Sénégalais touche actuellement 320.000 euros brut par mois. Luis Fabiano en réclame 490.000.

• C'est désormais officiel. Ricardo Carvalho est devenu la cinquième recrue du Real Madrid après Di María, Canales, Pedro León et Khedira. Le défenseur portugais va signer un contrat de deux ans. Chelsea va récupérer 8 millions d'euros d'indemnités de transferts.

• N'entrant plus dans les plans de Didier Deschamps, Benoît Cheyrou envisagerait de quitter l'Olympique de Marseille, selon Le Parisien. Suivi par West Ham, le milieu de terrain aurait été relancé par Galatasaray, auteur d'une première approche il y a quelques semaines.

• Plus vraiment désiré par Manchester City, où il ne s'est jamais imposé (4 buts en 23 matches), Benjani Mwaruwari, l'ancien attaquant d'Auxerre, va rejoindre les Blackburn Rovers. Il formera la paire d'attaque des Rovers avec Mame Biram Diouf, prêté par Manchester United. Benjani avait été prêté la saison dernière à Sunderland.

• Convoité par l'Olympique de Marseille pour muscler l'entrejeu, Alou Diarra est parti pour rester à Bordeaux. C'est du moins ce qu'affirme le président Jean-Louis Triaud, joint par La Provence : «Je n'ai pas reçu la moindre proposition officielle émanant de l'OM. De toute façon, voici quinze jours maintenant, Alou a clairement dit qu'il voulait rester chez nous. Cela suffit à mettre un terme à toutes les supputations. Il n'y a donc rien de nouveau.»



L'Italie pas encore guérie

L'Italie du nouveau sélectionneur Cesare Prandelli, profondément remaniée depuis sa triste élimination au premier tour du Mondial sud-africain, s'est inclinée 1-0 contre la Côte d'Ivoire lors d'un match amical disputé mardi à Londres.

Emmenée en attaque par Mario Balotelli et Amauri, qui fêtaient tous deux leur première sélection, la «Squadra» a plutôt fait bonne figure pour la première de l'ancien entraîneur de la Fiorentina, mais a dû s'incliner sur un but inscrit de la tête par Kolo Touré en début de deuxième période (55'). La Côte d'Ivoire, provisoirement dirigée par François Zahoui depuis le départ de Sven Göran Eriksson, alignait de son côté 11 joueurs présents en Afrique du Sud, où elle n'avait pas pu non plus franchir la phase de poules.

Devant les tribunes presque vides d'Upton Park, le stade de West Ham, c'est l'Italie qui prenait le meilleur départ avec un coup-franc de Balotelli

juste au-dessus de la barre. Balotelli, oublié par le précédent sélectionneur Marcello Lippi, était d'ailleurs très présent en première période, se créant plusieurs occasions et combinant bien avec le néo-Italien Amauri, né Brésilien mais qui a obtenu la nationalité italienne en avril. La Côte d'Ivoire réagissait par Salomon Kalou (tir dévié, 12) ou Gervinho (15), mais Salvatore Sirigu, le jeune gardien de Palerme - qui fêtait lui aussi sa première sélection - n'était guère inquiet.

Les Italiens se montraient encore les plus actifs après la pause et Motta, bien servi par Cassano - autre oublié par Marcello Lippi - frappait sur le poteau. C'est pourtant les Ivoiriens qui marquaient peu après le seul but du match, Kolo Touré devançant Sirigu pour reprendre de la tête un centre délivré de la gauche par Guy Demel. Prandelli multipliait les changements en fin de match, mais les Italiens ne réussaient pas à revenir au score.

**Bélier** 21-03 au 20-04

Une nouvelle opportunité s'offre à vous, vous pourriez atteindre un objectif décisif. Cela se fera aisément car vous allez trouver en vous le courage et la perspicacité nécessaires. Vous avez toutes les clés en main.

**Taureau** 21-04 au 21-05

À l'impossible nul n'est tenu, encore moins vous que qui-conque dans les circonstances que vous connaissez. Vous allez réagir de la meilleure façon qui soit et on vous remerciera chaleureusement pour une aide précieuse que vous saurez apporter.

**Gémeaux** 22-05 au 21-06

On vous recommande une certaine opportunité à saisir qui pourrait être la bonne occasion. La décision vous appartient de savoir dire oui ou non.

**Cancer** 22-06 au 22-07

Vos finances ne semblent pas trop menacées par des dépenses imprévues. Vous aimeriez repousser des échéances qui pourtant ne doivent pas attendre.

**Lion** 23-07 au 23-08

Vous connaissez le repos du guerrier. Vous avez le sens du devoir accompli et partant du principe que toute peine mérite récompense, vous vous octroyez le droit à une pause bien gagnée. Votre forme a tout à y gagner. Vous saurez profiter de l'instant présent.

**Virge** 24-08 au 23-09

Faites attention à certains indices dans une entreprise relativement hardie. Les difficultés qui pourraient contrarier le dénouement heureux de cette affaire nécessitent de vous un moral excellent.

**Balance** 24-09 au 23-10

Grâce à votre forme physique qui revient en force, vous aurez la chance de gagner une plus grande indépendance dans votre vie. Si seulement vous vouliez prendre quelques risques, votre vie vous semblerait infiniment plus radieuse.

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Une belle aventure dans les affaires pourrait se décider brusquement surtout si vous savez surveiller la bonne direction. Un nouveau départ dans votre vie est-il vraiment souhaitable ?

**Sagittaire** 23-11 au 21-12

Des nouvelles intéressantes vous obligent à réfléchir sérieusement à la question posée. Votre opinion sur ce sujet délicat pourrait choquer. Pensez à modérer vos affirmations pour éviter tout conflit.

**Capricorne** 22-12 au 20-01

Vous avez besoin de nouvelles énergies pour être au mieux de votre forme. Vous aurez des idées nouvelles. Suivez votre inspiration. Laissez-la vous mener dans une nouvelle aventure ou à un endroit que vous n'avez jamais vu avant.

**Verseau** 21-01 au 18-02

Vous allez connaître une agréable nouvelle. Vous prenez le relais et vous vous mettez en quatre pour répandre autour de vous cette annonce qui donnera beaucoup de plaisir à tous ceux qui veulent bien l'entendre.

**Poissons** 19-02 au 20-03

Vous ressentirez le besoin de faire une pause. Vous pourrez profiter d'une occasion agréable pour respirer un peu et faire le point.

Jeux proposés par Chérifa Baghli

Jeux proposés par Chérifa Baghli

ANONYMAT
MAMMIFERE
VOLANT

ENTREE
D'OASIS

MOT A
COCHER

BIEN
VENUE

EMPLOIE

MANCHETTE
MAUVAIS ROI

DETESTEES
SORTI

METAL
PRECIEUX

DES AVAN-
TAGEA

SODIUM
FURIE

OISEAU

VETEMENTS
BON

SABRES

QUANTITE
OUBLIE

DRESSE

PEU DE
TEMPS

TOUCHÉ

GUISE

ENCHASSÉ
AMPLE

CLOWN
APPRIS

PAR TETE
DE PIRE

FAIRE FEU

SAINT

DES AVAN-
TAGES

RASENT
COURS
D'EAU

FLECHES N° 4173

AFFRONT –
AFFUTER- ANESSE
– AVERS – BERET –
BIBLIOTHEQUE –
BOUE – BOUILLON –
BRULURE –
CHARRUE – CHAT –
CROCHET –
DEDANS –
DRESSER –
ETRANGLEMENT-
FETER – FLEUR –
FLORE – FOIRE-
FOULURE –
FRISSON – FUNK –
GARCON – GENER –
GYMNASE – HUILE –
INSTANT – KATA –
LOTUS – ORGE –
PARRAIN –
PASTILLE – RECIF –
ROBE – ROUE –
SHORT –
TREMBLOTE – TUBE
– VALOIR –
VELOCITE – VOLER.

F L O R E E T O L B M E R T N
O B E R E T N O R F F A N I R
I T A B R E T U F F A O A U E
R N N O O U L N I T L R E T E
E A E R S U O C E L R L R U E
R T S G R S E H I A F A Q T E
I S S E S R C U P E N E I U S
O N E I U O O I L G H C R N S
L I R L R B E L L T O R A R D
A F U C R S I E O L A D E R R
V O H E A T M I E H E V K E E
F A L N S E L V C D A A N T S
T O M A N B S H O R T E U E S
V Y P T I N O C R A G B F F E
G R O B E P R M O I E E U O R

Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er, c'est le coût.
- Mont 2e est un vocable.
D'abord et avant tout, c'est...mon tout.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 4173

Horizontalement:

1. Distrain donc.
2. Gros amateurs de lardons. Passé.
3. Pièce de taille.
4. Classe de mathématiques spéciales. Monnaie.
5. Hasardée.
6. Homme providentiel. Article.
7. Mauvais coup. La ferme !
8. Trinquer.
9. Ville US des mariages ultra-rapides (et des divorces). S'ouvre au bouton.
10. Caractéristiques.

Verticalement:

- A. Elle prend deux fois le train, comme d'habitude.
B. Mesure en règle.
C. Comme à la danse russe (à).
D. Note. Terre rare.
E. Une femme hors pairs.
F. Arrêt.
G. Le mauvais œil !
H. On n'en a aucune idée.
I. Radine. Règles plates.
J. Préposition. De bon ton.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°4172

B	A	N	A	L	I	T	E	S	
R	E	A	L	I	S	A	B	L	E
U	R	L			O	R		A	P
N	O	B	E	L		S	A	L	E
A	P	I	C	O	L	E		O	E
N	L	H	I	E		C	M		
T	A	B	A	S	S	E	R		P
E	N		N	I	E		I	S	E
	E	N	T	R	E	R	E	N	T
O	S	E	E	S		S	E	P	S

FLECHES N°4172

L	A	R	G	U	E				
P	A	R	E	R	N	U	S		
A	A	J	O	U	T	E	E		
R	E	O	S	E	E	C			
D	V	U	I	R	E	G	O		
O	N	I	R	E	R	U			
N	O	I	S	E	T	T	E	S	
N	S	S	S	I	L	S			
A	V	A	I	N	E	E			
B	L	O	N	D	E	S			
L	A	T	E	T	E	S			
E	S	S	E	S	C	I	E		

FOUILLIS N° 4172 LIBRAIRE (Lit - Braire)

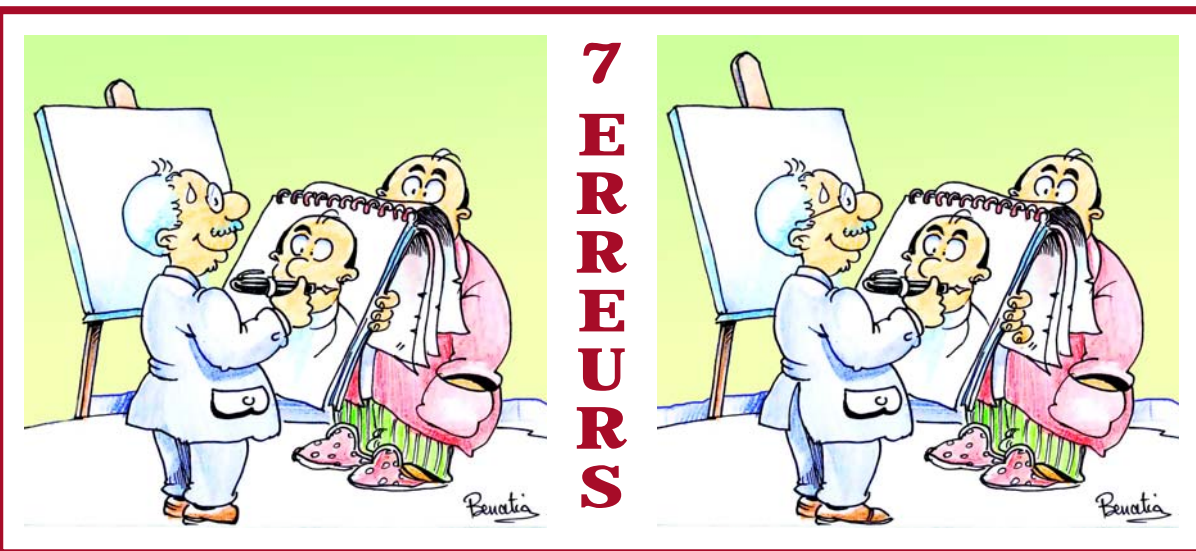
CODÉS N° 4172

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
O	R	C	T	S	A	I	N	E	L	V	U	B
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
P	D	G	M	H								

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
V	A	R										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

17	4	5	6	7	7	4	8		14			
3	2	8	11	12	12		12	9	2			
12	10		5	1		12	9	2	7			
18	6	8	2	6	12	8	9		12			
4	10		8	12		9	12	7				
5		9	12	3	8	12		4	4			
6	7	12	10		12	9	2	9	10			
7	6	8		2	1	12	8	5	12			
7	4	9	4		12	13		10	12			
12	8	2	3	16	5	12	10		10			
3		9	2	5		8		1				
	15	6	8	6		9	3	12	10			
12	7	4	11	12	10		4	8	5			
13	6	8	12	9		3	5	18	12			
5	14		10	12	3	1	12	5	3			

CODÉS N° 4173





08.15 Sabah El Khair
10.00 Dessins animés
10.30 Dalile
El Vitaminat
10.35 Atfal El-Qoraan
11.00 Rihlat Fi Aârq
Sharqui El Kabir
11.45 Tayarat El
Mouhit El Hadi
12.30 Hadatha
Fi Hada Yaoum
12.40 Min Niaâmihi
13.00 Journal télévisé
13.40 Waraa Shamsse

14.30 Coupe
du monde USA-
Angleterre
(Rediff)
16.00 Moutaât
El-Maida
16.30 Hadharat
Khalida
17.00 Journal
télévisé amazigh
17.20 Madaih
dinia
17.30 Haouadjiz
Wa Jawaiz
18.00 Mawaqit
lftar

18.10 Bruce Lee

Feuilleton
18.45 Ben Boulaïd
19.15 Forssan
El Qoraan
19.30 Hadith dini
19.40 Coran
19.55 Wache dani
Caméra cachée
20.10 Caméra
cachée
20.30 Journal
télévisé
21.10 El-Dikra
El Akhira

19.35 Enquêtes spéciales



Présenté par Paul Nahon,
Bernard Benyamin

- Les héritiers de soeur Emmanuelle
Deux ans après la mort de soeur Emmanuel-
le, les «zabbalines» font toujours figure
d'exploités. Coptes, ils vivent au milieu des
ordures tout en élevant des porcs.
**- «Plus belle la vie» : les coulisses
d'un succès**
Six ans après son lancement, environ 6
millions de téléspectateurs suivent cette série
chaque soir. Le feuilleton a ses passionnés qui
viennent à Marseille pour découvrir le
quartier du Panier.
21.35 La boîte à musique de Jean-François
Zygel
23.25 Journal de la nuit
23.40 Faites entrer l'accusé
01.10 Brigade des mers

19.35 Pearl Harbor



Film américain

Avec Ben Affleck, Josh Hartnett

En 1941, la guerre fait rage en Europe. Rafe et
Danny, deux amis d'enfance passionnés
d'aviation, se retrouvent élèves pilotes.
Rafe tombe amoureux d'Evelyn, une infirmière.
Mais, peu après, il s'en va en Europe rejoindre
les rangs de la RAF. Pendant ce temps, Evelyn
et Danny sont mutés à Pearl Harbor, une île de
Hawaii où stationne le gros de la flotte
américaine. Un jour, Danny vient annoncer à
Evelyn la mort de Rafe. Plus tard, Evelyn et
Danny deviennent amants.
22.35 Soir 3
23.00 Tout le sport
23.05 Bienvenue chez les Chevaliers du fiel
01.10 Un été avec Chopin

arte

09.05 Silence,
ça pousse !
09.35 Les escapades
de Petitrenaud
10.05 Le moine
et la reine des frelons
10.59 Skunk Fu !
11.13 Commandant
Clark
11.25 Les aventures
du Marsupilami
11.49 Inspecteur
Gadget
12.45 Le mystère
de Vanikoro
13.45 La 2e Guerre
mondiale en couleur
14.45 Expédition
Kachgar : sur les
traces de l'or bleu
15.40 Dangers
dans le ciel
16.35 C l'info
16.45 C dans l'air

18.00 Arte journal
18.30 Prochain arrêt : Buenos Aires
18.50 Les nouveaux paradis
19.34 Summer of the 60s
19.35 A double tour
Film réalisé par Claude Chabrol
Avec Madeleine Robinson,
Antonella Lualdi, Jean-Paul Belmondo
Les Marcoux vivent dans une superbe
propriété non loin d'Aix-en-Provence.
Henri, le père, a une liaison avec Leda, une
jeune Italienne qui habite la maison
voisine. Richard, le fils, n'a pas liquidé son
complexe d'Oedipe, et Thérèse, sa mère,
reporte sur lui ses frustrations. Elisabeth, la
fille, est plus ou moins fiancée à Laszlo
Kovacs, un jeune artiste peintre. Celui-ci
déclenche un drame en fustigeant l'hypocri-
sie des époux désunis. Leda est assassinée
et les rebondissements s'enchaînent.
21.10 Birth of Cool
22.05 Birth of Groove
23.00 Le jour où les Beatles sont arrivés
à Marbourg... ou presque
00.10 Vie privée

JEUDI



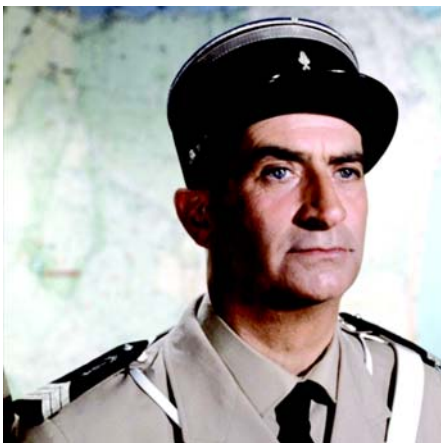
TF1 22.30

LES EXPERTS : MIAMI

- Une empreinte de trop

Série américaine
Avec David Caruso, Adam Rodriguez,
Emily Procter, Bree Michael Warner

Deux dossiers occupent les experts. Le premier
concerne le meurtre d'une prostituée. La victi-
me a été poignardée à 23 reprises. Malgré tous
leurs efforts, les agents ne parviennent pas à
détecter une seule trace de sang. Le criminel a
pris soin de laver la victime dans la salle de bains
en utilisant un savon spécial. Parallèlement,
Calleigh et Eric tentent de comprendre pour-
quoi un touriste d'origine allemande a été abattu
d'une balle de revolver. Ils apprennent qu'un
individu masqué s'est approché d'un couple qui
louait une voiture.



6 19.40

LE GENDARME EN BALADE

Film français

Avec Louis de Funès, Jean Lefebvre,
Michel Galabru, Guy Grosso

Cruchot apprend avec stupeur que ses hom-
mes et lui sont mis à la retraite. Déçu, le célèbre
gendarme se retire dans le château de son épou-
se Josepha et commence à composer un mu-
sée de souvenirs du temps de sa gloire tropé-
zienne. Sa retraite forcée est interrompue par
une visite de Gerber et Merlot, qui lui annon-
cent que Fougasse, amnésique à la suite d'un
coup reçu sur la tête, a été interné dans une
clinique. Sans hésiter, Cruchot rassemble ses
hommes pour aller le délivrer.



CANAL+ 20.25

FLASHFORWARD

- Actions, réactions

Série américaine

Avec Timbaland, Joseph Fiennes,
Brian F O'Byrne, Jack Davenport

Aaron avoue naïvement à Mike, ancien soldat
aux côtés de sa fille, que Tracy est vivante. L'in-
formation ne tarde pas à remonter jusqu'à Je-
richo, qui prend rapidement des mesures dras-
tiques. Zoey panique quand elle apprend que
Mark serait celui qui tirerait sur son fiancé. Elle
remue alors ciel et terre pour le protéger, saisis-
sant la justice pour accéder à tous les dossiers
du FBI qui ont trait au black-out. De son côté,
Mark confronte sa vision à celle de Lloyd Sim-
coe afin de faire toute la lumière sur les nou-
veaux indices en sa possession, persuadé que
l'homme détient encore quelques secrets...

TÉLÉVISION



19.45 Section de recherches



- Surf

Série française

Avec Xavier Deluc, Linda Hardy

Une surfeuse est retrouvée morte dans
les dunes. Maya était l'ancienne petite amie
de Luc, qui a découvert le corps. Un témoin
l'a aperçu penché sur le cadavre. Non
seulement Luc n'a pas d'alibi, mais en outre,
Nadia a retrouvé ses empreintes sur l'arme
du crime, la ceinture qui a servi à étrangler
la jeune femme.
22.30 Les experts : Miami
00.15 Secret Story



21.20 Anne Roumanoff



- Anne, bien plus que 20 ans

Anne Roumanoff porte un regard acéré sur
une société française en pleine mutation.
Elle n'épargne rien, ni personne. Au
programme : les délocalisations, une
ouvrière d'usine qui se plaint de l'ANPE et
des Chinois, une vieille dame qui assiste à
son enterrement vu du ciel, une femme qui
a abusé de la chirurgie esthétique ou encore
une vendeuse de vêtements pas très motivée
par le monde du travail.
23.10 Le comique
01.45 Lété de Turbo



21.05 Skins



- Katie et Emily

Série réalisée par Charles Martin
Avec Megan Prescott, Kathryn Prescott

Le visage couvert de bleus et pleine de
rancœur envers Freddie, Katie refuse de
quitter la maison, aussi Emily se propose de
passer des examens à sa place. Elle apprend que
sa soeur jumelle veut rester tout l'été seule à
Chypre pour réfléchir à tête reposée à tout ce qui
lui est arrivé. Par ailleurs, Emily demande à
Naomi de l'accompagner au bal de fin
d'année, mais celle-ci répond par la négative.
22.40 The Office
23.20 Golf
01.00 Mafiosa



17.00 TV5MONDE,
le journal
17.25 Un objet,
une histoire
17.30 L'invité
17.40 La petite vie
18.05 Belle-Baie
18.30 Tout le monde
veut prendre sa place
19.30 Journal
(France 2)
20.00 Panique dans
l'oreillette
21.55 TV5MONDE,
le journal
22.10 Journal (TSR)
22.45 Ces femmes
qui luttent contre
le crime
23.45 TV5MONDE,
le journal Afrique
00.00 Le cri



07.35 Hero Corp
08.00 Plus belle
la vie
09.27 Ludo
11.35 Samantha
Oops !
11.45 Gilmore
Girls
12.30 JAG
15.00 Ludo
16.20 Coeur
Océan
16.50 La sentinelle
17.40 Plus belle
la vie
19.00 Consomag
19.05 Samantha
Oops !
19.35 Men in Trees :
leçons de séduction
21.40 Heroes
23.50 Tout baigne !



09.35 Les enquêtes
impossibles
11.25 500 euros
plus tard
12.15 Les vacances
de l'amour
13.05 Un et un
font six
16.15 Brigade
du crime
17.05 Demain
à la une
18.40 Dragon Ball Z
19.35 Tendre
poulet
21.20 Le bar
du téléphone
23.00 Journal
23.10 Ça va se
savoir
01.45 Animaux
et compagnie



10.30 Dalile
El Vitaminat
10.35 Affal El-Qoraan
11.00 Rihlat Fi Aàrq
Sharqui El Kabir
11.45 Tayarat El
Mouhit El Hadi
12.30 Hadatha
Fi Hada Yaoum
12.40 Min Niaâmihi
13.00 Journal
télévisé

13.20 Prière du
vendredi
14.30 Waraa
Shamsse
16.00 Moutaât
El-Maida
16.30 Hadharat
Khalida
17.00 Journal
télévisé amazigh
17.20 Madaih dinia
17.30 Haouadjiz
Wa Jawaiz
18.00 Mawaqit Iftar
Feuilleton

18.10 Bruce Lee

18.45 Ben Boulaïd
19.15 Forssan
El Qoraan
19.30 Hadith dini
19.40 Coran
19.55 Wache dani
20.10 Caméra
cachée
20.30 Journal
télévisé
21.10 El-Dikra
El Akhira



TF1 19.45

LES EXPERTS : MANHATTAN

- La clé des meurtres

Série américaine

Avec Gary Sinise, Melina Kanakaredes,
Hill Harper, Eddie Cahill

Le magnat des médias Robert Dunbrook pousse un homme à travers la fenêtre de son bureau et appelle son fils, Connor, pour lui demander d'avertir immédiatement son avocat. Lorsqu'il se penche pour apercevoir le corps, il se rend compte que sa victime a disparu. Aux agents venus l'interroger, il prétend qu'il a agi en état de légitime défense. Stella et Hawkes, qui ont retrouvé des dents au bas de l'immeuble, sont persuadés que la victime n'a pas pu se sortir vivante d'une telle chute. Flack confie à Mac que la dernière personne à avoir laissé une trace dans le système de sécurité n'est autre que Anne Steele.



3 19.35

FAUT PAS RÉVER

- Destination Nouvelle-Calédonie

Magazine présenté par Patricia Loison

- Un oeil sur le caillou

Pollution, installation illégale de squat, reboisement de sites miniers : le photographe Martial Dosdane traque inlassablement tout ce qui cause du tort à la nature.

- Pêcheuses de crabe

En Nouvelle-Calédonie, le crabe de palétuvier est l'une des principales ressources des tribus côtières.

- Passion baigne

Après des années d'oubli, les Calédoniens redécouvrent l'histoire du baigne.



6 19.40

NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

- Echec et mat

Série américaine

Avec Pauley Perrette, Andrew Borba,

Mark Harmon, Michael Weatherly

Abby est réquisitionnée par l'armée pour travailler sur un projet ultra-secret. Gibbs et son équipe doivent se passer de ses services alors qu'ils enquêtent sur un meurtre. Gibbs découvre qu'Abby a été choisie parce que Philip Heller, un scientifique qui travaillait pour l'armée, a disparu. D'autre part, le fameux projet semble relié au crime sur lequel Gibbs enquête actuellement. La victime, Marco Riggs, avait été engagée pour assassiner Heller. Heller s'en était sorti de justesse en tuant Riggs avec un pistolet qui délivre des décharges électriques.



21.15 Secret Story



Présenté par Benjamin Castaldi

De nombreux départs et exclusions ont déjà eu lieu à ce stade du jeu. Des secrets ont également été dévoilés. Et les téléspectateurs, qui ont toujours une longueur d'avance sur les candidats, suivent avec beaucoup d'intérêt les rebondissements en cascade qui ponctuent la vie des reclus. La Voix s'amuse à pimenter le quotidien des participants de missions farfelues et loufoques.
23.10 Bienvenue dans ma tribu
01.50 Histoires naturelles



21.55 Numb3rs



- Ultimatum

Série américaine

Avec Rob Morrow, David Krumholtz

L'agent Edgerton enquête sur les agissements d'un dealer d'héroïne incarcéré, qui semble continuer à mener ses affaires depuis la prison. Pour en savoir plus, il doit rencontrer un indicateur qui possède des informations sur le suspect. Mais quand il arrive au lieu de rendez-vous, l'homme est mort. Suspecté du meurtre, Edgerton est arrêté par les marshals et placé en détention.

00.15 M6 Music



20.00 Rugby



- Perpignan / Clermont-Auvergne

1re journée. Perpignan / Clermont-Auvergne. Drôle de choc pour cette première journée du Top 14 puisqu'il oppose le finaliste et le vainqueur de la dernière édition ! En effet, l'an passé, Perpignan et Clermont s'étaient retrouvés en finale, au terme d'une saison magnifique. Les Clermontois, emmenés par un Napolioni Nalaga de gala, s'étaient imposés avec panache : 19-6.

21.45 Jour de rugby

22.30 Golf

01.00 Them Crooked Vultures



16.00 Afrique,
le défi vert
17.00 TV5MONDE,
le journal
17.30 L'invité
17.40 La petite vie
18.05 Belle-Baie
18.30 Tout
le monde veut
prendre sa place
19.30 Journal
(France 2)
20.00 Les années
bonheur
22.00 TV5MONDE,
le journal
22.45 360° GEO
23.45 TV5MONDE,
le journal Afrique
00.00 Trois femmes
un soir d'été
01.45 TV5MONDE,
le journal



08.00 Plus belle
la vie
09.27 Ludo
11.35 Samantha
Oups !
11.40 Gilmore
Girls
12.30 JAG
15.00 Ludo
16.20 Coeur
Océan
16.50 La sentinelle
17.40 Plus belle
la vie
19.00 Samantha
Oups !
19.35 Dans le feu
de l'action
20.40 Rio, sur la
route de la peur
21.40 Génération
reporters
22.55 Sleeper Cell



06.00 Télé-achat
09.05 Calorics
Commando
09.35 Les enquêtes
impossibles
11.25 500 euros
plus tard
12.15 Les vacances
de l'amour
13.05 Un et un
font six
16.15 Brigade
du crime
17.05 Demain
à la une
18.40 Dragon
Ball Z
19.35 Python
21.20 Catch
Attack
23.05 Journal
23.15 Ça va
se savoir



19.35 Chez Maupassant



- Aux champs

Série française

Avec Marianne Basler, Guillaume Gouix

Les Tuvache et les Vallin, deux familles paysannes pauvres, ont en charge huit enfants à elles deux. Elles vivent dans des maisons voisines. Mathilde d'Hubières, une riche femme de la ville, désespérée car elle ne peut pas avoir d'enfant, propose un jour aux Tuvache de leur acheter leur dernier fils.

21.35 Panique dans l'oreillette

23.35 Journal de la nuit

23.50 Le grenier de Sébastien

00.40 Enquêtes spéciales



22.00 Jeux de glaces



Film américain

Avec Helen Hayes, Bette Davis

Christian Gulbransen demande à sa vieille amie, miss Marple, de rendre visite à sa belle-mère, Carrie Louise, qui semble avoir des ennuis. Arrivée à Stonygates, le somptueux domaine de Carrie, miss Marple rencontre toute la famille : Lewis, le mari, Mildred, la fille, Gina, la petite-fille, et Wally, l'ex-époux de Carrie. Elle apprend que la propriété a été partiellement transformée en centre de réhabilitation pour jeunes délinquants.

23.30 Un été avec Chopin

23.45 NYPD Blue

00.35 Soir 3

01.00 Plus belle la vie



18.00 Arte journal

18.30 Vingt minutes à la mer

18.50 Les nouveaux paradis

19.35 En attendant Angelina

Film réalisé par Hans-Christoph

Blumenberg

Avec Florian Lukas, Kostja Ullmann,

Barbara Auer, Anna Brüggemann

Un paparazzo professionnel, Maik Tremper, est envoyé par son agence à Berlin : la rumeur annonce la venue de deux stars du grand écran : Brad Pitt et Angelina Jolie. Il doit réussir à prendre les premiers clichés du couple. A peine installé dans un appartement du centre, dont il s'est procuré les clés d'une manière douteuse, il voit débarquer Ulmer, un photographe amateur et projectionniste. Le jeune importun a le même but que Maik et devient son concurrent.

21.00 L'énergie de la mer

21.55 Pas de chance !

23.55 Bubba Ho-tep

01.25 Avec mes yeux

02.00 Alucarda

09.05 Silence,
ça pousse !
09.35 Les escapades
de Petitrenaud
10.05 Eléphants
de mer : des agents
très spéciaux
11.13 Commandant
Clark
11.26 Les aventures
du Marsupilami
11.50 Inspecteur
Gadget
12.35 Commandant
Clark
12.55 Superstructures
Greensburg
13.45 La 2e Guerre
mondiale en couleur
14.40 Bandes
de lémuriens
15.10 Explora
16.45 C dans l'air

Scanners corporels dans les aéroports nigériens

Le Nigeria a commencé à renforcer la sécurité de ses aéroports avec la présence d'officiers de sécurité à bord des avions à destination des Etats-Unis et l'usage sélectif de scanners corporels, ont indiqué des sources officielles mercredi. Plusieurs mois après la tentative d'attentat contre un avion de ligne américain perpétrée par un jeune Nigérien le 25 décembre 2009, des officiers de sécurité sont désormais à bord de certains vols vers le USA, a annoncé l'ambassadeur des Etats-Unis au Nigeria Robin Renee Sanders mercredi à Lagos.

Le diplomate a indiqué que ce programme avait commencé à être mis en place depuis deux mois, mais a refusé de fournir plus de détails, notamment si la mesure concernait tous les vols vers les USA. Quant aux scanners corporels, ils sont en service dans les quatre aéroports internationaux du Nigeria et sont utilisés de façon sélective, a indiqué le chef de l'aviation civile Harold Demuren. M. Demuren a assuré que les scanners ont enregistré «de nombreux succès», mais a refusé de préciser s'ils avaient permis de déjouer des tentatives d'attentats. La sécurité «n'est pas seulement un problème américain, mais un problème global», a-t-il dit. «La guerre contre le terrorisme doit être gagnée».

La décision de recourir aux scanners corporels a été prise dès le 30 décembre par l'autorité de l'aviation civile nigérienne.

Onze travailleurs tués dans un incendie à Dubaï

Onze travailleurs asiatiques ont péri mardi à Dubaï dans un incendie survenu alors qu'ils dormaient dans leur usine, a annoncé mercredi la police. «Neuf Bangladeshis, un Indien et un Pakistanais ont péri lorsqu'un incendie s'est déclaré mardi vers 22h00 GMT dans une usine de parfum», a déclaré à l'AFP le responsable de la police de l'Emirat par intérim, le général Khamis al-Mazeina. La cause de l'incendie n'a pas encore été déterminée, selon lui.

La police a arrêté le propriétaire de l'usine, un Emirati, ainsi que son directeur général, un Indien, pour avoir utilisé, de façon illégale, certains locaux du site de l'usine pour loger les ouvriers, a-t-il dit. «Les victimes étaient probablement endormies quand le feu s'est déclenché», a-t-il ajouté.

Les Emirats arabes unis sont régulièrement critiqués pour les conditions de travail, et de vie en général, de la main-d'œuvre étrangère, originaire d'Asie en grande majorité.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Terrorisme : 18 arrestations au Maroc



Les autorités marocaines ont annoncé mercredi avoir arrêté dix-huit ressortissants marocains pour leur «implication dans des affaires de terrorisme».

Ces personnes font partie «d'une cellule terroriste», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. «Une cellule terroriste, composée de 18 membres dont trois anciens détenus (islamistes) condamnés

pour leur implication dans des affaires de terrorisme, a été récemment démantelée», a affirmé le ministère de l'Intérieur sans préciser la date des arrestations.

«Les membres de cette cellule s'approprièrent à commettre des actes de terrorisme et de sabotage à l'intérieur du territoire national et contre les intérêts étrangers au Maroc», a-t-on ajouté. Les dix-huit personnes

«seront déferées devant la justice à l'issue de l'enquête en cours supervisée par le parquet», a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Plus de 2.000 islamistes ont été arrêtés et condamnés au Maroc après les attentats du 16 mai 2003 de Casablanca. Cinq attentats-suicide, dont le plus sanglant à l'intérieur d'un restaurant, avaient fait 45 morts, dont 12 kamikazes, et de nombreux blessés.

New York: des pubs contre une mosquée sur les bus

Plus d'une vingtaine d'autobus de New York arborent bientôt sur leurs flancs une publicité contre le projet de construction d'une mosquée et d'un centre culturel islamique près de Ground Zero, a-t-on appris auprès de la régie des transports de la ville. Ces publicités portant les mots «Pourquoi ici ?» apparaîtront la semaine prochaine sur 26 des 6.300 bus qui sillonnent la ville, a indiqué à l'AFP Kevin Ortiz, porte-parole de l'Autorité métropolitaine des transports (MTA). Les affiches publicitaires seront ornées d'une photographie d'un avion sur le point de s'écraser contre le World Trade Center, entouré de fumée, rappelant les attentats du 11 septem-

bre 2001 revendiqués par Al-Qaïda et qui ont fait près de 3.000 morts. L'annonceur est l'organisation SIOA (Stop Islamization of America, Arrêtez l'islamisation de l'Amérique).

«Bien que la MTA ne soutienne pas les vues exprimées dans cette publicité», celle-ci «a été acceptée aujourd'hui après examen de la politique de la MTA en matière de publicité et des procédures légales en vigueur», a déclaré M. Ortiz. Cette campagne illustre l'ampleur de la polémique qui entoure ce projet de construire une mosquée à deux pâtés de maison de Ground Zero, où se trouvaient les tours jumelles détruites le 11 septembre 2001. L'imam à l'origine du projet n'est

pas non plus épargné par la controverse, des parlementaires conservateurs ayant dénoncé mardi le fait que le contribuable américain soit amené à financer l'une de ses visites au Moyen-Orient.

Lors du point de presse quotidien de la diplomatie américaine, le porte-parole du département d'Etat Philip Crowley a en effet annoncé que la diplomatie prévoyait un voyage de Feisal Abdul Rauf au Qatar, à Bahreïn et aux Emirats arabes unis. Il a expliqué que le voyage visait à présenter la vie musulmane américaine au reste du monde, a dépeint l'imam comme un modéré et a précisé qu'il s'agissait de son troisième voyage sous les auspices du département d'Etat.

Jeudi 12 août 2010

02 ramadhan 1431

N° 4772

L'armée irakienne pas prête... avant 2020

L'armée irakienne ne sera pas prête à remplir pleinement sa mission avant 2020 et le gouvernement doit trouver des solutions lui permettant d'assurer la sécurité du pays après le retrait complet des forces américaines fin 2011, a averti mercredi le chef d'état-major irakien. «A ce stade, le retrait (américain) se passe très bien, car les Américains sont toujours là, mais le problème sera différent après 2011», a déclaré à l'AFP le général Babaker Zebari, en marge d'une conférence sur la formation de l'armée irakienne au ministère de la Défense. L'armée américaine, qui compte actuellement environ 64.000 hommes en Irak, achèvera officiellement sa mission de combat le 31 août. Les 50.000 militaires américains qui demeureront dans le pays, passé cette date, devront avoir quitté le pays à la fin 2011. «Les hommes politiques doivent trouver des moyens de combler le vide après 2011 parce que la formation de l'armée ne sera terminée qu'en 2020», a déclaré le général Zebari. «S'ils me posent la question du retrait, je répondrai aux hommes politiques que l'armée américaine doit rester jusqu'à ce que l'armée irakienne soit prête en 2020», a-t-il dit. L'ancienne armée irakienne, forte de 450.000 militaires, avait été dissoute en 2003 par l'Américain Paul Bremer, alors administrateur civil de l'Irak peu après la chute de l'ex-président Saddam Hussein.

Nouvelles tensions entre Moscou et Tbilissi

Le déploiement par la Russie de missiles sol-air S-300 dans la république séparatiste géorgienne d'Abkhazie est une «source de préoccupation», a déclaré mercredi à l'AFP le vice-Premier ministre géorgien Temour Iakobachvili. «Cela doit être une source de préoccupation non seulement pour la Géorgie mais aussi pour d'autres acteurs régionaux dont l'Otan», a déclaré M. Iakobachvili. «Cela change l'équilibre des forces dans la région», a-t-il poursuivi. «Il est évident que la Russie utilise ces territoires occupés comme une plate-forme militaire pour des projets plus vastes que ceux visant juste la Géorgie», a estimé le vice-Premier ministre. «C'est une réponse asymétrique au déploiement par les Américains d'éléments de bouclier antimissile en Europe de l'Est», a encore jugé M. Iakobachvili. La Russie a déployé en Abkhazie des missiles de défense antiaérienne S-300 qui abattront tout appareil entrant dans l'espace aérien de cette région séparatiste pro-russe de Géorgie, a annoncé mercredi le commandant des forces aériennes russes, Alexandre Zeline, cité par les agences russes.

Un navire néerlandais veut se débarrasser de ses déchets toxiques en Afrique

Un navire néerlandais sillonne actuellement les côtes ouest-africaines dans le but de se débarrasser de sa cargaison de «déchets toxiques dangereux», a annoncé mercredi le ministre camerounais de l'Environnement dans un communiqué reçu par l'AFP. «Des informations qui nous sont parvenues font état d'un navire hollandais dénommé N.V. Nashville, No UE/SU 4635950, transportant des déchets toxiques dangereux qui sillonnent les côtes ouest-africaines dans le but de se débarrasser de ces déchets», indiqué le ministre, Pierre Hélé. Aucun détail n'a été fourni sur la position ou la direction du bateau.

EDITORIAL

Par K. Selim

PAROLES, PAROLES

sible», le ministre du Commerce a eu, peu ou prou, les mêmes problèmes et a été contraint à développer le même discours. Face aux difficultés, le recours à la langue d'ebene a quelque chose d'inexorable.

D'ailleurs M. Djaaboub, dont le profil en faisait un défenseur du marché, en est arrivé à parler comme un socialiste «irréversible» en considérant que l'Etat a fait tout faux en se retirant de la filière agroalimentaire et qu'il lui faut ses propres minoteries, ses usines de transformation, ses laiteries et ses raffineries de sucre et d'huile...

C'est vrai qu'après une décennie de culte, le marché, l'offre et la demande - et bien entendu les IDE -, ne sont plus en odeur de sainteté. Sauf que ces changements d'humeur n'ont pas d'effets pratiques sur la vie, très difficile, du plus grand nombre.

Il faut dire que la marge de manœuvre est pratiquement nulle puisque, selon les chiffres les plus optimistes, la part du marché informel représente près de 40% de l'ensemble des échanges. Le ministre du Commer-

ce devient, dans les premiers jours «flambants» du ramadhan - après dix jours de carême même, la «critique» se fatigue ! - la cible, trop facile, de toutes les critiques.

Mais que dit M. Mustapha Benbada, l'actuel ministre du Commerce, pour sa «défense» ? Que le marché ne peut pas être organisé du jour au lendemain. C'est un constat juste, sauf qu'on peut retrouver des déclarations absolument similaires de ses prédécesseurs - et pas les plus récents seulement - et constater qu'il y a eu beaucoup de jours et de lendemains depuis sans que rien ne change.

Enfin, M. Benbada note, ce qui n'est pas infondé, que les changements introduits dans les lois sur la concurrence et les pratiques commerciales sont trop récents pour produire leurs effets ! On verra peut-être au prochain ramadhan !

En réalité, on ne le dira jamais assez, consommer modérément est la seule manière d'atténuer les effets du traditionnel guet-apens du ramadhan. Quant aux effets des changements de la loi, on verra, l'an prochain, si M. Benbada est encore là pour dire le traditionnel constat d'impuissance des pouvoirs publics.

El-Hachemi Djaaboub, le précédent ministre du Commerce, doit être content d'échapper à l'obligation de parler et de donner un semblant d'explication à la flambée des prix annoncée de longue date pour le ramadhan. Que dire, en effet, sur un sujet éculé qui revient chaque saison avec les mêmes acteurs qui font le «grand coup» et les mêmes consommateurs, à revenus inégaux, qui n'ont pas beaucoup de choix ?

Etre un «ex» pendant le mois de ramadhan est sans doute le vrai moment de consolation de tout ministre du Commerce remercié. Car, c'est un constat établi, la population, avec ses revenus de plus en plus inégaux, trouve dans ces prix arrogants affichés dans les étals, malgré les promesses des pouvoirs publics, la preuve de l'absence de l'Etat et de sa défaillance. Le rôle du ministre du Commerce consiste presque à essayer de boucher une grosse crue à coups de paroles mélangeant la promesse du bâton et l'aveu d'impuissance.

Il faut dire, à la décharge de Djaaboub et de son successeur, Mustapha Benbada, que même sous l'Algérie du socialisme «irréver-